

n° 446
JUIN
2016
4,60 €

s!lence

QUELLE NON-VIOLENCE EN TEMPS DE GUERRE ?

+ 16 PAGES

DIDIER DAENINCKX, CHERCHEUR DE PÉPITES POLITIQUES

DEVENIR AGRICULTEURS-CUEILLEURS, UN PROJET COLLECTIF

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À...

Brigitte Gothière,

Co-fondatrice de L214

1

Vous multipliez les vidéos qui montrent les conditions terribles de mort des animaux dans les abattoirs. Il semble que même dans les petites installations, même avec des filières bio, cela soit plus que critiquable ?

Il est très rare de pouvoir voir ce qui se passe réellement dans un abattoir, et on aime imaginer que les animaux y sont tués en douceur. Certaines filières mettent d'ailleurs en avant le bien-être animal, ce qui aide à croire que tout va bien. Mais nos enquêtes ont confirmé que les animaux vivent un véritable enfer derrière les murs des abattoirs.
Tout récemment, nous avons diffusé des images de celui d'Alès, un abattoir municipal de proximité, et du Vigan, un abattoir certifié par Ecocert.
Dans ces deux abattoirs, des animaux censés être étourdis étaient encore conscients au moment où ils étaient saignés. Le mot "étourdissement" est d'ailleurs un euphémisme pour parler d'un acte très brutal : les bovins et les chevaux ont la boîte crânienne perforée avec une tige en métal qui détruit une partie de leur cerveau, les moutons et les agneaux sont électrocutés.
À Alès, pour être étourdis, les cochons étaient gazés au CO_2 ; sur les images on les voit se débattre et hurler d'une façon atroce avant de sombrer dans l'inconscience. De plus, certains cochons se réveillaient et se débattaient, suspendus par une patte arrière et en train de se vider de leur sang.
À Alès, les moutons et une partie des bovins sont tués en pleine conscience (abattage rituel), et l'égorgement se faisait presque toujours par de longs cisaillements douloureux. Au Vigan, on assiste en plus à des gestes de sadisme envers les animaux.

2

Existe-t-il des conditions à atteindre pour un "abattage correct" ?

Est-ce qu'il peut y avoir une façon correcte de tuer sans nécessité un être sensible qui a envie de vivre ? D'ailleurs, parler de bien-être animal dans un abattoir est quand même contradictoire, non ?
Les animaux d'élevage sont considérés comme des marchandises. La cruauté, la violence dans les abattoirs sont une conséquence logique de la production de viande, mais puisqu'il n'est pas nécessaire de manger de la viande, pourquoi persister sur cette voie ?
Nous avons publié tout récemment sur notre blog* le témoignage d'un inspecteur général des services vétérinaires qui intervenait dans les abattoirs. Son récit est une longue liste de maltraitances et de sévices.
Suite à notre action, une commission d'enquête parlementaire va être créée sur la question des abattoirs, qui deviennent enfin un sujet suffisamment sérieux pour qu'un groupe politique décide de mener une vaste enquête à son sujet.

3

Cela signifie-t-il que nous devrions tous devenir végétariens ?

On est tous d'accord sur le fait de ne pas tuer ni maltraiter sans nécessité les animaux. Or, il est désormais scientifiquement établi qu'il n'est pas nécessaire de consommer des produits animaux pour être en bonne santé.
Chaque jour en France, 3 millions d'animaux terrestres et un plus grand nombre encore d'animaux aquatiques sont donc tués uniquement par habitude, par plaisir gustatif, par tradition. Quel que soit le mode d'élevage, les animaux sont considérés comme des ressources avec tout ce que cela implique pour eux : insémination artificielle, séparation des petits d'avec leur mère, mutilations, abattage, etc.
Mais ce n'est pas parce qu'on ne mangerait plus les animaux d'élevage qu'ils disparaîtraient. Pour la mise en place d'une cohabitation pacifique avec les animaux, pratiquement tout reste à innover ! Par exemple, des animaux en semi-liberté pourraient participer à l'entretien des espaces, et nous pourrions avoir envers eux une protection bienveillante.
La liste de ce que subissent les animaux d'élevage est longue et terrifiante, mais ce n'est pas une fatalité : nous avons tous le pouvoir de ne pas cautionner ces souffrances, et ce dès notre prochain repas ! En plus, la cuisine végétalienne est pleine de goûts, bonne pour la planète et la santé, alors, pourquoi s'en priver ?

* blog.l214.com/2016/02/26/ex-inspecteur-veterinaire-abattoir-temoignage-accablant

*• **L214**, c/o Locaux Motiv, 10 bis, rue Jangot, 69007 Lyon, tél : 09 83 67 13 29, www.l214.com.*

LE MOIS DE LASSERPE

LA JUSTICE FRANÇAISE EST RUINÉE



LES MILITANTS D'EMMANUEL MACRON VONT FAIRE DU PORTE-À-PORTE



QUEL AVENIR POUR LES JEUNES ?



LE PAPE ACCUEILLE DES RÉFUGIÉS AU VATICAN

PAR CONTRE, DÈS QU'ON ARRIVE LÀ-BAS, SURVEILLEZ BIEN VOS ENFANTS, ON SAIT JAMAIS...

LASSERPE

SOMMAIRE

■ DOSSIER

QUELLE NON-VIOLENCE EN TEMPS DE GUERRE ?

■ CHRONIQUES

■ ARTICLES

■ BRÈVES

Prochain dossier :

Alternatives en Seine-et-Marne et Val d'Oise



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **57 mars 2016** (calendrier Nuit Debout)

SANS PUBLICITÉS – 100 % indépendant – SANS SUBVENTIONS

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 2e trimestre 2016 - **Tirage :** 4850 ex. - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Danièle Gonzalez, Justine Lamonerie - **Directrice de publication :** Monique Douillet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Christian Araud, Cécile Baudet, Rebecca Bilon, Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Gunduz Aghayev, Bentteine, Lasserpe, MAN/Etienne Lécroart, Yakana - **Correcteurs :** Andrée Battagliéri, Bernadette Bidaut, Bernard Capelier, Monique Douillet, Emmanuelle Pingault, Françoise Weité - **Photographes :** Richard DAMORET/REA, Leïla Shahshahani, Shizuo Kambayashi, Patrick Piro – Politis - **Et pour ce n° :** Gaspard d'Allens, Anne et Oswald, Marie Astier, Isabelle Cambourakis, Patricia Cartigny, Cécile Dubernet, Sabine Gautier, Divi Kerneis, Lucile Leclair, Elisabeth Maheu, François Marchand, Serge Perrin, Jocelyn Peyret, Kurumi Sugita, Fabrice Tarrit - **Couverture :** Todd Krainin - **Internet :** Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Association Silence
9, rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h **• Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h **• Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre,** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

L'illustrateur Gunduz Aghayev subvertit ici une célèbre image de la guerre du Vietnam



En Palestine occupée, des activistes israéliens accompagnent les Palestiniens dans des actions d'opposition à l'armée israélienne



"L'amour mettra fin aux attaques de drones"



Honduras -Accompagnement du CEPHRODEC par les Brigades de paix internationales dans une marche des populations indigènes pour la paix en 2014



Nous sommes contre la guerre !

ÉDITORIAL

Jusqu'où la non-violence est-elle possible en situation de guerre ?

Sommes-nous en guerre ? Suite aux affirmations martiales du président français, le débat est présent dans la France de l'après-13 novembre 2015. Pour certains, les attaques sanglantes de Paris ont été vécues comme une véritable déclaration de guerre, qui appelle une riposte elle aussi sanglante, dans tous les cas "virile".

Pour d'autres, une guerre conventionnelle engage deux Etats et deux armées et est régie par des règles qui ne s'appliquent pas aux attentats pratiqués par des groupes comme Daech.

Enfin, certains estiment que la France est de toute façon en guerre au-delà de la situation actuelle au Moyen-Orient par ses nombreuses interventions militaires en Afrique notamment.

Le philosophe Frédéric Gros estime quant à lui que les concepts de guerre et paix sont devenus obsolètes dans le monde contemporain. Il parle d' "états de violence" ayant une temporalité qui brouille la frontière entre temps de paix et temps de guerre. Chaotiques, souvent urbains, liés à des intérêts privés, ceux-ci sont à la fois perpétrés majoritairement par des civils et touchant avant tout des civils. (1)

Face à la complexité de certains "états de violence" tels que celui que vit le Moyen-Orient actuellement, nous avons parfois l'impression qu'il faut se résigner à la "realpolitik" et à son cortège d'interventions militaires.

La non-violence est-elle muette et impuissante dès lors que les armes ont commencé à parler ? C'est ignorer la variété des outils que contient la palette des actions possibles. Sans prétendre vouloir tout résoudre, la non-violence a sans doute une place à prendre au sein même des guerres et des conflits armés. C'est le périmètre de cette action que ce dossier se propose d'explorer.

Guillaume Gamblin

(1) *Etats de violence. Essai sur la fin de la guerre,* Gallimard, 2006.

Couverture : Affrontements à Katmandou (Népal) en 2005.


DR

⮝ *Deux volontaires de PBI dans la communauté de paix de San José de Apartado, en Colombie, en 2004. Ces villages situés au cœur des affrontements entre militaires, paramilitaires et guérilla, se sont déclarés "communautés de paix" et se sont engagés à ne soutenir les acteurs armés d'aucun côté. Ils ont subi de nombreuses pressions, attaques et exactions. L'accompagnement de PBI au quotidien permet de limiter la violence qu'ils subissent.*

Sans arme face à la violence : l'intervention civile de paix

Depuis plus de trente ans, des civils interviennent dans des zones de conflit, sans armes ni mandat humanitaire. Equipés uniquement de principes de droit et de techniques d'observation, de médiation et d'interposition, ils soutiennent les locaux dans leurs tentatives de transformation des conflits.

LEUR PRÉSENCE BIENVEILLANTE MAIS ferme encourage les membres de la société civile à s'engager. Elle contraint les acteurs armés à chercher des alternatives à la violence. L'intervention civile de paix (ICP) est pratiquée sur tous les continents du monde (1), tant par des organisations non gouvernementales (ONG) qui en ont inventé les concepts clés *(Peace Brigades International, Christian Peacemaker Teams, Nonviolent Peaceforce, etc.)* que par les grandes organisations internationales qui les ont adoptés à la fin de la guerre froide (2).

FORCES ET LIMITES DE L'INTERVENTION CIVILE DE PAIX

L'ICP est un terme qui recouvre un ensemble de pratiques d'interventions. Toutes ont pour point commun l'envoi d'équipes internationales non armées, mais formées aux techniques de résolution de conflits, dans certaines zones sous tension. Elles ont aussi pour point commun d'être légales et de se poser comme actes de solidarité. Selon la nature des missions, ces tiers recueillent des informations sur la situation de terrain, les abus des droits humains, les processus électoraux, etc. Ils accompagnent des acteurs civils menacés (avocats, syndicalistes, défenseurs des droits humains etc.). Ces équipes peuvent suivre des opérations d'évacuation ou de rapatriement, des exhumations, des manifestations. Leur présence offre des espaces de rencontre et de dialogue entre parties prenantes armées ou non armées. Si l'ICP regroupe un ensemble varié de pratiques, elle repose sur une idée centrale : une présence continue, proactive de tiers dans certains conflits permet d'éviter ou de limiter l'usage de la violence. Au-delà des questions de solidarité humaine, l'ICP reste donc un outil de protection de la sécurité civile.

LA NON-VIOLENCE EN TERRAIN DE GUERRE : MISSION IMPOSSIBLE ?

L'extrême violence des guerres récentes nous oblige néanmoins à questionner ce travail d'accompagnement du conflit. Des expériences récentes d'observation par la Ligue arabe, l'ONU et l'OSCE ont échoué en Syrie et n'ont permis qu'un gel du conflit en Ukraine. La polarisation dans ces sociétés fragmentées est extrême, à tel point que les notions de droit, de dialogue ou de négociation semblent inappropriées. En Syrie comme

(1) Les premières missions ont été réalisées au Guatemala en 1983, en pleine guerre civile émaillée de massacres de populations indigènes en particulier, par l'organisation naissante Brigades de paix internationales (PBI).

(2) Organisation des Nations Unies, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Ligue arabe, Union africaine, etc.



➤ *A Zamboanga City (sud-ouest de Mindanao, Philippines) en septembre 2013, quelques jours après l'attaque de la ville par les combattants du Moro Islamic Liberation Front (MNLF) qui a provoqué le déplacement de presque 110 000 personnes, des membres locales de Nonviolent Peaceforce travaillent avec les communautés pour comprendre ce qui s'est passé avec les enfants qui ont été arrêtés, afin de les retrouver et tenter de faire respecter leurs droits.*

DR

Mexique : quand l'accompagnement protège de l'armée

"Notre gouvernement tient compte de l'opinion internationale, si bien que lorsque nous sommes accompagnés par des internationaux, ils sont obligés de prendre plus de précautions avec nous. Il y a moins de harcèlement et de surveillance de la part des services secrets de l'armée."

Association de familles de détenus, disparus et victimes d'atteintes aux droits humains (AFADEM) dans l'Etat de Guerrero et à Ciudad Juarez (Chihuahua). Cette association est accompagnée par l'organisation *Peace Brigades International (PBI).*

Voir aussi l'article "Mais que font les volontaires de paix dans les zones de conflit ?", dans *Silence* n° 444, p. 33, sur l'action de *Nonviolent Peaceforce* au Sud-Soudan qui a permis d'éviter la poursuite de massacres de civils dans un hôpital.

au Yémen, en Libye ou au nord du Pakistan, les réponses internationales semblent alterner entre armements et bombardements. On ne négocie ni avec Daesh ni avec les milices libyennes, ni avec les gangs mafieux mexicains. On éradique. De chaque côté, on recherche une victoire militaire, officiellement pour ramener la paix, *a minima* pour se positionner en force dans de futures négociations.

Dans ces contextes, les mouvements non-violents locaux comme internationaux sont taxés de naïveté, voire d'irresponsabilité. C'est pourtant mal connaître les principes de l'intervention civile de paix (ICP), les engrenages de la violence et les conditions d'une paix durable. Un rappel des forces et limites de l'ICP peut nous donner des clés de compréhension de l'action efficiente face à la violence.

LA PRÉSENCE D'OBSERVATEURS DE TERRAIN : UN FACTEUR DE DISSUASION

Comme tout outil, l'ICP a ses limites conceptuelles et contextuelles. Le concept est construit sur une équation (présence + réseau = dissuasion) fondée elle-même sur plusieurs axiomes. On se concentre sur les situations où la violence n'est pas une fin en soi, mais un instrument utilisé pour dominer, terroriser, faire fuir, éliminer, accaparer… Des situations dans lesquelles on estime que les auteurs de violence assument mal leurs actes. Dans ce contexte, l'observation du terrain reste un puissant facteur de dissuasion : l'usage de la violence devenant embarrassant, trop contre-productif, des alternatives sont identifiées.

Si la violence s'avère irrationnelle ou politiquement assumée, l'efficacité de l'ICP recule. Il est quasiment impossible d'anticiper certains gestes de folie ou de désespoir personnel. D'autre part, lorsque la destruction de l'autre est politiquement revendiquée, en cas de génocide par exemple, la pratique de l'ICP est très difficile. Enfin, lorsque la violence s'inscrit dans des pratiques sociales légitimées, telles des traditions rituelles ou religieuses, l'ICP n'est pas initialement l'outil le plus approprié. Par exemple, des discriminations de genre requièrent en priorité écoute, échange, débat. Par contre, si un défenseur de droit des minorités sexuelles est harcelé pour ses activités, un accompagnement de type ICP aura un sens, car il s'agit là de défendre un défenseur des droits plutôt qu'un changement de normes sociales.

Les limites du travail sont parfois fines. Avant toute opération de type ICP, il est indispensable d'analyser la nature de la violence rencontrée. Il est également nécessaire d'évaluer le contexte de l'opération : le niveau d'impunité des acteurs est un indicateur important du besoin d'intervention, mais une trop grande impunité limite l'impact de l'ICP. Des ressources humaines et financières adéquates, et renouvelables sur le long terme, doivent être à disposition de l'opération. Enfin, la capacité de dissuader repose sur le professionnalisme des intervenants. Il est clair



DR

◀ A Xarifa, aux Philippines, Nonviolent Peaceforce est mandatée par les parties pour assurer la surveillance et la vérification des incidents relatifs à la population civile, dans le cadre des accords de cessez-le-feu entre le gouvernement des Philippines et le Moro Islamic Liberation Front (MILF).

cependant que ces limites sont tout aussi valables pour des opérations de type militaire qui ne donnent trop souvent que l'illusion d'une stabilité et d'une protection des civils.

Peut-on encore penser l'ICP à l'heure de Bachar el-Assad, de Boko Haram ? Oui, car c'est dans l'étude de la limite qu'on retrouve des forces. Renoncer à s'engager contre des formes de violence sur lesquelles on n'a pas prise, envisager d'articuler son travail avec d'autres acteurs sociaux, sont des signes de sagesse et de maturité. Reconnaître et accepter ses propres limites conceptuelles et contextuelles est un chemin qui nous incite à chercher, à creuser. Gandhi utilisait le terme *"satyagraha"* pour parler de la force de l'âme en recherche du vrai. Il l'utilisait pour encourager ses disciples à approfondir la lutte face aux impasses et aux murs de violence en mobilisant de nouvelles ressources intérieures. L'ICP est à l'heure du *satyagraha.*

LA SÉCURITÉ PAR LE HAUT NE TIENT PAS

Il ne s'agit pas de renoncer mais de résister, d'imaginer des alternatives, de créer, d'inventer. Récemment, au Kenya, au Népal, en Egypte, de nouveaux systèmes de cartographie des dangers en temps réel ont été expérimentées à partir de nouvelles technologies. Actuellement, des formations d'activistes syriens non-violents sont mises en place, délocalisées au Liban. Depuis quelques années, de nouvelles formes d'accompagnement de réseaux sécurisant le passage de migrants au nord du Mexique ont vu le jour. Ces expériences montrent l'incroyable résilience des populations en souffrance. Elles nous engagent à écouter ces terrains de souffrance, à concevoir et soutenir l'émergence de nouvelles architectures de sécurité humaine. Le *satyagraha* est un chemin difficile, mais, au moins, il est emprunté par ces humbles artisans de paix, locaux pour la plupart. Il devrait l'être également par les acteurs militaires de la communauté internationale. Ils sont aussi face au mur. Les "paix" imposées à grands coûts en Afghanistan, en Irak ou en Libye sont illusoires. La sécurité par le haut ne tient pas. La "responsabilité de protéger" onusienne sonne creux. Peut-on encore croire possible d'imposer la sécurité par la violence ? Peut-on encore ignorer toute cohérence entre moyens et fins ?

Cécile Dubernet
Institut catholique de Paris ■

Pour plus d'informations :

■ Nonviolent Peaceforce, rue Belliard 205, 1040 Bruxelles, Belgique, tél : +32 2 648 0076, www.nonviolentpeaceforce.org

■ Brigades de paix internationales France, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 73 49 60, www.pbi-france.org

■ Collectif Guatemala, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 73 49 60, collectifguatemala.org

■ Comité pour une intervention civile de paix, 187, montée des Choulans, 69005 Lyon, www.interventioncivile.org

Portrait de Ruth Mumbi, Kenya



DR

Ruth Mumbi est née en 1980. Elle est l'une des membres les plus actives de l'organisation de droits humains Bunge la Wamama. Celle-ci a été établie à partir de Bunge la Mwananchi, mouvement national revendiquant une ouverture du dialogue et une justice sociale, pour offrir un espace aux femmes afin de traiter certains problèmes les affectant spécifiquement. Ruth a reçu plusieurs prix en reconnaissance de son travail.

Depuis mai 2015, elle poursuit son action, s'occupant notamment d'obtenir justice pour les femmes violées, les coupables étant rarement poursuivis. Toutefois, depuis l'exécution extrajudiciaire de son beau-frère Stephan Gichuru, le 17 mai 2015, elle concentre ses efforts sur la lutte contre l'impunité pour les responsables de ces crimes dans les bidonvilles de Nairobi. Elle est accompagnée par PBI depuis 2015.



➤ *Des étudiants syriens jettent des papiers sur lesquels sont écrits des noms de prisonniers politiques.*

DR

Face à Daech, des pistes d'actions

Après les attentats de Paris de novembre 2015, quelles sont les réactions non-violentes alternatives à l'envoi de militaires pour bombarder la Syrie ? Ce texte est le fruit d'une réflexion collective au sein du Mouvement pour une alternative non-violente.

FORCE EST DE CONSTATER QUE LES INTERventions armées en Irak depuis 2003 n'ont pas fait émerger un régime démocratique ni permis aux habitants de retrouver une vie paisible. La coalition qui a attaqué la Libye de Kadhafi en 2011, après avoir longtemps soutenu son régime, n'a pas mis fin aux souffrances des populations. En Syrie, le chaos a succédé à la dictature, soumettant la population à la loi des milices et des clans, sans organiser la démocratie. Des armes circulent. Le pays semble sur le point d'imploser, la sécurité publique ne cesse de s'y dégrader, offrant à l'"Etat islamique" un terrain de recrutement, voire de redéploiement. D'évidence, le recours à la violence pour régler le conflit n'a rien réglé en termes de droits humains. Et Daech, que nous voulons combattre, s'en trouve renforcé (1).

QUE FAISONS-NOUS EN SYRIE ?

L'opposition non-violente a été très peu soutenue lorsque les populations ont commencé à se soulever en 2011, alors qu'elle avait commencé à déstabiliser le régime de Bachar el-Assad malgré la férocité de la répression (2). C'est pendant cette période de lutte non-violente que l'armée du régime a connu le plus de désertions dans ses rangs et subi le plus lourd discrédit international.

Depuis, les puissances extérieures n'ont cessé de fournir des armes aux combattants, voire, directement ou indirectement, au régime syrien et aux groupes islamistes qui ont pris l'ascendant dans certaines régions.

Comme nous l'avons souvent constaté, la violence engendre la violence et accroît l'injustice. Aux yeux de nombreux habitants, l'intervention de l'Occident aggrave la situation, est inefficace contre les dictateurs et favorise une répression sévère contre les populations. Daech a beau jeu de dénoncer cette situation et d'attirer ainsi des jeunes gens révoltés, désespérés ou en quête d'idéal. Sa propagande est redoutablement efficace.

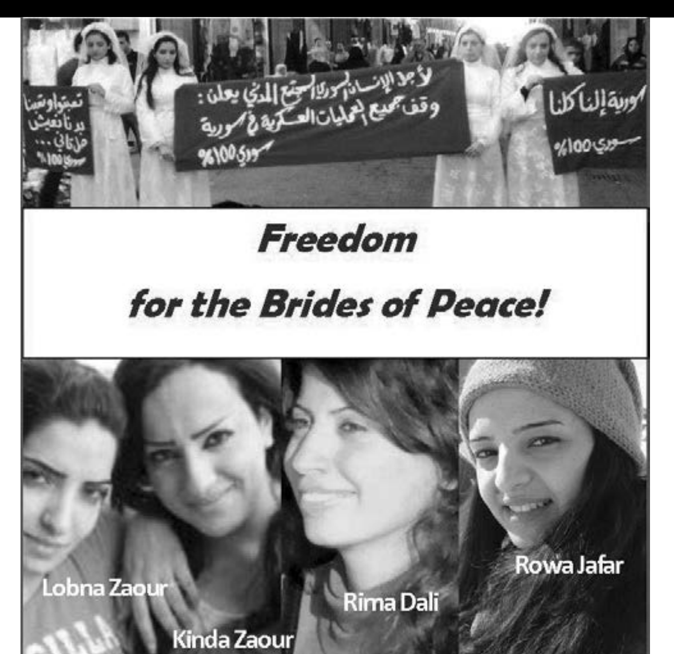
ALORS, QUE FAIRE CONTRE DAECH, EN SYRIE ET AILLEURS ?

Quelques pistes qui ne font pas place à la violence :

- *Arrêter de soutenir,* même indirectement, cette organisation criminelle. Il est incohérent et contre-productif (en termes de paix) de prétendre lutter contre Daech et en même temps de soutenir le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie d'Erdogan, de leur vendre des armes qui vont tôt ou tard se retrouver entre les mains de groupes armés dont la démocratie n'est sûrement pas l'objectif. A ce titre, on ne peut que se féliciter de la

(1) Au bouclage de ce numéro, l'organisation indépendante airstrikes.org comptabilise un minimum de 1019 civils non-combattants tués en Syrie et en Irak sous les bombardements occidentaux.

(2) Voir par exemple les B. D. *La dame de Damas,* de Jean-Pierre Filiu et Cyrille Pomès (Futuropolis, 2015), et *Freedom Hospital,* de Hamid Sulaiman (Çà et là, 2016), ainsi que les sites www.syriauntold.com ou encore www.everydayrebellion.net/country-countries/syria



"Brides of peace". Rima Dali s'est postée en 2012 dans les rues de Damas avec une banderole "Arrêtez les tueries. Nous voulons construire un pays pour tous les Syriens". Des femmes ont repris son slogan dans un centre commercial, puis Rima et trois autres femmes ont été emprisonnées par le régime d'El Assad pour avoir tenu des banderoles vêtues de robes de mariées le 21 novembre 2012. Elles sont connues sous le nom des "Mariées de la paix".

mobilisation de la société civile qui a abouti à l'adoption par le Parlement européen, le 25 février 2016, d'une résolution demandant la mise en place d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite (3).

- ***Sanctionner sur le plan économique.*** La numérisation de l'économie permet de retracer les flux financiers. Il est possible de geler les avoirs à l'étranger des dignitaires de Daech, de boycotter et sanctionner les banques en lien avec cette organisation terroriste, comme cela s'est fait pour les dépôts et les biens de Kadhafi, Ben Ali et Moubarak et leurs proches. De même, il est possible de bloquer le pétrole provenant des territoires contrôlés et exploités par Daech. Les routes sont connues. Même si l'efficacité n'est que temporaire car d'autres chemins peuvent être trouvés, c'est autant de gêne pour Daech, c'est aussi limiter sa toute-puissance et montrer qu'on peut l'affaiblir.
- ***Renforcer les acteurs de la société civile*** en maintenant les liens avec les forces civiles encore opposées à l'usage de la violence, sur place et parmi les réfugiés qui ont fui leur pays. Car ce sont eux qui pourront, à terme, poser les fondations d'un état démocratique et d'une société juste et solidaire. Cela nous oblige à accueillir chez nous les réfugiés qui souhaitent venir, et à soutenir les forces vives qui restent à proximité de la Syrie dans l'espoir d'y retourner.
- ***Ici,*** dans nos pays encore démocratiques, ne perdons pas une occasion d'entamer le dialogue avec ceux qui croient que la seule solution est une action militaire. Les exemples récents nous montrent que ce type d'intervention n'a pas l'efficacité qu'on veut lui prêter en termes d'instauration de la démocratie.

RENFORCER LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La non-violence n'a peut-être pas le pouvoir de mettre fin à la guerre immédiatement, mais nous avons la possibilité de renforcer les acteurs de la société civile, seuls à même de construire un Etat démocratique en Syrie, mais aussi en Irak, en Libye, en Egypte et plus généralement dans toutes les zones de conflits. La violence n'amène pas la paix. La non-violence n'a pas le caractère spectaculaire d'une intervention armée. Mais elle a le mérite de ne pas ajouter de la violence à la violence, et de préserver l'avenir bien mieux que les armes. En cela, elle est nettement plus efficace.

Sabine Gautier
Membre du comité central du Mouvement pour une alternative non-violente ■

(3) Voir, entre autres, le travail de l'Observatoire des armements (www.obsarm.org). La Suède, quant à elle, a mis fin à un important accord de coopération militaire avec ce royaume, et en Grande-Bretagne, l'organisation *Campagne contre le commerce des armes* s'est engagé à entamer des poursuites contre le gouvernement britannique si celui-ci ne cesse pas ses livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite.

La Corse, de la lutte armée à la mobilisation non-violente

En 2014, le Fronte di Liberazione Naziunale Corsu (FLNC) a renoncé aux armes. Mener un combat politique, c'est mettre au jour des situations injustes, déjouer les ruses et les mensonges. C'est combiner une résistance non-violente assumée publiquement et médiatisée avec une argumentation pédagogique et des négociations souvent serrées. Les aspirations d'une majorité du peuple corse sont simples : vivre au pays et vendre leurs productions ; maîtriser les transports ; utiliser les énergies locales, diminuer les déchets ; être reconnu dans sa culture et sa langue. Le peuple corse attend de l'Etat qu'il élucide les attentats mafieux et sanctionne la corruption dont de nombreux Corses sont victimes. Aujourd'hui, les autonomistes siègent à la région de Corse, et de grands chantiers les attendent !

Elisabeth Maheu, *MAN-Normandie* ■



DR

Au Chiapas (Mexique), les zapatistes ont abandonné la lutte armée pour se consacrer à la construction de leur autonomie face à l'Etat.

De la résistance armée à la lutte non-violente

Comment et pourquoi certains mouvements armés se sont-ils tournés vers des stratégies de résistance non-violente ? Quels sont les avantages de la résistance civile dans divers contextes pour instaurer des rapports de force politiques et éviter le piège de la guerre ? Deux études menées ces dernières années viennent renouveler le débat.

Dans le cadre de rencontres avec des mouvements de résistance armés pour tenter de construire d'autres moyens de lutte que la violence, la chercheuse Véronique Dudouet s'est demandé s'il y avait dans le monde des mouvements qui étaient passés de la résistance armée à la résistance non-violente et, si oui, pourquoi et comment. Avec une équipe de chercheurs internationaux, elle a étudié huit de ces transitions.

Ces dernières concernent des mouvements de libération nationale (Sahara occidental, Palestine, Papouasie occidentale, Afrique du Sud), des groupes luttant pour leurs droits économiques, culturels et politiques (zapatistes, indigènes du Cauca en Colombie), des mouvements armés idéologiques ou révolutionnaires (maoïstes du Népal, Gama'a Islamiyya en Egypte).

Désarmer : un choix stratégique, idéologique...

Véronique Dudouet distingue trois grands types de transitions vers une démilitarisation de la lutte.

Certains groupes effectuent un passage collectif et coordonné vers la non-violence, accompagné ou suivi de négociations avec l'Etat, mais sans désarmer. C'est le cas par exemple des zapatistes du Chiapas (Mexique) qui, après un bref épisode armé, début 1994, sont passés au développement de pratiques d'autonomie. C'est le cas également du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, qui a progressivement abandonné la lutte armée au cours des années 80 au profit de stratégies populaires non-violentes. C'est le cas enfin au Népal, où, en 2006, les maoïstes, alors engagés dans une lutte de guérilla contre la monarchie, se sont alliés aux autres mouvements de la société civile pour organiser une révolution non-violente qui a amené la démission du roi et des réformes constitutionnelles.

D'autres groupes armés ont réalisé une démobilisation pour entrer en dialogue institutionnel, puis sont passés à l'action de résistance non-violente. C'est le cas du groupe islamiste Gama's Islamiyya en Egypte, qui s'est illustré par des attaques terroristes avant de refuser la lutte armée lorsque son leader spirituel a diffusé autour de lui une nouvelle lecture des textes religieux. De nombreux militants se sont par la suite retrouvés sur la place Tahrir en 2011.

... ou lié à un changement de génération

Ailleurs, ce sont des changements plus progressifs et implicites qui se sont produits. Dans certaines


DR

⮝ *Face aux incursions de l'armée sur leur territoire, les indigènes du Cauca en Colombie ont troqué leurs fusils contre des bâtons.*

guérillas, les chefs ont vieilli ou sont morts et un renouvellement générationnel s'est accompagné du choix de nouveaux moyens. C'est le cas au sein du mouvement indépendantiste de la Papouasie occidentale, dont l'armée de libération nationale a démobilisé progressivement ses troupes dans les années 2000 tandis que parallèlement, dès 1999, un mouvement plus jeune prenait le relais à travers des campagnes de résistance de masse.

Une situation similaire a eu lieu également au sein du mouvement de résistance du Sahara occidental, dont le front armé Polisario s'est affaibli peu à peu pour laisser la place à des camps de protestation et autres résistances civiles.

C'est enfin, estime Véronique Dudouet, le cas de la Palestine, où le centre de gravité de la résistance s'est déplacé de la guérilla armée vers une résistance populaire plus massive et largement non-violente.

POURQUOI CHOISIR DE DÉSARMER ?

Quelles sont les raisons qui poussent ces groupes à passer de la lutte armée à la lutte non-violente ?

Il peut s'agir de facteurs internes : évolution des rapports de force au sein du mouvement ; dynamiques verticales à travers la hiérarchie ; ou encore changement d'identité, de système de croyances et de choix stratégiques de la part des dirigeants.

Le facteur social est important également : ce sont souvent les pressions exercées par les alliés au sein d'un mouvement plus large qui influent sur le choix des armes. Ainsi, dans la région du Cauca, en Colombie, des groupes civils ont fait comprendre aux acteurs armés que leur guérilla ne les protégeait pas mais, au contraire augmentait leur insécurité. En Palestine, la pression sociale s'est exercée plutôt par imitation d'une stratégie jugée efficace : en voyant que la résistance non-violente remportait des victoires et rencontrait un large soutien local et international, cette dernière s'est imposée d'elle-même comme stratégie majoritaire.

Le facteur structurel peut jouer aussi un rôle important. Un groupe peut prendre la décision de désarmer lorsqu'il constate que le rapport de forces devient trop favorable à l'Etat, que la nature de la répression policière ou militaire change et se durcit ; ou au contraire lorsqu'une incitation et des opportunités de changement offertes par l'Etat permettent de démilitariser le conflit.

Dernier facteur à prendre en compte : la "contamination positive" internationale. Lors des Printemps arabes, par exemple, une émulation, une contagion a conduit des mouvements à imiter les formes de résistance prises dans d'autres pays (1).

MAIS LA RÉSISTANCE NON-VIOLENTE MARCHE-T-ELLE ?

Ces transitions de la lutte armée à la lutte non-violente n'ont de véritable sens que si ce choix est efficace pour atteindre leurs objectifs. Qu'en est-il vraiment ? Les chercheuses états-uniennes Maria Stephan et Erica Chenoweth ont réalisé en 2008 une étude, très remarquée dans le monde anglo-saxon, sur l'efficacité comparée des mouvements de résistance violente et non-violente depuis un siècle. Elles ont donc étudié 323 campagnes d'action ayant pour but un changement de régime, la lutte contre une occupation et la lutte pour l'indépendance, qui se sont déroulées entre 1900 et 2006 dans différents pays du monde. Elles ont été elles-mêmes étonnées par leurs résultats (2).

DEUX FOIS PLUS COURTES ET EFFICACES !

Les luttes non-violentes étudiées obtiennent le succès pour un peu plus de 50 % d'entre elles.

Véronique Dudouet est chercheuse et directrice de programme à la Fondation Berghoff, en Allemagne. Elle a dirigé l'ouvrage collectif *Civile Resistance and Conflict Transformation. Transitions from Armed Struggle to Nonviolent Struggle* (Routledge, 2015). *Silence* l'a rencontrée le 21 novembre 2015 à la Communauté de l'Arche de Saint-Antoine (Isère).

Maria Stephan et Erika Chenoweth, chercheuses à la Kennedy School of Government (Harvard) et à l'International Center on Nonviolent Conflict (Boston), ont publié en 2008 dans la revue International Security (MIT Press) un article détaillé intitulé "Pourquoi les campagnes de résistance civile réussissent ! Les logiques stratégiques de la lutte non-violente".

(1) Dans cet esprit, le rôle de la solidarité internationale peut jouer un rôle important, notamment par les formations aux stratégies non-violentes.

(2) Par "lutte non-violente", on entend un large panel de moyens d'action allant de la résistance individuelle à l'organisation collective et à l'action de masse, de l'action légale à l'action de désobéissance civile, de la protestation à l'obstruction, de l'action physique à l'action économique, etc. Pétition, marche, blocage, interruption, non-coopération, boycott, refus de l'impôt en font partie. L'Etats-unien Gene Sharp s'est rendu célèbre pour avoir listé 198 méthodes d'action non-violente (voir nonviolence.fr/spip.php?article599).



D. R.

Camp de résistance pacifique à Gdeim Izik (Maroc) en 2010 pour la libération du Sahara Occidental.

Vingt pour cent d'entre elles ont obtenu un succès partiel et un peu moins de 20 % ont échoué. Concernant les luttes violentes, 25 % ont atteint leur objectif, 10 % ont remporté un succès partiel et 60 % ont échoué. Par ailleurs, les campagnes violentes duraient en moyenne 23 ans alors que les campagnes non-violentes avaient une durée moyenne deux fois plus courte (11 ans).

UNE CAPACITÉ DE MOBILISATION DÉTERMINANTE

"Pourquoi la résistance non-violente a-t-elle été plus efficace que l'insurrection violente durant le 20e siècle ?", se demande Erica Chenoweth. Ce serait essentiellement grâce à sa capacité de mobilisation supérieure. Les actions non-violentes de masse sont plus aptes à diviser le régime au pouvoir ; les actions violentes, au contraire, ont pour effet d'unir le régime en place face à la violence et de diviser le mouvement de résistance, qui ne s'accorde pas sur le droit de tuer. La participation plus massive à la résistance non-violente s'explique à son tour par le fait qu'il y a moins de barrières physiques (tout le monde peut y participer), moins de barrières d'information (transparence) pour rentrer en contact et moins de barrières "morales" (l'usage de la violence).

Plus il y a de personnes qui participent à une campagne, plus les chances de succès de celle-ci augmentent. "L'Etat ne peut pas réprimer tout le monde tout le temps", résume Erica Chenoweth (3).

DES EFFETS DANS LA DURÉE

Il est également important de prendre en compte les effets à moyen terme d'une campagne d'action. En utilisant la violence, on crée généralement une violence structurelle qui dure longtemps après la fin du mouvement d'insurrection. Les campagnes non-violentes ont plus de chances d'augmenter la stabilité, la démocratie et la paix civile. Cinq ans après la fin d'un conflit, la probabilité que le pays touché soit une démocratie n'est que de 4 % lorsqu'il sort d'une campagne d'action violente, et de 41 % lorsqu'il sort d'une campagne d'action non-violente. La probabilité de guerre civile dans les dix ans qui suivent le conflit est de 43 % pour les campagnes d'action violente contre 28 % pour les campagnes non-violentes.

A prendre avec toutes les précautions qui s'imposent, ces études sont pourtant édifiantes et donnent espoir dans la force passée et potentielle de la non-violence.

Guillaume Gamblin ■

(3) Autre résultat de cette enquête : les mouvements de résistance non-violents sont beaucoup moins nombreux à recevoir le soutien d'Etats étrangers : presque trois fois moins que les mouvements armés.

Le passage de la lutte armée à la résistance non-violente au Pays basque

Dans le Pays basque postfranquiste, la lutte armée jouissait d'un prestige immense et rassemblait derrière elle la plupart de ceux qui luttaient à la fois pour l'indépendance du Pays basque et contre le système capitaliste. Au fil des années et des décennies d'engagement, des militants de plus en plus nombreux ont touché du doigt son caractère contre-productif, le fait qu'elle affaiblissait la cause qu'elle était censée défendre et ses faibles possibilités de victoire réelle. Ils ont fait l'analyse qu'une lutte armée qui perdure génère — au sein même du mouvement militant qui la soutient — des problèmes démocratiques, politiques, culturels et éthiques. Ils ont alors développé des formes d'action puis des stratégies non-violentes dont ils ont pu apprécier l'efficacité.

Patricia Cartigny, *MAN-Nancy* ■



D. R.

En Afghanistan depuis 2008, une communauté multiethnique de volontaires de paix réalise des activités écologiques, sociales et des actions antimilitaristes en vue de développer des relations non-violentes dans la société. Ils participaient ici à une journée pour l'abolition de la guerre en 2015.

Traiter les conflits pour éviter les guerres

Les guerres sont bien souvent le résultat de conflits "cachés" qui n'ont pas été traités de manière satisfaisante. Ces conflits peuvent concerner les ressources naturelles, la gestion clanique du pouvoir, etc. S'ils ne sont pas traités en tant que tels, la situation évolue vers la guerre, comme aujourd'hui en Syrie, hier en ex-Yougoslavie.

LA GUERRE NE RÉSOUT PAS LES RÉELS conflits sous-jacents. Au contraire, son issue accentue souvent les conflits en donnant le pouvoir à des chefs de guerre, en n'instaurant pas la démocratie, en effectuant des partitions territoriales sur des critères ethniques en décalage avec les sources réelles des conflits.

DES CONFLITS NÉCESSAIRES

Que se soit pour des questions de partage de richesses et de territoires, de matières premières, d'influence politique, de besoins en eau ou en nourriture, de rejet de minorités ethniques (souvent pour servir de bouc émissaire face à une incapacité à solutionner des problèmes)…, les raisons des déclenchements de conflits ne manquent pas.

Le problème n'est pas le conflit mais sa résolution, la manière dont les individus, les groupes sociaux, l'Etat, transforment pour faire évoluer la société vers plus d'harmonie, de justice sociale et environnementale.

Dans les approches non-violentes, on dit souvent que "la violence est un dérèglement du conflit". Finalement, c'est la violence qui devient le problème alors que le conflit initiateur n'est pas mis sur la table, donc pas résolu. Face à la guerre, il ne suffit pas de vouloir faire taire les armes : il faut mettre en place des solutions pour vivre ensemble.

Nous devons pousser la logique de la politique pour éviter la guerre. C'est la base stratégique de la démarche non-violente (1).

QUAND LA GUERRE EST DÉCLARÉE

Mettre en avant la protection des populations civiles, c'est exclure les bombardements, l'envoi de matériel militaire pour renforcer un camp — car cela ne fait que renforcer le malheur des civils. Les conventions internationales intègrent déjà l'interdiction de la fourniture d'armes à des belligérants (2).

En soutien à la population civile, il est important d'imposer une aide humanitaire (alimentations, soins) aux victimes souvent assiégés. La pression diplomatique sur les belligérants doit être importante.

Il faut organiser l'accueil des réfugiés : fourniture de matériel, organisation des camps. La manière dont l'Europe, et la France en particulier, accueillent les réfugiés syriens en est le contre-exemple (3).

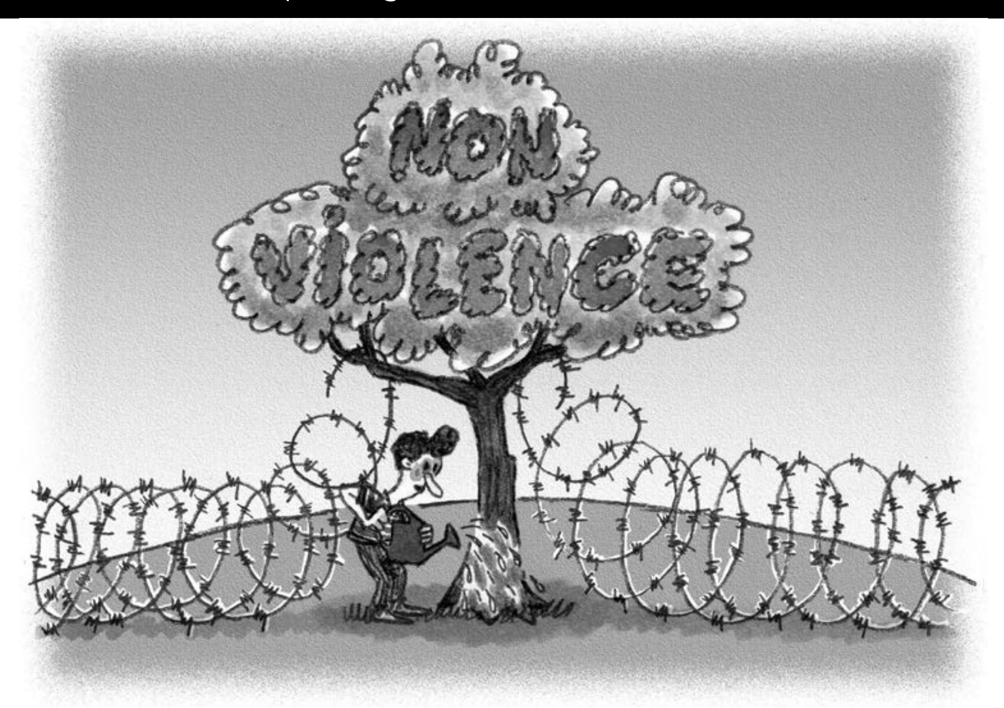
Afin d'assécher les moyens militaires et financiers des belligérants, nous pouvons faire pression sur les gouvernements pour davantage de diplomatie auprès des Etats soutenant des parties en guerre, le contrôle sur les transferts d'armes et sur les échanges monétaires… (4). Les moyens d'action non-violente, comme le boycott, trouvent ici toute leur force.

(1) La politique comprend tout ce qui a trait à la structure et au fonctionnement, à l'organisation et à la gouvernance des groupes sociaux, étatique ou pas.

(2) Avec la dissimulation des armées au sein des populations, nous avons de plus en plus d' "effets collatéraux" sur les populations civiles. Le résultat aboutit souvent à la haine des bombardés envers les "bombardeurs".

(3) Il est moins coûteux en monnaie et en conséquences humanitaires de réaliser des camps corrects à proximité des zones en conflit (favorisant ainsi un retour rapide des réfugiés, dès la cessation des combats) que de laisser faire des mafias de passeurs, construire des kilomètres de barrières, laisser femmes et enfants dans des conditions inhumaines.

(4) Il ne faut pas oublier qu'une guerre coûte très cher : armes, munitions, combattants, moyens de déplacements et de transmission. Cela demande une organisation et des soutiens importants, donc plus facilement repérables et neutralisables.



Ce dossier a été réalisé en partenariat avec le Mouvement pour une alternative non-violente

MAN, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 44 48 25, nonviolence.fr

RENFORCER LES SOCIÉTÉS CIVILES, C'EST PRÉPARER LA PAIX

Prévoir la paix, c'est donner plus de moyens d'expression, de représentation, d'influence aux acteurs civils : syndicats, associations citoyennes, écologistes, sociales… Ainsi, lors des négociations internationales, ce n'est pas seulement aux chefs de guerre de s'exprimer pour trouver des solutions politiques au conflit, mais surtout aux acteurs de la société civile.

La non-violence politique est souvent sceptique sur l'efficacité des "boucliers humains" dans les zones de combat — présence physique de nombreux militants internationaux pour la paix. C'est une option qui peut parfois être utilisable dans des pays très sensibles à leur image internationale.

Par contre, la mise en place d'intervention civile pour la paix, avec des *"peacekeepers"* — littéralement "gardiens de la paix" — est une solution qui a déjà prouvé son intérêt pour la protection des populations civiles et pour le renforcement des organisations non militaires (5).

APRÈS LA GUERRE

Dans la construction de la paix, il est nécessaire de regarder le passé et les exactions qui ont eu lieu pendant le conflit. Une amnistie n'est généralement pas souhaitable car revient à ne pas dire la vérité sur les faits et les exactions contre la population. Il ne peut pas y avoir de réconciliation sans justice.

La période post conflit est très sensible à des dérapages. La reprise de combat, le ressenti de vengeance, peuvent faire basculer rapidement un cessez-le-feu. Il est nécessaire qu'un climat de confiance et de justice soit établi. Souvent, l'implication de l'Etat étant sujette à tension, il est nécessaire que des forces tierces soient présentes sur le terrain, en médiation, donc acceptées par les deux parties.

Actuellement, ce sont les Casques bleus ou des militaires d'une nation extérieure qui interviennent. Il serait important de mettre sur pied des forces de police, et non des forces militaires, quand il s'agit de rétablir une situation normale. Les policiers sont formés pour faire respecter un cadre judiciaire, contrairement aux militaires. Cette différence est grande et joue sur le ressenti des populations (forces d'occupation avec engins blindés et fusils d'assaut, ou simple policier en uniforme…).

LA MEILLEURE DÉFENSE, C'EST LA PRÉVENTION !

Face à la guerre, la non-violence développe sa cohérence entre différents moyens autour de l'éducation à la non-violence, les actions de renforcement de la cohésion sociale, les actions de solidarité internationale et les actions de pression non-violente, comme la désobéissance civile. Les expériences nombreuses qui existent maintenant à travers le monde laissent entrevoir les pistes de solutions à mettre en pratique.

Semblant être moins opérante parce que moins puissante et immédiate qu'une intervention militaire, l'action non-violente a des résultats à moyen et long terme infiniment plus efficaces que la violence pour établir un monde de justice et de paix.

Il est vrai que, lorsque le conflit a dégénéré en guerre et que la violence parle, la non-violence (et même l'action militaire) a plus de difficulté à agir et à porter ses fruits. D'où la nécessité de traiter les conflits pour éviter leur transformation.

Si, pour les militaires, la meilleure défense, c'est l'attaque, pour les non-violents, la meilleure défense est la prévention.

Serge Perrin, *MAN-Lyon* ■

(5) Cette approche est développée dans le premier article de ce dossier, p. 5.

Forum d'été du MAN
Le fond de l'air effraie, chouette la non-violence !

Du 10 au 15 juillet 2016 dans le Rhône, le Mouvement pour une Alternative Non-violente organise son forum national. Un événement qui alterne temps de réflexion collective, d'ateliers, de détente,… Le thème : nos peurs et leur dépassement.

En effet, le monde contemporain semble de plus en plus anxiogène. Aux craintes de ne pas trouver ou de perdre son emploi, d'être atteint de maladie grave liée à une alimentation et un environnement pathogènes, de voir la guerre et les conflits armés envahir la planète... se sont ajoutés les attentats terroristes de 2015 qui ont fait émerger de nouvelles inquiétudes.



Il en résulte un climat global d'anxiété, de tension qui favorise voire accentue les phénomènes de rejet, de méfiance de l'autre, parfois jusqu'à la haine, de perte d'espoir et pour certains, de recours à des solutions extrêmes.

Les médias sont les premiers pourvoyeurs et amplificateurs de toutes ces informations anxiogènes qui incitent le plus souvent les individus au repli sur soi et contribuent au sentiment d'impuissance.

Dépasser nos peurs : tout un programme !

A partir de quatre grandes thématiques : l'économie, l'éducation, le terrorisme et la peur de l'islam, le MAN souhaite créer un temps fort de réflexion et d'analyse pour mieux appréhender ce monde complexe.

Après la réflexion, l'action : ce forum sera l'occasion de préciser l'apport de la non- violence dans nos luttes pour un monde plus juste et plus solidaire, et de travailler la notion de "programme constructif", comme disait Gandhi.

Au programme, des conférences-débats le matin : le lundi 11 : Face au terrorisme avec Jacques Sémelin et Yvette Bailly ; mardi 12 : L'outil éducatif contre les peurs avec Philippe Meirieu et Elisabeth Maheu ; mercredi 13 : La peur face à l'Islam, avec Azzedine Gacci, recteur de le mosquée Othmane de Villeurbanne, et Denys Crolotte ; jeudi 14 : Une économie anxiogène avec Jacques Muller, membre du MAN et ancien sénateur.

Ainsi que de nombreux ateliers mettant en jeu le corps, des moments de détente, une pièce de théâtre, un bal folk et un forum pour les enfants axé sur la coopération et la solidarité.

Au Centre Valpré à Ecully. Informations et inscription : MAN Lyon, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 06 28 96 31 85, man.lyon@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr.

Le ReAct entre syndicats, solidarités internationales et actions non-violentes

Le "ReAct", Réseaux pour l'action collective transnationale, agit pour combattre les abus des entreprises multinationales et de leurs filiales. Formés aux techniques non-violentes, ses militants présents en Europe, Asie et Afrique accompagnent les salariés et les communautés locales affectées pour faire valoir leurs droits face à ces firmes.

En voici un bel exemple. Tout commence en 2013 avec les villageois de plusieurs pays africains et du sud-est asiatique victimes d'expropriations de terres agricoles au bénéfice des plantations de palmiers à huile et d'hévéas appartenant à la Socfin, une holding luxembourgeoise détenue à hauteur de 40% par le groupe Bolloré.



DR

"Nous venons planter le manioc dans votre pelouse"

Le ReAct va envoyer former des organisateurs dans les différents pays pour appuyer la constitution d'organisations solides capables de passer à l'action pour défendre leurs droits. Ensuite, il coordonne les actions pour obliger la tête de l'entreprise à réagir. Le 5 juin 2013, jour de l'assemblée générale des actionnaires, une mobilisation simultanée est organisée : blocages non-violents au Cameroun, occupations de terres au Libéria, marches pacifiques en Côte d'Ivoire, mobilisations malgré la forte répression en Sierra Leone et manifestation à Paris devant le siège de Bolloré : armés de râteaux et d'arrosoirs, une trentaine de villageois et membres de ReAct commencent à jardiner dans la jolie pelouse en interpellant les actionnaires : *"Nous n'avons plus de terres disponibles dans nos pays, alors nous venons planter le manioc dans votre pelouse si vous n'y voyez pas d'inconvénients"*. Le PDG Vincent Bolloré sort de l'AG pour demander : *"Qu'est-ce que j'ai fait de mal ?"*. Il accepte une négociation directe.

Répression féroce et mobilisation non-violente

Pour la première fois, une grande entreprise accusée d'accaparement des terres acceptait une négociation internationale avec les représentants des communautés locales. En octobre 2014, une première rencontre est organisée à Paris, mais les responsables de la Socfin se retirent au dernier moment et Bolloré poursuit seul le dialogue avant de se rendre compte qu'il n'a pas la maîtrise de son partenaire.

Ce dernier traite le conflit par les voies traditionnelles des pouvoirs politiques africains. La répression, parfois féroce, survient dès janvier 2015 au Liberia : six représentants des communautés locales sont arrêtés à la demande de la Socfin. En réaction, les communautés camerounaises, cambodgiennes et sierra léonaises organisent des occupations de terre et des manifestations non-violentes pour demander à Vincent Bolloré de respecter ses engagements et de privilégier le dialogue à la répression : "Bolloré a pris nos terres et maintenant notre liberté" (banderoles déployées par la communauté Bunong au Cambodge). L'usine et les plantations du Cameroun sont paralysées et ces manifestations de solidarité se poursuivent pendant des mois. Ce regain de mobilisation oblige finalement la Socfin à réagir. Des négociations sont ouvertes localement au Cameroun ou au Cambodge et le plan de route discuté lors de la négociation internationale à Paris commence à s'appliquer. Les premières victoires (rétrocessions de certaines terres, compensations aux villageois) sont encourageantes, mais la lutte n'est pas finie. A suivre…

ReAct adopte ce qu'il appelle la méthode de l'escalier. Quatre marches : organisation, puis revendication, puis action et, à la fin, négociation. Son action s'apparente à de l'action syndicale non-violente. Le ReAct concentre son travail sur la première marche qui ouvre la voie aux suivantes, le travail d'organisation sans lequel aucune action n'est possible. Il est actuellement engagé, outre l'accaparement de terres par Bolloré/Socfin sur deux autres dossiers chauds : l'Alliance transfrontalière des salariés de B2S, entreprise de plateforme téléphonique (Maroc, Madagascar…) et STMicroelectronics (Chine, Philippines, Maroc, Malaisie, Italie, France).

François Marchand
Co-Président de Non-violence 21

♦ **ReAct, Cap Berriat,** 5, rue Georges Jacquet, 38000 Grenoble, http://projet-react.org.



Depuis sa création en 2002, Non-violence 21, grâce aux dons de ses donateurs, finance des initiatives non-violentes dans divers domaines. ReAct est l'un des projets financés. *NonViolence 21, 47, Avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél : 01 45 48 37 62, www.nonviolence21.org, coordination@nonviolence21.org.*

LE VER EST SUR LE FRUIT























» Aveyron

La ferme du Pré Grand

La ferme du Pré Grand a été créée en 2012 par le collectif Gorza Loca. C'est un lieu qui se veut aussi écologique que possible, avec comme intention l'accueil de personnes pour des soins alternatifs. Le collectif de six personnes fonctionne sans hiérarchie. Une yourte en autoconstruction doit accueillir dès 2016 des ateliers de psychomotricité pour des personnes en souffrance psychique. C'est en mobilisant le corps grâce à des propositions corporelles que la psychomotricité va permettre d'accompagner la personne vers une meilleure compréhension d'elle-même en lui proposant un cadre de travail propice au laisser aller et aux ressentis. Ces ateliers fonctionnent en lien avec les activités plus classiques de la ferme : maraîchage avec vente sur les marchés et à deux restaurants, culture de plantes aromatiques et médicinales et transformation en liqueurs.


DR

Garza Loca, Le Pré Grand, 12200 Morlhon-le-Haut, tél : 09 72 43 08 98, http://garzaloca.wix.com/garzaloca

» Spectacle vivant

Libérons nos jardins !

La compagnie *L'Escamoteuse* propose un spectacle déambulatoire et interactif : La Libération des Jardins est en Marche ! Madame Sophie, personnage scientifico-déjanté, cherche jardins à libérer. Son objectif : révéler les secrets enfouis dans cet espace du quotidien et offrir un nouveau regard sur la nature. Il est possible de participer à la libération des jardins en faisant jouer ce spectacle mêlant théâtre clownesque et conte, chez soi ou en festival. Possibilité de se faire aider pour l'organisation de cette soirée. *Contact : Compagnie L'Escamoteuse, c/o La P'tite Tremblote, 35, rue de Degré, 72000 Le Mans, http://cielescamoteuse.jimdo.com.*

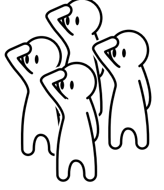
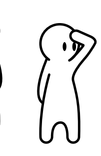

DR

» Nantes

La tricyclerie

Cette association collecte les déchets organiques à vélo auprès de particuliers, de restaurants, fleuristes, lors d'évènements,… à l'aide d'un triporteur. Les déchets sont apportés dans des bacs collectifs puis servent à des agriculteurs locaux.

La tricyclerie, 123, rue Buat, 44000 Nantes, http://latricyclerie.strikingly.com.

Médias

♦ **Alternatives Non-Violentes,** *c/o Mundo M, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, www.alternatives-non-violentes.org.* François Hollande a décidé de faire de l'année 2016 l' "année de la Marseillaise" à l'école. Ce dossier "Changeons les paroles de la Marseillaise" approfondit la question : est-il possible de construire une société apaisée sur un chant de guerre ?



♦ **L'Age de faire,** *9, chemin de Choisy, 04200 Peipin, tél : 04 92 61 61 09, www.lagedefaire-lejournal.fr.* Très belle initiative de la revue : la rédaction s'est rendue sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pour réaliser huit pages de reportages fort intéressantes sur le fonctionnement actuel des différents lieux, les échanges non-marchands, les projets pour le futur, la commission de régulation des conflits… A lire dans le numéro d'avril 2016.

♦ **Politis,** *n°1399, www.politis.fr, dans son numéro du 14 avril 2016,* l'hebdomadaire présente un excellent dossier sur les migrants. Des associations rappellent que l'Union européenne prend des mesures illégales vis-à-vis du droit international (qui prévoit le droit d'asile pour tous). Des reportages donnent l'ambiance sur les îles grecques, dans le camp de Calais. Un entretien avec Damien Carême, maire de Grande-Synthe, montre comment cette commune de 22 000 habitants héberge 1500 réfugiés venus de la jungle de Calais. Un journaliste éthiopien explique ses premiers jours dans un village des Pyrénées-Orientales. La parole est donnée à des personnes qui accueillent des réfugiés chez eux.



♦ **Radio-Zinzine,** *04300 Limans, www.zinzine.domainepublic.net,* est une radio libre régionale qui émet 24h sur 24 depuis 1981. On peut l'écouter de Marseille à Briançon. Elle est animée par 70 personnes, la plupart bénévoles… et laisse largement la parole aux auditeurs. En 2015, la foudre a détruit plusieurs émetteurs et une souscription a permis partiellement de remplacer l'existant. Il reste encore un émetteur à financer (6000 €).

♦ **TaPage,** *tapage@mail.com,* une nouvelle revue indépendante en Ariège qui consacre son numéro 2 à la question de la forêt (espace naturel, bois énergie, climat…) et aux attentats, à la passivité des gens et ouvre plein de débats locaux ou non.

♦ **Les carnets du paysage n°29,** *éd. Actes Sud et Ecole nationale supérieure de paysage.* Ce numéro est consacré aux déchets avec plusieurs axes : comment ils sont récupérés pour bâtir des bidonvilles, comment d'anciennes décharges ou zones industrielles polluées sont oubliées, comment sont utilisés les déchets pour modifier le paysage… Intéressantes réflexions agrémentées de belles photos.

» Chronique

Bonnes nouvelles de la Terre — *Marie Astier*

Les Grands Voisins, un laboratoire du vivre ensemble

L'ex-hôpital Saint-Vincent-de-Paul, encore l'une des plus grandes maternités de Paris il y a quelques années, est désormais un "lieu d'occupation éphémère".


DR

Ressourcerie, manufacture, café, cantine solidaire, foyer de migrants, centre d'hébergement d'urgence et de réinsertion… un millier de personnes, résidents, locataires, travailleurs et étudiants y vivent et y travaillent dans une ambiance villageoise. Bienvenue aux Grands Voisins.

Les derniers services de l'hôpital ont fermé fin 2011. Bientôt, tout sera détruit ou réaménagé pour devenir un écoquartier, mais les travaux commenceront au mieux mi-2017, plus probablement à partir de 2018. Alors, en attendant, l'AP-HP (Assistance publique – Hôpitaux de Paris) a confié la gestion des locaux à l'association Aurore. En tout, seize bâtiments, répartis sur 3,4 hectares, le long de l'avenue Denfert-Rochereau, dans le 14e arrondissement de Paris. Foyers d'urgence ou de réinsertion, Aurore a installé près de 600 personnes en situation précaire, avec l'association Coallia, qui gère le foyer de travailleurs migrants.

Pour s'installer ici, trois conditions : accepter de remettre en état soi-même son espace de travail, participer à l'animation du lieu, contribuer aux frais de fonctionnement. En tout, près d'une quarantaine d'entreprises et associations, soit environ 150 salariés, se sont installées au cours des derniers mois.

La Lingerie propose une programmation culturelle et est un lieu de vie ouvert à tous. Un espace dédié aux enfants attire les familles du quartier. Dans le petit jardin, certains hébergés ont déjà débuté la construction d'une serre.

"Pour l'instant, on ne se mélange pas trop, on observe"

Dix artisans se partagent la Manufacture Pasteur (céramistes, bijoutier, artisan du métal et du bois, graphiste, etc). Rendez-vous à la Lingerie pour la distribution de la Cantine solidaire. Plat à 5 euros, entrées et desserts à 1,5 euro. Le tout est préparé, livré et servi par les travailleurs en insertion d'Aurore.

Pourtant, ce jour là, les seuls hébergés présents à la Lingerie sont ceux derrière le comptoir, qui travaillent à la cantine solidaire. "L'idée est qu'ils y reviennent à d'autres moments pour prendre un café, espère Sébastien Juin, qui supervise ce dispositif pour l'association Aurore. Sur les 600 personnes qui vivent dans les centres d'hébergement du site, il y en a dix qui vont venir spontanément ici. Il faut réussir à intégrer aussi ceux qui sont le plus loin. Ça peut être violent, les gens peuvent se sentir stigmatisés, car la pauvreté, on la porte sur soi".

Le travail, la voie d'insertion qui réussit le mieux

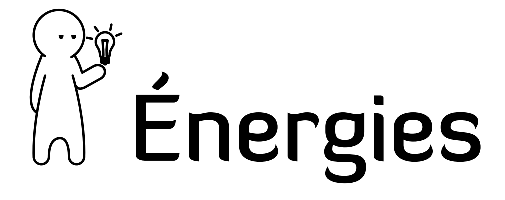
Le travail semble être, finalement, la voie d'insertion qui réussit le mieux. La Conciergerie solidaire fournit toute une gamme de services nécessaires au bon fonctionnement du site : ménage, entretien des voiries et donc cantine. "Quand les hébergés travaillent, ils rencontrent les locataires de bureaux sur le site, raconte Sébastien. Ensuite, les gens se reconnaissent, se disent bonjour en s'appelant par leur prénom, il y a un effet village".

Un conseil des voisins, qui se réunit environ tous les deux mois, instaure le dialogue entre tous les locataires de l'ancien hôpital.

"Ici, c'est un laboratoire pour repenser la ville, poursuit Sébastien. Il y a plein de gens de tous les horizons, on se demande comment faire pour qu'ils se croisent, et une équipe s'y consacre. Alors que dans les quartiers, d'habitude, qui s'en occupe ? Les politiques ne s'y intéressent pas forcément."

En partenariat avec : www.reporterre.net





Énergies

» Italie

Référendum sur l'exploitation du pétrole offshore



DR

Les associations écologistes ont réussi à obtenir un référendum sur la poursuite ou non de l'exploitation du pétrole offshore. Le 17 avril 2016, 16 millions d'Italiens ont voté dont 85,8 % pour l'initiative… mais cela ne fait que 32 % de participation et il aurait fallu 50 % pour que le résultat soit validé dans la loi.

Renouvelables : objectifs en hausse modérée

Le gouvernement a publié le 6 avril 2016 le plan pluriannuel de programmation des investissements dans le domaine des énergies renouvelables. Le nombre d'éoliennes terrestres devrait doubler d'ici 2023, avec un triplement de la puissance installée (les nouvelles éoliennes étant plus puissantes) pour atteindre 21 800 à 23 000 MW. L'éolien offshore est revu à la baisse, avec comme objectif 3000 MW pour 2023 (contre 6000 MW pour 2020 auparavant). Le solaire devrait atteindre 18 200 à 20 200 MW. Cela doit fournir la consommation équivalente à une douzaine de réacteurs nucléaires. Mais pour le moment, rien n'est dit sur la fermeture ou non de réacteurs (la décision est reportée à juillet 2016… alors qu'elle devait selon la loi être débattu avant fin 2015 !). Pour trancher sur le nucléaire, il faut en effet fixer un objectif de consommation électrique : celle-ci va-t-elle être en hausse comme le prédit EDF (+2 % par an) ou en baisse comme le propose des scénarios comme Négawatt (-1,5 % par an) ?

Doubs : lisiers valorisés

Le GAEC de l'Aurore, à Reugney, produisait initialement du lait pour la production de comté. Il compte 120 vaches et dispose de 221 hectares dont 140 en prés de fauches et 15 en céréales. Les vaches produisent chaque année 4000 m³ de lisier. En 2011, les associés du GAEC ont eu l'idée de méthaniser ce lisier pour produire de l'électricité et de la chaleur. L'électricité est vendue à EDF. La chaleur a permis de chauffer une serre de 850 m² sous laquelle sont produits des légumes bios vendus à la ferme. L'étude du projet a montré que les seuls lisiers de l'exploitation ne suffisaient pas et des accords ont été passés avec le voisinage pour compléter. Le coût d'investissement se monte à 1,35 million d'euros. L'électricité est vendue à 13 centimes le kilowattheure. La chaleur sert pour 33 % à chauffer le digesteur, pour 11 % à chauffer les bâtiments de l'exploitation, pour 20 % au séchage du foin, et le reste pour la serre de légumes. Les résultats montrent que le temps de retour devrait être d'une dizaine d'années. Cela a permis de créer un poste de maraîcher : étant à une altitude de 700 m, les légumes produits sous serre chauffée sont les bienvenus. Les résidus de la méthanisation servent ensuite d'amendements pour les sols.

Gaec de l'Aurore, 25330 Reugney, tél : 03 81 86 48 93.

» Bugey

Il va falloir faire avec les Suisses !

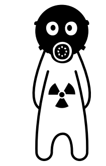


Les autorités du canton de Genève et la mairie de Genève ont porté plainte contre la centrale de Bugey pour "mise en danger de la personne" (voir n° de Silence de mai 2016). Pour essayer de négocier, les autorités françaises ont accepté que les Suisses soient représentés à la Commission locale d'information. Une première réunion s'est tenue le 8 avril 2016. La ville de Genève était représentée par son ancien maire écologiste Rémy Pagani. Celui-ci a remis à la CLI un rapport de la CRII-Rad (laboratoire indépendant) montrant que les réacteurs de Bugey relâchent dans le Rhône d'importantes quantités de tritium. Il a rappelé que le réacteur n°5 était à l'arrêt depuis août 2015, après la découverte d'un manque d'étanchéité d'une des enceintes de confinement. Il a rappelé que la Suisse avait choisi de fermer un réacteur d'ici 2019 du fait de l'impossibilité de le moderniser pour le mettre aux normes d'après-Fukushima. Le président Républicains du département de l'Ain, Damien Abad, a répliqué que la Suisse avait besoin du nucléaire français. Rémy Pagani lui a répondu qu'il devrait mieux se renseigner : le canton de Genève est alimenté en énergie 100 % renouvelables. L'ancien maire de Genève a également questionné les élus français en leur demandant pourquoi s'obstiner à faire fonctionner un nucléaire qui produit une électricité actuellement trois fois plus chère que le prix du marché international. La commission locale d'information va également devoir traiter un autre point : les élus EELV de la métropole de Lyon ont fait passer un vœu demandant que la Métropole puisse siéger à la CLI de Bugey : la centrale est à moins de 20 km de la limite est de la Métropole.

» Tchernobyl

Combien de victimes ?

L'ONU, contrôlé par les puissances nucléaires, reconnaît timidement 4 à 9000 morts suite à l'accident de Tchernobyl. Un nombre ridiculement bas. L'étude la plus sérieuse sur le sujet a été conduite pendant des années par une équipe de scientifiques dirigée par le russe Alexei Yablokov et financée par l'Académie des sciences de New York. Cette étude qui a suivi les malades en Belarus, Ukraine, Russie, mais également en Europe, estimait qu'en 2004, nous en étions entre 112 000 et 125 000 liquidateurs morts (sur 830 000 intervenants sur le site) auxquels s'ajoutent 985 000 morts dans les populations civiles. Un chiffre qui a sûrement augmenté depuis.



Après Areva, EDF au bord de la faillite

Le 18 avril 2016, EDF a présenté ses comptes 2015. Sa dette a augmenté de 10 % en un an. EDF souhaite une augmentation des tarifs toujours fixés par l'Etat… ce qui pourrait accélérer le départ des clients professionnels (déjà 30 % sont partis vers d'autres fournisseurs).

La situation devient dramatique pour la filière nucléaire : Areva est en situation de faillite (l'Etat a déjà dû verser 5 milliards d'euros pour éviter l'arrêt de l'activité), EDF n'a pas les moyens de réaliser la mise à niveau de ses réacteurs (100 milliards d'euros). Une réunion de crise s'est tenue le 20 avril à l'Elysée.

Le 22 avril 2016, le gouvernement a annoncé une aide de 3 milliards d'euros… en plus de l'abandon de ses dividendes de 1,8 milliard. EDF va vendre ses centrales thermiques à l'étranger et espère récupérer ainsi 10 milliards. La décision sur les EPR britanniques de Hinkley Point est reportée. EDF espère également lever 4 milliards en bourse… ce qui n'est pas gagné !

L'obstination nucléaire commence à coûter très cher.

» Paluel

Un accident sans conséquence ?



DR

Le 31 mars 2016, un ancien générateur de vapeur — pièce très radioactive de 465 tonnes — en cours de changement dans le réacteur n°2 de la centrale de Paluel (Seine-Maritime), a basculé de sa hauteur (22 mètres de haut). Il a fortement endommagé la dalle de béton… et des équipements de la piscine où sont stockés les barres de combustible. Trois ouvriers ont été blessés dont un sérieusement, 34 été présents sur les lieux et ont été évacués. EDF a bien annoncé dans un premier temps que cela était sans conséquence, mais l'Autorité de sûreté nucléaire a, elle, arrêté les travaux de maintenance qui sont en cours depuis mai 2015. La CGT a dénoncé le recours à des entreprises sous-traitantes. Début juillet 2015, un incendie dans la salle des machines n'avait eu lui non plus, selon EDF, aucune conséquence. Le 3 avril 2016, le *Journal du Dimanche* publie un entretien avec le directeur de l'IRSN qui rappelle que selon EDF, la chute d'un générateur de vapeur était jusqu'alors jugée irréaliste.

» Chronique

Catastrophe de Fukushima — *Monique Douillet*

Aujourd'hui, Fukushima vit sur une économie de catastrophe Et après ?

La zone évacuée de Fukushima et ses abords tournent autour du nucléaire : 7000 personnes sont employées sur le site de la centrale accidentée, dont un pourcentage important de contrats temporaires en raison du niveau d'irradiation. Les unes travaillent au colmatage des fissures du réacteur et du mur de protection, les autres au pompage et au rejet en mer des eaux polluées, au maintien du soutènement des piscines d'eau fortement radioactives dont l'effondrement serait une nouvelle catastrophe, aux diagnostics, aux mesures et à la recherche. Une nouvelle campagne de plusieurs mois a été lancée pour radiographier le réacteur n° 2 afin de situer l'emplacement des cœurs en fusion qui s'enfoncent progressivement et représentent une menace pour la nappe phréatique.

A ce nombre s'ajoutent plusieurs centaines de salariés de la centrale voisine, Fukushima Daï-ni (qui ne redémarrera pas, mais doit être entretenue), ainsi que des milliers d'employés à la décontamination des sols embauchés par les communes. L'intendance qui suit génère des emplois de service pour les repas quotidiens, la construction de logements destinés à héberger les ouvriers, le blanchissage, le suivi et l'assistance médicale... Depuis peu, une usine tente de créer des robots qui résistent à la radioactivité…



DR

Entre le 14 et le 30 avril 2016, le Japon a connu plus de 1000 séismes dont deux de magnitude supérieur à 7, avec un épicentre est à moins de 100 km de Sendaï, la seule centrale en fonctionnement

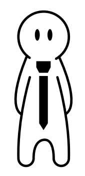
Résultat, dans la commune de Nahara par exemple, où le retour des populations est autorisé depuis septembre 2015, on compte 1300 résidents employés de la centrale accidentée, pour 400 habitants de retour, principalement des retraités. Un déséquilibre inquiétant, auquel s'ajoute celui entre les sexes puisqu'il s'agit d'une population presque exclusivement masculine.

Perspectives d'avenir : relancer l'économie

En théorie, le gouvernement prend en charge la démolition et la reconstruction des maisons endommagées par le séisme et le tsunami. Mais dans la pratique, 70 % des demandes n'ont toujours pas abouti. Selon le *Japan Times*, au 8 janvier 2016, il y avait encore 7670 demandes en attente. A Minami-Sôma, sur 2600 maisons endommagées, 1780 restent à démolir et reconstruire. Or, le retour des habitants y est prévu dès cette année. A Kawamata, 17 % des habitations seulement ont été rasées. Et 6 % à Katsurao. L'autorisation de réinstallation dans les ruines de ces deux communes a été fixée au mois prochain. Pour expliquer les retards, le gouvernement évoque le manque de main-d'œuvre. Les Japonais seraient-ils devenus paresseux ou les candidats à l'irradiation se feraient-ils rares ?

L'obsession de l'actuel gouvernement est la relance de l'économie à tout prix. Première manche : repeupler la région pour fournir de la main-d'œuvre aux dépens de la santé de ses habitants et inviter des entreprises à s'installer : le terrain ne coûte pas cher, affaire à saisir ! Deuxième manche : rouvrir les centrales pour relancer l'activité, car il n'y aurait pas d'autre alternative : "Notre pays, pauvre en ressources, ne peut se passer de l'énergie nucléaire", répète à l'envi le Premier ministre Shinzo Abe, pauvre en intelligence.

Une version chronologique détaillée de la catastrophe se trouve sur notre site : www.revuesilence.net



Politique

Nuit Debout

♦ **Démocratie directe.** C'est suite aux mobilisations contre la loi sur le travail qu'est née l'initiative d'occuper l'espace public à Paris la nuit du 31 mars 2016. Le mouvement informel Nuit Debout était né. Une semaine plus tard, c'était dans plus de 60 villes en France qui s'organisaient des occupations nocturnes d'espaces publics. Un mouvement non-partisan qui ressemble à ceux des Indignés ("15M") en Espagne et d'Occupy aux Etats-Unis et ailleurs. Les commissions (santé, travail, féminisme, logistique, action, infokiosque, cuisine…) sont autogérées. La diversité sociale espérée n'est pas toujours au rendez-vous. Une bouffée d'air frais et de démocratie directe néanmoins précieuse en ces temps moroses...



♦ **Messieurs, encore un effort !** Les milieux politisés ne sont pas moins emprunts de réflexes machistes que les autres. A Paris, des membres de la commission "féminisme" ont sorti le chronomètre lors d'une assemblée générale : certains hommes ont pu intervenir pendant 9 minutes, alors qu'aucune femme n'est allée au-delà de 4, et 70% des intervenants étaient masculins.
Pire : à Lyon, l'annonce de la tenue de certaines réunions féministes en "non-mixité" a déclenché l'hystérie de quelques hommes qui ont pris le micro en assemblée pour dénoncer une "division communautariste"...
A Paris, le 8 avril, la commission féministe a présenté sa charte "du 38 mars" qui propose d'ancrer le féminisme au cœur de la dynamique, rappelant aux participant-e-s que "la prise de conscience féministe nécessite un effort intellectuel constant".
Les facilitateurs/trices de réunions insistent souvent sur le fait de dépatriarcaliser le langage en féminisant certains mots et certaines conjugaisons. Mais à Lyon par exemple, les interventions orales lors des assemblées sont souvent ponctuées par des sarcasmes criés par de jeunes hommes, qui ont évidemment pour effet d'imposer le silence aux personnes les moins sûres d'elles-mêmes : souvent les femmes, les étrangers, etc. Les gars, encore un effort !

♦ **Nuits d'émeutes ?** A en croire les médias dominants, les rassemblements Nuit debout s'accompagneraient en fin de soirée d'émeutes provoquées par "les casseurs et les anarchistes". Pourtant, à lire le bilan publié par la préfecture de Paris, du 31 mars au 15 avril 2016, il y a eu en tout et pour tout 35 interpellations pour ces "émeutes" (soit une moyenne de 2 par nuit !). Donc soit la police dort la nuit, soit il faut redéfinir ce qu'est une émeute, soit les médias mentent…

» **Sahara occidental**

Le Maroc prêt à tout

Les grévistes de la faim sahraouis ont interrompu leur grève de la faim le 6 avril 2016 après 37 jours. Ce même jour, une délégation internationale de juristes qui souhaitait les rencontrer, a été interpellée dans un hôtel de Rabat. Elle a été retenue pendant six heures dans un commissariat puis expulsée du pays, malgré les protestations de nombreuses organisations non-gouvernementales. La veille, deux journalistes de Canal+ avaient subi le même sort.

Le Maroc s'est également agité au sein de l'ONU pour contrer l'action de son secrétaire général Ban Ki-moon qui s'est rendu en Algérie du 5 au 7 mars pour rencontrer les représentants des grévistes de la faim. Dans un communiqué, Ban Ki-moon a rappelé que l'ONU avait pour mission d'organiser un référendum dans le Sahara occidental, mais que le Maroc qui "occupe" le territoire s'y oppose. Le mot "occupation" a provoqué une mobilisation au Maroc et le gouvernement a organisé une marche de protestation qui, selon lui, aurait réuni 3 millions de personnes à Rabat, le 13 mars 2016.

Du faux-sang à l'ambassade de Turquie

Le 1er avril 2016, une dizaine de militant-e-s liés aux *Désobéissants* ont versé du faux sang à l'intérieur des locaux de l'office du tourisme de Turquie à Paris. Ils protestaient contre les massacres des populations kurdes perpétrées par l'Etat turc ces derniers mois. Des groupes kurdes appellent par ailleurs à boycotter le tourisme en Turquie. *Informations : www.desobeir.net, www.kedistan.net.*



Lors de la protestation, une femme s'est allongée sur le bureau de l'accueil, du faux sang répandu sur le dos.



Du faux sang répandu sur les posters et les prospectus. (Images tirées de la vidéo de la protestation visible sur les sites internet cités plus haut)

Bolloré perd contre Bastamag

Le média indépendant en ligne *Bastamag* était poursuivi en diffamation par le groupe Bolloré pour un article pointant le rôle de grandes entreprises françaises dans le phénomène d'accaparement des terres. Le 14 avril 2016, le tribunal de grande instance de Paris a prononcé une relaxe et demande à Bolloré de lui verser 2000€. Les poursuites engagées également contre les sites et blogs qui avaient répercuté cet article de Bastamag ont également été abandonnées.

Un passeport pour soutenir la langue alsacienne

Le Elsass Pass est un passeport alsacien symbolique de 32 pages qui fait office également de document pédagogique sur l'histoire de cette région, sa langue, etc. Le bénéfice de ses ventes est destiné au *Fonds International pour la Langue alsacienne* (FILAL) qui vise à soutenir des crèches en immersion. *Commandes (10 € + 2 € de port) à Heb' di, 142 C, chemin de l'Aulne, 67360 Goerdorf.*

» **Italie**

La culture contre le terrorisme

Alors qu'en France la seule réponse aux attentats de 2015 a été de l'ordre du sécuritaire (renforcement des forces de l'ordre, l'état d'urgence…), le gouvernement italien a réagi différemment : pour prévenir la violence, il a décidé d'augmenter le budget de la culture de 27 % (soit 1 milliard d'euros de plus) avec notamment un chèque culture de 500 € offert à tous les jeunes le jour de leurs 18 ans. Cette hausse du budget de la culture intervient après des années de baisse.

» Chronique

100 dates féministes pour aujourd'hui

Isabelle Cambourakis

1978 : Vivre et lutter à Love Canal

Les chutes du Niagara sont le genre de paysage qu'on nous montre lorsqu'on veut illustrer la force et la puissance d'une nature sauvage et incontrôlée. C'est pourtant tout près de ce paysage de carte postale qu'a eu lieu à la fin des années 1970 le premier scandale de rejet industriel.

Dès le 19e siècle, les chutes ne sont pas seulement une aubaine pour l'économie touristique de la région. De nombreux barrages sont construits sur la rivière Niagara afin de développer un vaste complexe d'énergie hydro-électrique et d'industries chimiques. En 1890, dans la banlieue de Niagara Falls (USA), un certain Mr Love, entrepreneur privé, décide de créer son propre barrage et creuse un canal qu'il ne termine pas. En 1941, une entreprise chimique, Hooker Chemical, rachète le canal abandonné pour y stocker des déchets toxiques. Environ 21 000 tonnes se retrouvent ainsi recouvertes d'une couche d'argile. Mais l'histoire ne se termine pas là.

Lois Gibbs lors d'une manifestation à Sacred Eagle Rock Big Bay (Etats-Unis)

Dans les années 1950, le succès touristique des chutes et la croissance due aux entreprises hydro-électriques et chimiques fait augmenter la pression foncière dans la ville de Niagara Falls. La commission scolaire de la ville achète le terrain à la Hooker Chemical pour 1 dollar et y fait construire une école et des habitations en taisant aux nouveaux installés ce que contiennent les sous-sols. Lois Gibbs arrive en 1973, avec mari et enfants, dans cette petite banlieue au nom si attrayant : Love Canal. Elle compte bien vivre ici le "rêve américain" : élever de nombreux enfants et être une mère de famille parfaite dans cette maison payée grâce au salaire de son mari travaillant dans l'industrie chimique. Mais ses enfants tombent rapidement malades et pendant des années, Lois passe son temps chez le médecin et à l'hôpital pour soigner les nombreuses pathologies dont ils sont victimes : épilepsie, maladie du sang, problèmes respiratoires...



Manifestation d'enfants à Niagara Falls (Etats-Unis) contre la contamination de Love Canal

"Quand il est question de vie ou de mort, je deviens hystérique"

Le 15 avril 1978, un journaliste de la Niagara Gazette révèle que le canal est rempli de déchets toxiques et Lois Gibbs fait immédiatement le lien avec les maladies de ses enfants. Jusque-là timide et réservée, elle ne peut maintenant plus se taire, d'autant que le médecin qui suit ses enfants ne la prend pas du tout au sérieux et attribue son sentiment d'indignation à une "hystérie" toute maternelle. Elle se jette alors dans la bataille pour faire reconnaître la pollution chimique et entraîne avec elle les familles du lotissement dont de nombreuses mères de famille comme elle. Finalement, l'entreprise est condamnée, les familles dédommagées, une loi nationale votée en 1980 oblige les entreprises à nettoyer les sites souillés par les déchets dangereux et Lois Gibbs devient une militante environnementale.

Dans les années 1980, elles seront nombreuses, femmes des quartiers populaires, femmes noires ou chicanas (1), à se battre pour la "justice environnementale". A l'accusation d'hystérie qu'on profère souvent pour les faire taire, l'une d'elle répondit : "Vous avez exactement raison, je suis hystérique. Lorsqu'il s'agit des questions de vie ou de mort, oui, je deviens hystérique." Nous devrions sans doute l'être plus souvent.

(1) Habitants des Etats-Unis originaires du Mexique et plus généralement d'un pays hispanique d'Amérique latine.

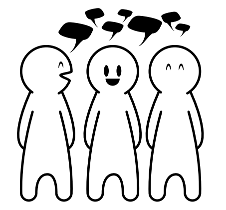
En novembre 2015, Silence a publié une grande affiche couleur intitulée "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui". Chaque mois, cette chronique permet de revisiter une date du féminisme. www.revuesilence.net/affiche_100dates

Les femmes dévalorisées jusque sur e-bay

Les résultats d'une étude publiée en février 2016 dans *Science Advances* sont étonnants : quand on est une femme et qu'on met en vente un objet neuf sur le site de vente ebay, il est acheté en moyenne 20% moins cher que le même objet vendu par un homme. Les acheteurs attribueraient davantage de valeur aux objets possédés par des hommes que par des femmes. Signe de la présence inconsciente du sexisme dans l'ensemble de nos relations et rapports sociaux. (*Le Matin*, 23 février 2016).

Toxicité : et les coupes menstruelles ?

Il a fallu une pétition signée par des centaines de milliers de personnes pour que les fabricants de tampons et serviettes hygiéniques acceptent de commencer à communiquer sur les produits utilisés. Et il semble que les cotons utilisés puissent être contaminés par des pesticides et autres produits toxiques… Se pose alors la question de l'alternative aux tampons : les coupes menstruelles, une coupe qui se place comme le tampon, mais qui est réutilisable. Dans son numéro de mars 2016, *60 millions de consommateurs* conseille de n'utiliser que celles qui portent la mention "100 % silicone médical" pour éviter bisphénol A, phtalates ou colorants à risques.



En avant vers la dictature !

♦ **Etat d'urgence à perpétuité ?** Le 19 avril 2016, le premier ministre Manuel Valls annonçait son souhait d'une nouvelle prolongation de l'état d'urgence en France pour deux mois supplémentaires du 26 mai au 26 juillet… après une première prolongation le 19 novembre puis une deuxième le 19 février. Il prend prétexte de l'Euro de football pour justifier cette mesure. Rappelons que l'état d'urgence est selon le Larousse un "régime restrictif des libertés publiques sur tout ou partie du territoire". Ce régime de restriction des libertés, d'exceptionnel, tend à s'instituer et à se banaliser, à l'instar du plan Vigipirate en vigueur depuis 25 ans. Une population qui se sent rassurée par de telles mesures n'est-elle pas mûre pour accepter une bonne dictature ?

♦ **Violences policières : une affiche qui fait scandale.** La CGT a publié en avril 2016 une affiche pour dénoncer les violences policières, sur laquelle on voit un écusson et une matraque sur une flaque de sang. Cette image a été condamnée par la classe politique, les syndicats de police et nombre de médias dominants. Etonnant : c'est la diffusion des images de violence policière qui semble choquer, non les violences policières elles-mêmes. "La liberté d'expression, tant célébrée après Charlie, a des limites. En France, on ne touche pas à la police, comme on ne touche pas à l'armée", commente Alain Refalo, auteur d'ouvrages sur la non-violence. (Source : *alainrefalo.org*, 20 avril 2016).



♦ **Les commandes de munitions de la police explosent.** La police française a passé fin 2015 une commande exceptionnelle de 115 000 munitions par an pour les flash-balls pendant 4 ans, auprès de l'usine Alsetex (Sarthe). L'Etat prévoit ainsi 100 000 tirs par an pour la police, 10 000 par an pour la gendarmerie, et sans doute 5000 pour l'institution pénitentiaire. Sachant qu'aujourd'hui les bilans officiels de la police font état de 3000 tirs par an, on déduit que le gouvernement prévoit une explosion des tirs de flashballs dans les années à venir (315 tirs quotidiens ?). L'assemblée des blessés, des familles et des collectifs contre la violence policière dénonce ce contrat et rappelle que cette arme a déjà fait 39 blessés graves en France.
Assemblée des blessés, des familles et des collectifs contre les violences policières, tél : 06 56 82 00 01, blogs.mediapart.fr/assemblee-des-blesses.

Le mal-être des Amérindiens de Guyane française

La députée Marie-Anne Chapdelaine et la sénatrice Aline Archimbaud ont remis un rapport au gouvernement le 30 novembre 2015 à propos des suicides de jeunes Amérindiens en Guyane française.

Il est difficile de connaître précisément le nombre d'Amérindiens français en Guyane, car les statistiques ethniques sont interdites en France. On estime à environ 10 000 la population amérindienne en Guyane française et le taux de suicide y est 10 fois supérieur à la métropole. Il existe 6 peuples amérindiens en Guyane française mais ce sont surtout les habitants de la forêt amazonienne qui sont touchés par ce fléau.

Rentrée scolaire en Guyane



DR

Pollution

Les deux parlementaires ont constaté les conditions difficiles dans lesquelles vivent les Amérindiens. Les enfants mettent des heures à rejoindre l'école en pirogue. Certains quittent leur famille pendant des semaines pour aller à l'école en ville, où on leur parle une langue qu'ils ne comprennent pas. Ils y subissent régulièrement des moqueries par rapport à leur culture et à leur histoire. Dans plusieurs communautés, il n'y a plus de chaman capable autant de guérir que de faire un lien avec les esprits. D'un autre côté, les églises évangéliques se multiplient. Le cadre de vie des Amérindiens est également endommagé notamment par le mercure utilisé par les orpailleurs. "La Terre est notre mère et l'or est son cœur. Si on le prend, elle meurt" explique pourtant Aïkumale Alemin, porte parole du peuple Wayana. La situation est aggravée par la consommation d'alcool et par la violence qui en découle au sein des familles. Le grand nombre de suicides met ainsi en évidence le désespoir qui règne chez les jeunes amérindiens, et la difficulté à choisir entre deux mondes : le mode de vie traditionnel de leurs ancêtres et la vie moderne à l'occidentale.

Recherche de solutions

Les parlementaires recommandent d'abord de prendre en charge psychologiquement cette population. Des évolutions institutionnelles sont également proposées. En donnant plus de pouvoir au Conseil consultatif des peuples Amérindiens et Bushinenge, qui fournit des avis aux collectivités territoriales par exemple. La députée et la sénatrice conseillent également à l'Etat français de ratifier la charte européenne des langues régionales et minoritaires.

Les Amérindiens ont exprimé leur souhait de conserver leurs traditions et de pouvoir choisir librement ce qu'ils veulent du monde occidental. "Je suis allé à l'école pour connaître les deux mondes, pas pour faire disparaître le mien" explique Aïkumale Alemin pour clore le débat entre tradition et modernité.

Divi Kerneis

Migrants renvoyés en Turquie sous escorte française

L'accord entre l'Union européenne et la Turquie est passé à la pratique le 4 avril 2016. Ce jour-là 136 migrants de l'île de Lesbos (125 Pakistanais, 4 Sri-lankais, 3 Bangladais, 2 Indiens, 2 Syriens) ont été reconduits par bateau en Turquie… sous escorte de 200 policiers et gendarmes français ! Un autre bateau est parti de l'île de Chios avec 66 personnes (42 Afghans, 10 Irakiens, 6 Pakistanais, cinq Congolais, un Somalien, un Ivoirien, un Indien). Les associations humanitaires ont indiqué que le même jour, plus de 200 migrants sont arrivés par la mer sur différentes îles grecques. Pour les choses importantes, nous n'avons plus d'argent… mais pour gérer des opérations de communication, là, pas de problème.



DR

Arrivée de réfugiés sur les plages de Lesbos. Au premier plan, les gilets de sauvetage, chambres à air… abandonnées par d'autres réfugiés

La majorité du monde n'a pas accès à internet

A écouter nos médias dominants, tout le monde aurait aujourd'hui accès à internet. Cela va jusqu'à Pôle emploi où l'inscription est quasiment impossible autrement que par ce moyen. Le dernier rapport de la Banque mondiale sur le développement 2016 remet un peu les choses à leur place : plus de 4 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à internet (55 %)… et cela ne concerne pas que les pays les moins riches. En Amérique du Nord, Canada et Etats-Unis, cela concerne 120 millions de personnes soit 32 % ! Le téléphone portable est un peu plus répandu, mais là aussi 2 milliards de personnes n'en ont pas (27 %).

Le droit au beau contre la publicité

"Quel que soit votre trajet, vous croiserez un nombre important de panneaux publicitaires aux couleurs plus ou moins criardes et aux sommations plus ou moins anxiogènes, simple planche de bois sur le bord de la route de campagne, clip vidéo dans les couloirs du métro, affiche dynamique sur le mur d'un Abribus. Peut-être même cette publicité s'étalera-t-elle, monumentale, sur les bâches de l'édifice que vous allez visiter, en rénovation. Si vous êtes en voiture, pour atteindre le centre-ville, vous longerez peut-être une zone commerciale, enfilade de hangars en tôle ondulée parsemée de parkings, dans une nouvelle jungle de réclames. […] Impossible d'échapper à la publicité. Elle est dans nos boîtes à lettres, dans nos messageries internet, sur tous nos écrans, dans la rue, dans les transports. Elle a pris possession de l'espace public comme de notre intimité. […] Des panneaux de plus en plus imposants s'adressent au consommateur sans interface, sans distance, sans cérémonie, sans beauté aucune. Leur invasion, dans toute la France, enlaidit encore un peu plus nos paysages et les privatise sans vergogne en en tirant profit. […] Ce phénomène de grande ampleur concerne toute la France, ses villes, ses villages, ses lacs, ses routes, ses montagnes, ses plages, ses corniches. Tel massif montagneux occulté par des enseignes géantes scellées au sol, tel panorama où se dégage un horizon unique, bouché par des couleurs coup de poing et des injonctions agressives. […] Il y a, dans cette laideur usuelle, une forme de mépris que je supporte mal. Le mot n'est pas trop fort. […] L'État et les pouvoirs publics doivent être exemplaires, mais l'action publique n'est rien sans la conscience publique. […] Mobilisons-nous pour protéger notre environnement, pour défendre nos villes, nos maisons, nos paysages. Participons au débat, parlons-en autour de nous, portons l'œil partout, soutenons les élus qui se battent pour les préserver, faisons pression sur ceux qui veulent les brader à d'autres intérêts. Nous avons le droit de vivre dans un environnement harmonieux. Nous avons le droit de résister à ce qui nous agresse. La loi est dans notre camp, plus souvent que nous ne le croyons. Ainsi, l'association "Paysages de France" lance sans relâche des procédures judiciaires pour faire retirer les panneaux publicitaires installés en toute illégalité. Soutenons-la. […] La laideur n'est pas une fatalité. Nous pouvons agir et revendiquer, nous aussi, notre droit au Beau."

***Jack Lang**, dans Ouvrons les yeux ! La nouvelle bataille du patrimoine, éd. HC, 2014, 38 p.*

» Chronique

En direct de nos colonies — ***Fabrice Tarrit***

La Françafrique a déjà voté

En ce printemps 2016, un calendrier électoral particulièrement chargé a réuni devant les urnes plusieurs états africains dont un certain nombre de régimes clés de la « Françafrique ».

Si au Bénin et au Niger, les « candidats de la France » ont connu des destins contrastés (défaite de l'ami de Fabius, Lionel Zinsou, réélection dans un climat d'extrême défiance du favori d'Hollande, Mahamadou Issoufou), au cœur du pré carré les scénarios ont été plus prévisibles. Le 20 mars 2016, le Congo a subi un énième passage en force du clan Sassou Nguesso dans un climat de black out, suite à la coupure des réseaux de télécommunications par le régime. Le 8 avril, à l'issue d'une campagne particulièrement sanglante, Djibouti restera sans surprise aux mains d'Ismaïl Omar Guelleh tandis que le Tchad a subi un nouveau hold-up électoral opéré par Idriss Déby, le 10 avril.

Djibouti, Tchad, Congo-Brazzaville, mais aussi Gabon (où l'élection présidentielle aura lieu en août prochain) ces dictatures jouent un rôle central dans le dispositif militaire français en Afrique, dont l'importance stratégique a été réaffirmée depuis 2012 et les « guerres africaines » de François Hollande. Instrumentalisant à l'envi la quête de sécurité, le Président de la République française et ses ministres s'allient au nom de la « guerre contre le terrorisme » à des régimes qui servent surtout les intérêts économiques et stratégiques tricolores. Comme l'a révélé récemment *Médiapart* en publiant des extraits d'un rapport confidentiel défense sur le Tchad, et comme l'exprimait déjà le rapport d'information Fromion de l'Assemblée nationale en 2014, cette politique est tout à fait assumée et promue par les diplomates et les militaires, au mépris des droits économiques et politiques des populations concernées.

Dans son nouveau rapport *Élections en Françafrique – La coopération militaire française au service des dictatures,* disponible sur son site, Survie met en regard les pratiques de ces régimes avec une composante essentielle et souvent méconnue et minimisée de leur relation avec la France, la coopération militaire et policière, qui implique au moins indirectement les autorités françaises dans les exactions relevées.

La présence de coopérants militaires français opérant sous uniforme tchadien ou congolais en qualité de conseillers des responsables des armées ou qui délivrent des formations depuis des décennies à des forces dont les méthodes habituelles confinent aux actes criminels, demeure un véritable scandale.

Si le départ de l'armée française du sol africain, que ce soit des bases permanentes ou des opérations extérieures provisoires, paraît encore un horizon lointain, la suspension de la coopération militaire et sécuritaire avec des régimes oppresseurs de leurs peuples doit devenir une exigence citoyenne immédiate, partagée et relayée dans l'espace public. Comme l'ont montré les Burkinabè et comme de nombreux militants tchadiens, congolais, djiboutiens, gabonais s'attellent à le faire, dictatures et Françafrique ne sont pas des fatalités.

Une chronique de : Survie, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, http://survie.org



La France entretient le secret sur son rôle au Rwanda

Depuis avril 2015, la France a déclassifié un certain nombre d'archives de la présidence de la République concernant le Rwanda pour la période 1990 à 1995. Mais en réalité, seuls 83 documents ont été déclassifiés, sur des milliers encore classés Secret Défense. Survie demande donc de nouveau la déclassification des archives françaises de cette période concernant le Rwanda. Si la France n'a rien à cacher, alors il n'y a aucune raison de refuser. L'association de lutte contre la Françafrique demande également la mise en place d'une Commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda à cette période.

Survie, 47, avenue Pasteur, 93100 Montreuil, http://survie.org.

Vélo(rution)

Ateliers vélos en fort développement

Voilà une croissance que nous apprécions : le nombre d'ateliers vélo en France est en augmentation de 20 % par an en moyenne depuis 2009. En 2014, l'association l'*Heureux Cyclage* a recensé pas moins de 120 ateliers sur l'hexagone (dont 17 mobiles), ceux-ci ayant accueilli plus de 50 000 personnes, soit un doublement en trois ans. Le principal obstacle pour le développement de ces ateliers reste l'accès à des locaux adaptés et pérennes. Ce recensement a permis de mettre en avant que les adhérent-e-s à ces ateliers roulent avec des deux roues en meilleur état que la moyenne. De nombreux débats animent ces ateliers, en particulier sur la question du sexisme (de nombreux hommes ont comme préjugé que les femmes ne connaissent rien à la mécanique), sur la place du vélo électrique (comment les recycler), sur la présence de salariés ou non (220 équivalents temps plein et en 2014). 19 000 vélos ont été sauvés de la destruction pour être réparés ou pour alimenter les stocks de pièces détachées.



DR

http://www.heureux-cyclage.org/IMG/pdf/panorama_2014.pdf

Guidon d'or et clou rouillé

Lors de son assemblée générale du 9 avril 2016 à La Rochelle, la Fédération française des usagers de la bicyclette, FUB, a décerné le prix "Guidon d'or" à la ville de Pont-Sainte-Maxence, 12 000 habitants, dans le sud de l'Oise, pour avoir, depuis 2009, mis en place un partage de la voirie en faveur des cyclistes et des piétons : zone 30, double sens cyclables, arceaux de stationnement vélo, soutien à un atelier de réparation… Malgré une alternance politique, le développement en faveur des modes doux de transport se poursuit.

La FUB a décerné son prix "clou rouillé" à Saint-Maur-des-Fossés, 75 000 habitants, dans le Val-de-Marne, pour avoir toujours donné la priorité au tout voiture, pour autoriser le stationnement des véhicules sur les trottoirs, pour l'absence de pistes cyclables sur les voies dangereuses, pour avoir refusé d'installer des parkings de vélos sécurisés dans les gares RER pourtant utilisés par 500 cyclistes par jour, pour avoir un taux de cyclistes blessés deux fois plus important que dans le reste du département.

FUB, Maison des cyclistes, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, www.fub.fr.



OGM

» Nouveaux OGM

Sept associations démissionnent du HCB

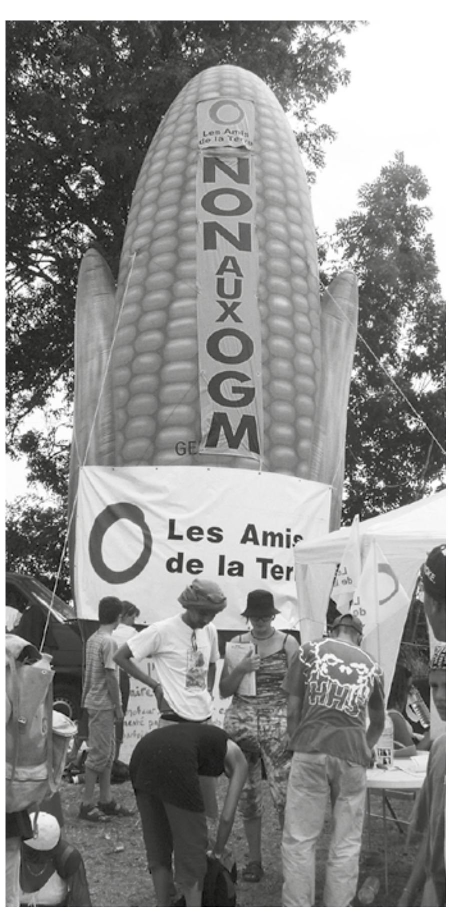
Le Haut Conseil des Biotechnologies (HCB) s'est positionné dans un avis émis début février 2016 pour que la réglementation encadrant les OGM ne s'applique pas aux nouvelles techniques de modification génétique mises au point ces dernières années. Cet avis ne prenait pas en compte l'avis divergeant d'un de ses membres, qui avait démissionné. Plusieurs associations ont dénoncé une censure au sein du HCB, demandant que cet avis divergent soit rendu public et transmis aux autorités. Un rassemblement a été organisé le 6 avril 2016 devant AgroParisTech pour protester contre la volonté de faire passer les nouveaux OGM sans obligation de traçabilité, d'étiquetage et de suivi. Mais le HCB est resté muet et son avis sans nuance a été pris en compte par le gouvernement français pour demander à l'Union Européenne la déréglementation de ces nouveaux OGM. Sept associations ont donc démissionné le 13 avril : Les Amis de la Terre, la Confédération paysanne, la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, France Nature Environnement, Greenpeace, le Réseau Semences Paysannes et l'Union Nationale de l'Apiculture Française.

Maïs Mon810, le bras de fer continue !

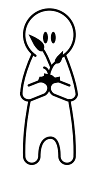
Depuis 2008, les moratoires, interdictions et leurs annulations par le Conseil d'Etat se succèdent au sujet du Mon 810, le maïs génétiquement modifié de Monsanto. Le 4 avril 2016, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté d'interdiction de sa culture sur le territoire français, datant de 2014. Mais cet OGM ne devrait pas pouvoir être cultivé pour autant, car l'arrêté en question avait été depuis consolidé d'une part par une loi plus globale d'interdiction du mais génétiquement modifié, toujours en vigueur, et d'autre part par une exclusion de ces OGM du territoire français auprès de la Commission Européenne. L'interdiction est donc aujourd'hui fragilisée, mais toujours en vigueur.

Taiwan en diète d'OGM

Le pays va petit à petit vers une réduction de sa consommation d'OGM. Fin 2015, il a passé son seuil d'étiquetage des produits en contenant, de 5 à 3%. Début 2016 entre en vigueur également une interdiction des produits étiquetés OGM dans toutes les cantines scolaires. Cette mesure concerne essentiellement les produits à base de soja. Les produits d'animaux nourris aux OGM ne rentrent pas dedans. Les saumons OGM sont désormais également interdits sur le territoire. (Source : *Inf'OGM*, 20 janvier 2016).



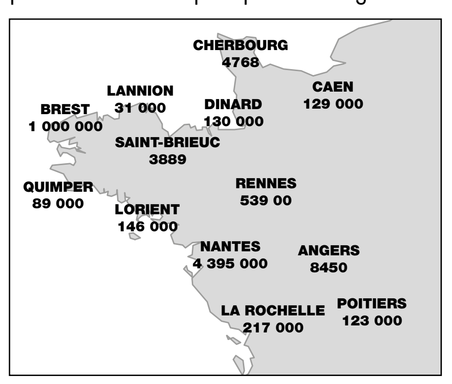
DR



Notre-Dame-des-Landes

♦ **Projet surdimensionné.** Trois inspecteurs des ponts, des eaux et des forêts, missionnés en janvier 2016 par Ségolène Royal ont rendu leur rapport le 5 avril 2016. Ils estiment que le projet est "surdimensionné" et qu'il est possible soit de revoir le projet à la baisse (avec une seule piste) soit de moderniser l'actuel aéroport. Le lendemain, Ségolène Royal a estimé que le projet devrait donc être revu (ce qui supposerait de reprendre le dossier au niveau d'une enquête publique !). Manuel Valls voit au contraire dans ce rapport "la validation de la pertinence du projet" et promet que les travaux démarreront en octobre… sans attendre le résultat du référendum ! Un des experts a fait remarquer dans Le Monde que le premier ministre "lit mal notre rapport".

♦ **Vous prendrez bien un aéroport de plus ?** Fabrice Nicolino rappelle sur son site (http://fabrice-nicolino.com/) que la France compte 475 aéroports ou aérodromes… soit 3 fois plus qu'en Grande-Bretagne, 6 fois plus qu'en Italie et 12 fois plus qu'en Allemagne. Il y a donc bien urgence à créer un aéroport de plus à côté de Nantes… qui a déjà un aéroport. L'actuel continuerait à fonctionner en cas de réalisation de celui de Notre-Dame-des-Landes car il sert à une usine Airbus installée sur son site.



Carte des aéroports de l'Ouest avec leur fréquentation annuelle en 2015.

♦ **Le PS sauve un siège.** Après la nomination de Jean-Marc Ayrault au gouvernement et le décès de son suppléant, des élections législatives partielles se sont tenues dans la 3e circonscription de la Loire-Atlantique. Au premier tour, Jean-François Tallio, le candidat EELV avait réunit 17,05 % et a refusé de se désister pour l'un des deux candidats du 2e tour, PS et LR, tous les deux pro-aéroports. Il a réalisé 33,53 % et 23,91 % dans les deux communes où se trouve la ZAD. Au deuxième tour, la socialiste Karine Daniel est élue avec 55,44 % des voix… mais avec un taux d'abstention de 74,23 % !

♦ **Référendum le 26 juin 2016.** Le décret est paru le 23 avril. Ne voteront que les électeurs inscrits sur les listes électorales de Loire-Atlantique. La question est : " Êtes-vous favorable au projet de transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes ?". Rien n'est précisé sur l'égalité des moyens pour la campagne ni sur l'égalité du temps de parole. Et il n'est plus question de "référendum" mais de "consultation".

♦ **Sondages.** Le choix de limiter le référendum au seul département a été fait par le gouvernement après un sondage qui indique que 59 % des habitants de pays de Loire sont pour et 65 % en Loire-Atlantique. Mais attention ! La question posée était "êtes-vous pour la reprise du chantier de l'aéroport"… comme si chantier il y avait ! Un sondage réalisé pour *Paris-Match* au niveau national montre que 58 % des Français sont pour l'arrêt du projet.

Grenoble ne financera pas la liaison Lyon-Turin

Le 18 avril 2016, l'équipe municipale d'Eric Piolle a adopté une délibération pour désengager la ville de sa participation financière au projet ferroviaire Lyon-Turin, une économie estimée entre 32 et 100 millions d'euros. Les écologistes ont expliqué que le dossier à l'époque, soutenu par certains d'entre eux, proposait un transfert du fret sur le rail, mais qu'aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les projections faites il y a plus de 20 ans se sont avérées erronées : le trafic par les Alpes s'est effondré (les marchandises prennent maintenant le bateau en Méditerranée). L'équipe actuelle rappelle que l'engagement de la ville a été pris par Michel Destot, l'ancien maire, sans aucun débat en conseil municipal. Que depuis, il y a une dérive des prix qui engagerait la métropole de Grenoble non plus sur 53 millions prévus en 2002, mais sur 330 millions aujourd'hui.



Leila Shahshahani

Le vote a reçu le soutien de l'équipe municipale et des deux élus FN. La droite et le PS ont voté contre. Michel Destot, toujours député de Grenoble et fervent partisan du chantier (maintenant estimé à plus de 26 milliards), a fait part de sa "consternation".

Course zéro pesticide

Greenpeace a lancé en 2015 une *Course zéro pesticides* auprès des enseignes de la grande distribution, pour déterminer qui sera le plus rapide à éliminer les pesticides de notre alimentation et à être transparent sur le sujet. Fin mars 2016, Carrefour et Super U sont en tête. Le premier lance des gammes de produits avec moins de traitement, mais autorise toujours l'usage de néocotinoïdes mortels pour les abeilles. Le second a adopté des normes concernant des résidus de pesticides, inférieures à la réglementation. Auchan, Casino et Intermarché sont plus médiocres, se contentant de fausses mesures (label privé correspondant à la réglementation en vigueur par exemple). Enfin, Leclerc est bon dernier de cette course, restant dans l'opacité la plus totale et restant arc-bouté sur sa politique du prix le plus bas.

On peut aider Greenpeace à faire pression sur ces enseignes sur *http://greenpeace.fr/course-zeropesticide*.

» Marseille

Colère rouge contre les boues rouges

Plus d'un millier de personnes ont manifesté à Marseille le 30 janvier 2016 pour dénoncer la dérogation donnée par le Préfet le 28 décembre 2015 qui autorise la poursuite du déversement des boues rouges de l'usine d'alumine Alteo de Gardanne dans la Méditerranée. La dérogation autorise la poursuite des déchets pendant six ans. Cela représente chaque jour 11 kg d'arsenic, 87 kg de fer et 8000 kg d'aluminium ! Actuellement 2400 km² de fonds marins ont été contaminés par l'usine qui effectue de tels rejets depuis 1966. Ségolène Royal s'étant prononcée contre cette dérogation, le collectif Colère rouge à l'initiative de la manifestation, a demandé à la Ministre d'intervenir pour rendre caduc l'arrêté du Préfet.



DR

L'usine affirme avoir réduit ses émissions de 99 % depuis le début, mais elle reste encore au-dessus des normes. Elle menace de délocaliser… sachant que la bauxite dont elle a besoin provient essentiellement de Guinée, ce qui supprimerait 443 emplois directs et une trentaine d'emplois induits dans le port de Marseille. Les opposants demandent la mise en place d'un lagunage avec évaporation de l'eau comme cela se pratique déjà en Australie. Des investissements que ne veut pas faire l'usine rachetée récemment par des fonds d'investissement.

Dans la nuit du 8 au 9 mars, une canalisation de l'usine a cédé, répendant un nuage de bauxite et de soude sur la ville de Gardanne (environ 15 hectares concernés). Il a fallu nettoyer à jet d'eau les écoles, les aires de jeux. Quant aux voitures, les carrosseries ont été attaquées… Alteo s'est engagé à rembourser les dégâts pour les voitures, mais pas pour les poumons des habitants.





Richard DAMORET/REA

Compteur Linky : dangereux ou non ?

Les associations qui s'opposent au déploiement des compteurs électriques Linky ont réussi à convaincre de nombreuses communes (120 fin avril 2016) de voter des délibérations pour bloquer les installations d'ERDF. ERDF, après avoir essayé de multiplier les réunions publiques (sans dialogue possible), a engagé des recours devant les tribunaux administratifs. ERDF a accepté qu'une campagne de mesures de champs électromagnétiques soit réalisée par un organisme indépendant.

Nous avons publié un article dans notre numéro de mars 2016 montrant qu'il est bien difficile de savoir le niveau de danger de ces compteurs et que sur les zones tests où le compteur a été installé depuis maintenant cinq ans, nous n'avions trouvé qu'un seul témoignage d'un professionnel gêné par les émissions. L'*UFC-Que Choisir* a réagi sur ce dossier : "L'exposition domestique aux ondes vient avant tout des téléphones portables, puis du wi-fi, bien avant la technologie CPL. La contribution du Linky [aux ondes électromagnétiques] ne peut être que mineure". L'association *Négawatt* a également réagi : "[ces courants] d'une puissance rayonnante très faible n'existent que lors de [transmission des données] et ne dure que trois secondes sur la ligne extérieure d'ERDF et peu ou pas vers l'intérieur du bâtiment". L'association *Negawatt* pense que le vrai débat devrait porter sur l'inutilité du changement de ces compteurs (pour au moins 5 milliards d'euros) alors qu'il aurait pu être pensé pour vraiment favoriser le contrôle de leur consommation par les usagers.

Dans son numéro de mai 2016, *60 millions de consommateurs* consacre quatre pages au sujet. Ils ont interrogé le *Criirem, Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques,* qui a conclu de ses mesures "les lieux proches des systèmes CPL et des compteurs télérelevés sont exposés à des champs électromagnétiques faibles". Le *Criirem* conseille une distance de sûreté de 2 m, au-delà de laquelle les champs ne sont plus mesurables. Une partie des opposants mettent en avant les incendies de certains compteurs. Interrogés par la revue de consommateurs, EDF répond qu'il y a eu 8 incendies pour 300 000 compteurs installés… dus non pas au compteur mais à des câbles mal installés. Un taux d'erreur que l'on aurait aussi avec l'installation de n'importe quel autre compteur.

Il reste un argument contre ce compteur : la possibilité de déduire certains comportements des consommateurs. La CNIL, Commission nationale informatique et liberté, a publié une délibération le 15 novembre 2012 qui précise que ces renseignements appartiennent au client et ne peuvent être transmis à l'extérieur sans le consentement de celui-ci. Cela reste évidemment théorique, l'Etat pouvant passer outre par exemple en évoquant l'état d'urgence.

Enfin, pour ceux qui veulent en savoir plus sur l'intérêt de ce compteur Linky vis-à-vis de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables, *Ademe&Vous* d'avril 2016, consacre six pages à la question.

Vaccin de l'hépatite B : non-lieu !

En 1994, le gouvernement lance une campagne de vaccination contre l'hépatite B, obligatoire pour les personnels de santé. Très rapidement, des personnes tombent malades et développent la scléroses en plaques. Une soixantaine de malades portent plainte en 1998 pour "tromperie aggravée" contre les laboratoires Sanofi-Aventis et GlaxoSmithKline. En 2002, un rapport d'instruction conclut que les pouvoirs publics sont coupables de "déformations", de "dissimulations" en vantant les avantages du vaccin. Et puis, le ton change avec l'intervention d'experts qui soulignent qu'il n'y a pas de preuve prouvant le lien entre la maladie et le vaccin (surtout quand on n'en cherche pas). Finalement, après 17 ans d'expertises et contre-expertises, le 9 mars 2016, la juge d'instruction referme le dossier, suivant l'avis du Parquet (du gouvernement donc) selon lequel il n'y a pas de "causalité certaine" et donc pas de "faute d'imprudence ou de négligence". Ce non-lieu permet en théorie aux laboratoires d'attaquer les malades pour avoir contribué à la perte de confiance du public envers ce vaccin… L'association des victimes (Revahb) a annoncé qu'elle allait faire appel.

Vers la fin du téléphone fixe ?

Orange qui a hérité du réseau de téléphones fixes de France-Télécom, a annoncé le 23 février 2016, qu'elle ne proposera plus d'abonnements à des lignes fixes à partir de 2017 et que cela sera remplacé progressivement d'ici 2021 par l'obligation de passer par des box comme celles utilisées actuellement pour internet et la télévision ou par les téléphones portables. Problème : la téléphonie par box est pour le moment de bien moindre qualité et très peu efficace dès que l'on s'éloigne des centres villes… quant au recours au téléphone portable, il pose des questions de santé qui ne sont pas résolues, même si les opérateurs font le silence dessus : rappelons que ces téléphones sont interdits en principe pour les enfants tellement ils sont nocifs pour le cerveau.

Anti-épileptique à scandale

Le valproate de sodium, molécule que l'on trouve dans la Dépakine (Sanofi) provoque des malformations des enfants de femmes qui en ont consommé. Le 23 février 2016, l'IGAS, Inspection générale des affaires sociales, a lancé l'alerte officiellement, s'étonnant du manque de réactivité des autorités sur le sujet. Alors que la Dépakine est commercialisée depuis 1967 pour le traitement de l'épilepsie, son effet tératogène (malformations chez les enfants) a été mis en évidence dès 1982 par le Dr Elisabeth Robert. Celle-ci après avoir fait le lien chez quatre de ses patientes, avait mené une enquête sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes montrant un excès de spina-bifida (déformation de la colonne vertébrale) chez les enfants. Le médicament est resté sous surveillance, mais n'a jamais été interdit. En mai 2015, au moins 368 cas de malformations ont été recensés, en lien avec ce médicament. Selon la thèse en pharmacie de Claudia Dubois, soutenue en septembre 2012, à l'Université de Lorraine, la Dépakine est consommée par 45 % des épileptiques.



DR



Je lutte donc je suis

Le film de Yannis Youlountas "Je lutte donc je suis" (1h20) présente de nombreuses alternatives qui se développent en Grèce et en Espagne, pays les plus touchés par la "crise", un film-remède contre la résignation. Le réalisateur présente son film aux dates suivantes :

- 8 juin à 20h à Valence (Drôme), cinéma Le Navire
- 9 juin à 20h à Meximieux (Ain), cinéma L'Horloge
- 10 et 11 juin à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)
- 18 juin à Gourdon (Lot-et-Garonne)
- 9 juillet au festival Résistances de Foix (Ariège)

Bande-annonce et infos sur le site http://jeluttedoncjesuis.net

Paris
Contre le salon de l'armement Eurosatory

Eurosatory est un salon international d'exposition des armes, armements et matériels du monde de la défense et de la sécurité qui se tient tous les deux ans en juin au parc des expositions de Paris-Nord Villepinte. Il permet aux acheteurs d'armes et aux vendeurs de se rencontrer et de mener à bien leurs transactions. Il y a près de deux cents stands. Une coordination regroupant de nombreux groupes pacifistes et non-violents (Quakers, Femmes solidaires, Union pacifiste, Mouvement de la paix, Réseau Espérance, EuroPalestine…) mène une campagne pour demander l'annulation de ce salon.

- Un pèlerinage contre le commerce des armes se tiendra du 2 au 13 juin organisé par les Quakers.
- 2 juin : départ de Rotweil (en forêt noire, proche de l'Alsace) où siègent deux fabricants d'armes.
- 2-5 juin : marche de Rotweil à Strasbourg
- 6 juin : journée d'interpellation du Parlement européen puis déplacement en train
- 7 au 10 juin : marche non-violente passant par Massy (siège d'Inotechna, fabricant de drônes) puis à Versailles (plusieurs entreprises présentes à Eurosatory)
- 11 juin : marche dans Paris
- 12 juin : veille religieuse pour ceux qui le veulent (animée par les Quakers), préparation des actions devant Eurosatory.
- 13 au 17 juin : présence devant le salon Eurosatory.
- 14 juin : marche dans Paris puis pique-nique et manifestation aux Invalides face au banquet des marchands d'armes.

Pour en savoir plus : http://pasdesalondelarmementaparis.fr/



Clermont-Ferrand : Agroforesterie
1-2 juin
Formation destinée à un public de professionnels pour accompagner des territoires dans des projets agroforestiers. Animé par l'association française d'agroforesterie, la MAAF et AgroParisTech.
Informations : www.agroforesterie.fr.

Castres :
Rencontre nationale des AMAP
4 et 5 juin
4e rencontre du mouvement des Association pour le maintien d'une agriculture paysanne. Avec notamment une réflexion sur comment poursuivre les relations mises en place dans le cadre de la mobilisation autour de la COP21.
Miramap, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél : 04 81 91 60 51 ou 06 18 99 77 80, www.miramap.org

Montreuil :
Estivales de la permaculture
25-26 juin
Ce festival se tiendra sur le site historique des Murs à Pêches, de 11h00 à 20h00. Le thème de l'édition est : la biodiversité. Au programme : des stands, des ateliers, des conférences, des animations, des concerts, des projections, des débats, un espace enfant, une bibliothèque, un café permaculture… Restauration gratuite à base d'invendus bios, en mode disco soup. Organisé par le collectif PermaMontreuil.
Tous les détails sur www.festival-permaculture.fr et estivalespermaculture@gmail.com.



Genève : Dixième année pour l'indépendance de l'OMS
Tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.
Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org

Drôme : Stage d'utilisation d'un compteur Geiger
3 juin
Comment acquérir et utiliser un compteur de radioactivité, pour être capable d'effectuer des mesures en toute indépendance ? Formation proposée par la Criirad. Réservations et infos :
Stéphane Monchâtre, Criirad, 29, Cours Manuel de Falla, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

Lorraine : 200 000 pas à Bure
5 juin
Nouvelle randonnée d'encerclement du site de Cigéo pour demander l'abandon du projet d'enfouissement des déchets nucléaire. Objectif : être deux fois plus nombreux que l'année dernière.
Bure Zone libre, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél : 03 29 45 41 77, leherissonvengeur@gmail.com

environnement

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport
Maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. Prenez contact avec les occupants avant votre arrivée : depuis le début de 2016, les lieux sont saturés !
Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

Isère : ZAD de Roybon
Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.
Contact : http://zadroybon.noblogs.org, http://chambarans.unblog.fr

Paris : Germinal 2.0 : Et si la France redevenait une nation minière ?
19 juin
Palais du Luxembourg
Colloque organisé par Ingénieur sans frontière, Systèmes extractifs et environnements (SystExt). Le collectif fait notamment de la prévention auprès des populations menacées par des projets d'exploitation minière.
www.isf-systext.fr

femmes, hommes, etc.

Drôme : Femmes en résistance
20 avril au 28 août
à l'Espace Jeanne-de-Flandreysy, square Charles-Aznavour, à Valence. Exposition photographique de Pierre-Yves Ginet. 80 photos de 22 pays.
Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org

Grenoble :
Stage d'autodéfense pour femmes
4 juin
Le but de l'autodéfense pour femmes est d'acquérir des moyens de se défendre, de prévenir les agressions, de prendre conscience de sa force et de (re)prendre confiance en soi. Organisé par l'ASSPA (Association de Santé Solidaire et Prévention des Agressions).
Pour s'informer ou s'inscrire : ASSPA, c/o centre LGBT Cigale, 8, rue Sergent Bobillot, 38 000 Grenoble, riposte@pimienta.org.

Lyon : Bell Hooks
4 juin
Rencontre avec Isabelle Cambourakis et Nassira Hedjerassi autour du livre de Bell Hooks Ne suis-je pas une femme ? sur la place des femmes noires dans le mouvement féministe aux Etats-Unis. Avec une présentation de la collection de livres féministes "Sorcières" aux éditions Cambourakis. A 15h.
A la Librairie Terre des livres, 86, rue de Marseille, Lyon 7e. Le 3 juin également, à l'Institut des Sciences de l'Homme, 14, avenue Berthelot, interventions de 17h à 20h sur ces sujets.

fêtes, foires, salons

Irun : BioTerra
3 au 5 juin
Salon basque des produits biologiques, de l'écoconstruction, des énergies renouvelables et de la consommation responsable. 180 stands. A quelques kilomètres de la frontière française.
Ficoba, avda. Iparralde, 43, 20302 Irun, Gipuzka, tél : (34) 943 66 77 88, www.ficoba.org

Eure-et-Loir :
Marché bio et équitable
4 juin
Consommer mieux et permettre à chacun d'acheter au meilleur prix, sans condamner les producteurs à une course effrénée au rendement à tout prix, est une question cruciale au centre des débats contemporains. Pour mieux cerner les enjeux mais aussi connaître les choix alternatifs de consommation qui s'offrent aujourd'hui à nous, le Marché Bio et Équitable vous invite à rencontrer ceux qui ont déjà choisi de produire autrement. Animations, ateliers et conférences. De 10 à 18h. Lieu : L'Agora, esplanade du 8 mai 1945 - Maurice Legendre, 28500 Vernouillet.
Contact : Service culturel, tél : 02 37 62 85 27.

Isère : Ecofestival de Lumbin
4 et 5 juin
Un lieu de rencontres et d'échanges avec les associations et mouvements citoyens et écologiques. Marché bio, acteurs locaux, rencontre avec Terre de Liens, hommage à Jean-Marie Pelt…
Association Ecocitoyens du Grésivaudan, Mairie, 38660 Lumbin, http://www.ecofestival.fr

Essonne : Marché de l'herboriste
4-5 juin
Plantes aromatiques, médicinales, plantes en cosmétique, pépiniéristes, artisanat, librairie spécialisée, ateliers, conférences, expositions, soirée festive.
Contact : www.lemarchedelherboriste.fr.

Ardèche : Faites de la bio
4-5 juin
A Payzac. Producteurs bio, artisans et entreprises locales en lien avec l'écologie, buvette et restauration bio, village associatif, animations musicales. Ateliers adultes et enfants, conférences, projection-débat autour de l'agriculture biologique, l'alimentation, l'écoconstruction, le jardinage…
Contact : Association Agri Bio Ardèche, 4, avenue de l'Europe Unie, BP 421, 07004 Privas cedex, https://foirebiosudardeche.wordpress.com.

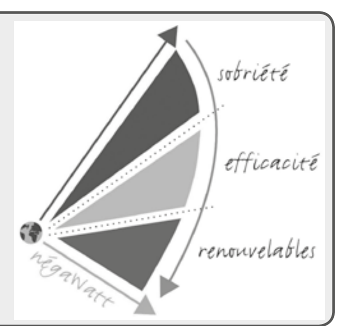
Cévennes :
Festival de la régénération
17 au 19 juin
à Saint-Julien-de-la-Nef
Un festival de 3 jours pour célébrer le vivant tous ensemble : au programme des conférences, des ateliers, des tables rondes et des temps d'échanges autour de la santé, la permaculture, les apprentissages spontanés et des activités physiques physiologiques.
Info : association Régénère, regenere.org et Johanne au 06 14 22 06 07.

Institut Négawatt

L'Institut Négawatt propose des formations professionnelles visant à mettre à disposition des connaissances et outils opérationnels dans les domaines de la transition énergétique :

- 2 juin à Valence : pompes à chaleur performantes
- 20 et 21 septembre à Paris : rénovation à très faible consommation énergétique
- 3 et 4 novembre à Valence : prescrire et piloter un projet de bâtiment tertiaire performant à faible coût
- 15 et 16 novembre à Nantes : rénovation à très faible consommation énergétique
- 6 et 7 décembre à Valence : rénovation à très faible consommation énergétique
- 8 décembre à Valence : stratégie, le scénario Négawatt
- 15 et 16 décembre à Valence : propriétaire de patrimoine bâti, stratégie et organisation énergie

Institut Négawatt, BP 16181, 26958 Valence cedex 9, tél : 04 75 58 60 85, www.institut-negawatt.com



Agenda

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

Films, spectacle, culture



Pyrénées-Orientales : Marcevol en à vent !

4-5 juin

Festival sur le thème du vent. Samedi 4 : jardin du vent, ateliers, jeux, performance dansée, contes, musique, repas. Dimanche 5 : balade, causerie sur l'énergie éolienne avec Tripalium, jeu collectif,…

Programme et information sur marcevol.canalblog.com.

Moselle : Demain

5 juin

Projection-débat autour du film Demain de Cyril Dion et Mélanie Laurent, avec stand de Silence.

Sarrebourg, au CinéSar, 18, rue de la Division-Leclerc, à 16h30.

société, politique



Essonne : Réciprocité et coopération pour apprendre

3 au 5 juin

aux Arènes de l'Agora d'Evry. Rencontres internationales organisées par le mouvement français des Réseaux d'échanges réciproques de savoirs, en partenariat avec huit autres associations d'éducation populaire. Au cœur des initiatives et des besoins éducatifs des habitants, ces échanges peuvent concerner tous les domaines de la vie individuelle, familiale et sociale : éducation, culture, formation, animation, économie solidaire, santé, habitat, environnement, dans des actions d'une diversité qui peut surprendre mais qui s'inscrit dans une philosophie commune, des valeurs fondamentales partagées, une volonté de promouvoir la confiance en l'homme, quel que soit son niveau d'études.

Renseignements : Foresco, 3 bis, cours Blaise-Pascal, 91000 Evry, tél : 01 60 78 68 55 ou 09 60 14 00 91, rers-asso.org, colloque2016@orange.fr

santé

Corrèze : Vertus des plantes sauvages et aromatiques

5 juin

Découvrir les vertus des plantes sauvages et aromatiques et des "indésirables" du jardin. Que peuvent-elles nous apprendre sur le sol ? Comment favoriser la biodiversité ? Avec Guillaume Lapeyre et Solène Pérémarty.

De 9 à 17h au Battement d'ailes, Lauconie, 19150 Cornil, tél : 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.

Rennes : Etre parent en situation de handicap

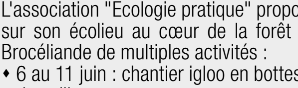
28 juin

Dans la suite du livre "Un parfum de victoire. Avoir un enfant quand on est en situation de handicap", Histoires Ordinaires organise un forum citoyen pour entendre des témoignages, confronter, les pratiques, pointer les manques, émettre des souhaits et des préconisations.

Informations et inscriptions : Tugdual Ruellan, tél : 02 99 91 33 16, www.histoiresordinaires.fr.

Ille-et-Vilaine
Ecologie pratique

L'association "Ecologie pratique" propose sur son écolieu au cœur de la forêt de Brocéliande de multiples activités :



- 6 au 11 juin : chantier igloo en bottes de paille
- 11 et 12 juin : porte ouverte et permaculture
- 17 au 19 juin : l'arbre de vie avec repas fruitariens
- 21 juin : fête du solstice d'été
- 23 au 31 juillet : estival celtique autogéré
- 1er au 7 août : constellations familiales
- 10 au 13 août : rencontre avec une chorale à vélo
- 13 au 16 août : estival inédit en jeûnant
- 24 au 28 août : écologie profonde et chamanisme
- 22 septembre : fête de l'équinoxe d'automne



Renseignements : Ecologie pratique, La guette, 35380 Paimpont, tél : 02 99 07 87 83 (Alexis) De fin mai à septembre, possibilité de camper sur place pour les lecteurs de Silence avec libre participation aux frais et respect de la charte du lieu.

s!lence

Lyon : expédition de S!lence

Jeudi 16 et vendredi 17 juin

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Lyon : assemblée générale

18 juin

Dans nos locaux, à partir de 9h30. Repas partagé.

vélo



Paris : Vélorution

4 juin

Départ place de la Bastille à 14h

http://velorution.org/paris/vlr/

Psycyclette 2016

15 au 22 juin

L'Unafam, Union nationale des failles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques, organise son troisième Psycyclette avec 4 parcours différents : Angers-Paris, Caen-Paris, Evreux-Paris, Toulouse-Paris. Arrivée des quatre branches le 22 juin à 17h au jardin du Luxembourg (Sénat) à Paris.

Unafam, 12, villa Compoint, 75017 Paris, tél : 01 53 06 30 43, www.unafam.org

Annonces

» Vivre ensemble

■ **Hauts-de-Seine nord.** Si vous avez besoin d'une grande chambre indépendante et pas chère dans un appartement à 5 minutes du métro parisien, j'ai ce qu'il vous faut à partir de juillet 2016. Cette proposition s'entend pour une année maximum dans la mesure où l'on ne se connaît pas encore. Elle convient à une personne pas prise de tête et autonome, mais néanmoins aimant les contacts. J'occupe également ce logement. Je suis une jeune retraitée active qui a la bougeotte. A bientôt. *Eucalyptus9293@hotmail.fr*

■ **Rhône.** Nous sommes une famille et nous souhaitons acheter une ferme dans la vallée de l'Azergues. Nous aimerions trouver plusieurs familles intéressées pour acheter avec nous car le "concept" d'une maison pour une famille ne nous correspond plus. Nous pratiquons l'instruction en famille avec nos enfants. Nous voulons que chaque famille ait son logement et que nous partagions certaines parties (terrain, garage, lingerie, jardin…). Nous souhaitons que les familles soient autonomes financièrement. Avant d'aller plus loin dans notre projet nous devons savoir combien de personnes seraient intéressées pour avancer dans le projet. *N'hésitez pas à me joindre : mathilde.garioud@riseup.net, tél : 04 74 04 43 26 ou 06 09 52 33 59.*

■ **Hérault et Lot.** Paule Besse, 86 ans, cherche hébergement en milieu écolo, soit dans l'Hérault (Agde ou Béziers), soit dans le Lot (près de Saint Céré). *Tél : 04 67 96 69 28 ou 06 42 22 08 45.*

» Agir ensemble

■ **Vendée.** Acheter une maison pour protéger un espace naturel ? C'est possible ! Vous cherchez une maison dans une des plus belles zones humides de France ? Un collectif de citoyens, naturalistes et paysans, cherche des personnes intéressées par l'achat d'une maison en Marais breton vendéen. En devenant propriétaire, vous pourrez aider un jeune paysan respectueux de la biodiversité à s'installer sur les terres voisines, et participer ainsi à la création d'une réserve naturelle d'un nouveau genre autour de votre lieu d'habitation. Idéal pour les amoureux de la nature, des oiseaux d'eau, des amphibiens et des lumières qui changent à chaque instant ! Idéal aussi pour ceux qui souhaitent consommer local et bio dans un territoire préservé, et être en lien avec des citoyens et des paysans engagés. *Contact : LPO Vendée, 02 51 49 76 53.*

■ **Finistère.** Cherchons adhérents en vue création d'une association indépendante interrégionale pour la promotion des combats environnementaux dans les manifestations publiques (foires, marchés…). *Lionel Sylvestre, tél : 06 33 90 93 47.*

■ **Une temps libre de yoga.** Cet été dans l'Aude, dans un esprit de simplicité et d'écoute de soi. Un temps élève et aide-encadrant dans le yoga, je souhaite accueillir de 1 à 3 personnes (ayant 2 à 3 ans de pratique minimum) pour pratiquer ensemble selon les envies de chacun-e. Du 15-16 août au 4/5 septembre ou autres si personnes motivées (ex : 10 jours en juin). Hébergement gratuit dans un lieu agréable de pleine nature (escalade, rando aquatique et terrestre, plage…). Préparation et partage d'une alimentation végétalienne végan bio. Participation aux charges libre et nécessaire ! *Pour plus d'informations et pour réserver, m'écrire à al1.tor@mailoo.org*

» Emploi

■ **Beauvais.** L'Ecume du Jour, bistro-resto associatif, recherche une animatrice (teur) de l'éducation populaire. Pour co-construire une démarche de gestion collective ; participer à la vie collective du lieu, accueillir, servir au bar et au resto ; développer et animer des projets avec des collectifs de bénévoles ; gérer les missions administratives, financières et comptables ; élaborer les budgets prévisionnels et les bilans financiers. Poste à pourvoir au 1er octobre, postuler avant le 1er juillet. CDI à temps plein. Travail du mardi au samedi. 20400 € brut /an (revalorisation rapidement). Permis B. *L'Ecume du Jour, 5, rue du faubourg Saint-Jacques, 60000 Beauvais, tél : 03 44 02 07 37.*

» Donne

■ **Hérault.** Mets à disposition de qui viendra les chercher à Montpeyroux, revues, affiches, livres écolos depuis 1990. *Tél : 04 67 96 69 28 ou 06 42 22 08 45.*

» Immobilier

■ **Puy-de-Dôme.** Grande maison en vente dans sud du département. Cette maison peut convenir à un-e artisan, un-e artiste ou toute personne ayant besoin d'ateliers, ainsi qu'à une petite communauté, famille nombreuse, etc. Située place de la mairie à Moriat, à 2km de l'autoroute A75. Rez-de-chaussée 210m², grand garage + atelier, bureau (ou chambre), salle d'eau wc, buanderie donnant sur un petit jardin d'agrément. Premier étage : grand séjour traversant avec cuisine américaine de 70m². Vaste cheminée (insert bûches de 80) donnant sur une terrasse de 70 m². Suite parentale avec sdb de 40m², chambre avec salle d'eau attenante de 20m², wc. Second étage : espace de 100m² restant à aménager, (matériel de doublage fourni) 6 fenêtres à double-vitrage réalisées. Charpente artisanale et toitures refaites. 220 000 €. *Contact : 07 50 97 75 77 (laisser un message) ou bleu.klein@hotmail.fr*

■ **Haute-Garonne.** Vends maison ancienne 400 m² dans village du Comminges. Non mitoyenne, sur terrain 2000 m² bordé de haies, champ et petit ruisseau. Bonne exposition. Matériaux écologiques privilégiés dans la restauration. Authenticité conservée. 7 pièces grand volume (dont 2 cuisines), 2 salles d'eau, 2 WC dont une toilettes sèches), 1 cellier, 2 cheminées + 2 conduits, four à pain, grenier d'une seule pièce 170 m² aménageable, une dépendance aménagée en chambre, une autre en atelier. Assainissement fosse toutes eaux + phyto-épuration, chauffage bois à améliorer, quelques travaux à prévoir (principalement d'isolation). Village calme. Environnement agricole. Producteurs bio dans le secteur. 189 000 €. *Contact : 05 61 94 41 28 ou montamat31@gmail.com*

Gratuites : Les annonces de S!lence sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** S!lence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** S!lence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



DR

Ramassage du foin et transport en traction animale

Provision, à l'école de l'autonomie

Dans un village roumain, Lars et Robyn ont créé en lien avec les habitant-e-s une école d'autonomie et d'autosuffisance, afin de faire découvrir largement la richesse de savoir-faire traditionnels menacés. Anne et Oswald, partis de France en roulotte, ont fait étape dans ce lieu unique.

Ce sont trois histoires qui se croisent dans ce petit village de 103 habitants, au pied des Carpates. La première est en train de se terminer. C'est l'histoire des petits paysans (1), vivant en autosuffisance, le surplus étant soit troqué, soit vendu au marché du bourg, à 8 km. Village typique de la Roumanie.

La deuxième histoire prend le relais. La route est asphaltée, les jeunes partent travailler en ville ou s'expatrient, les résidences secondaires s'installent, les petites exploitations n'ont pas droit aux aides, le gros agriculteur du coin accapare les terres. Un village comme tous les villages d'Europe, en somme.

Et pour finir, Robyn et Lars essayent de commencer la troisième histoire. *"Provision",* c'est la concrétisation du rêve de Lars, vétérinaire hollandais, et de Robyn, musicothérapeute états-unienne : découvrir la richesse des anciens savoir-faire menacés tant qu'il en est encore temps. Comme il n'était pas question de garder pour eux seuls cet apprentissage, l'idée leur est venue de le partager en créant une école d'autonomie et d'auto-suffisance. La grande originalité, c'est d'inclure dans leur projet la population du village.

LE VILLAGE D'ALUNISU–MAGYARÓKEREKE

Dans ce village bi-culturel roumano-hongrois, la population est vieillissante. Jardin et vergers ne sont séparés les uns des autres par aucune clôture. Les moutons, chèvres et vaches pâturent sur les communaux durant la belle saison.

Six familles vivent (ou plutôt "survivent" disent-elles) uniquement de l'agriculture, avec 3 ou 4 hectares. Ce sont les moutons qui permettent de "faire un peu d'argent" : ils sont pratiquement tous vendus à l'exportation.

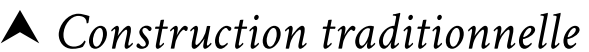
GENÈSE DU PROJET *PROVISION*

Lars et Robyn ont fréquenté des écoles alternatives. Après leur rencontre aux Etats-Unis, le rêve émerge dans leur esprit. Le "tilt" est la découverte de la communauté de l'Arche, à Roqueredonde (2). Ils y sont marqués par l'importance accordée à la spiritualité, la pratique de la non-violence et l'autonomie.

En 2000, à l'occasion d'une visite, Lars découvre comment fonctionnent les petits villages roumains. Il a conscience que ce mode de vie est en danger, que

(1) Moyenne de la Surface Agricole Utile par exploitation : 3,37 ha en 2005 !

(2) Sur les communautés de l'Arche de Lanza del Vasto, voir www.arche-nonviolence.eu/

DR

Construction traditionnelle



DR

Lars, Robyn et Carsten

Provision,
www.provisiontransylvania.com.

Déroulement des stages d'autosuffisance
Ils abordent un thème par jour : découverte du village, nourriture, animaux, foin, jardinage biologique, verger, traction animale, constructions traditionnelles, vêtements.

A contre-courant
À l'Ouest comme en Roumanie, peu de personnes comprennent le choix de vie de Lars et Robyn. On arrive à expliquer la vie "écologique" (nourriture saine) mais pas la simplicité volontaire, qui donne une image de retour en arrière. Malgré toute leur sympathie, les villageois aussi s'étonnent de leur choix de vie "simple". Ils ne parviennent pas à saisir qu'il s'agit de la recherche d'une voie différente, avec une amélioration possible des traditions (matériel moderne pour la traction animale, permaculture...).

tout cela va basculer : l'Europe est en route. Lars et Robyn décident donc de vivre les dernières années d'un village traditionnel roumain. Dans la simplicité volontaire, qu'ils préfèrent nommer "simplicité nécessaire". Ils achètent donc leur petite ferme avec grange, verger, jardin.

LES VILLAGEOIS, DES PROFESSEURS D'AUTONOMIE

Les deux premières années : observation, apprentissage, achat du cheval. Ils cultivent leurs céréales, font leur farine et leur pain avec leurs propres graines. Ils ont déjà en tête l'idée de leur projet : maraîchage bio et école d'auto-suffisance. Ils sont conscients que les villageois ont beaucoup de choses à leur enseigner. L'hiver, période creuse, ils le passent en France où Lars exerce son métier de vétérinaire, pour pouvoir financer le projet.

Dans le village, Szilárd, pasteur de l'église réformée, leur est une aide précieuse pour convaincre quelques uns des habitants qu'ils détiennent des connaissances précieuses, et qu'ils pourraient devenir "professeurs".

La ferme est cultivée les premières années avec les méthodes locales. Lars se passionne pour la traction animale. Culture d'une parcelle de céréales, verger et maraîchage. Le foin est coupé à la faux et monté en meule dans le pré. L'abattage des arbres est effectué à la hache. Ce sont les gens du village qui enseignent ces méthodes. *"Le projet de Lars et Robyn nous a ouvert les yeux, pour découvrir les trésors présents dans notre style de vie"*, témoigne Szilard.

LES STAGES D'AUTO-SUFFISANCE

Dès le début de l'école, en 2013, avec très peu de réclame, les deux mois d'été sont pleins. Les stagiaires viennent de Roumanie, Etats-Unis, France, Pays-Bas, Allemagne, Angleterre, Belgique, Autriche, Mexique, Thaïlande, Égypte... Chaque stage dure une semaine et accueille 10 personnes au maximum. Son originalité, c'est l'interaction avec le village, qui n'est pas du tout "folklorique", mais bien ancrée dans le quotidien des gens dont c'est le mode de vie réel. Il ne s'agit pas de l'habituel groupe d' "écologistes à part". De plus, ce stage est accessible financièrement. La nourriture vient presque exclusivement d'Alunisu-Magyarókereke. L'école fonctionne depuis maintenant trois ans.

Les stagiaires sont très motivés, avides de découvrir. En dépit de la grande fatigue physique, la satisfaction est le plus souvent profonde. Suite au stage intensif d'une semaine, ceux qui le souhaitent peuvent rester davantage pour mettre en pratique ce qu'ils ont appris. Provision accueille également des Wwoofers (3). Il est possible de rester un an en tant que bénévole.

INQUIÉTUDES FACE À L'ACCAPAREMENT DES TERRES

L'expérience ne va pas sans difficultés. Parmi celles-ci, la communication n'est pas toujours évidente. Lars et Robyn ont appris le roumain, mais les subtilités échappent souvent. Par ailleurs, le projet exige beaucoup de temps et d'énergie. Ce qui occasionne de la fatigue physique.

Enfin, l'accaparement des terres suscite beaucoup d'inquiétudes. Celui-ci menace directement Alunisu-Magyarókereke. En effet, pour toucher les subventions de l'Europe (4), l'agriculteur doit être soit propriétaire, soit locataire des terres. Il ne peut donc pas prétendre à ces aides en faisant pâturer ses animaux sur les communaux. Pour obtenir ces subventions, il faut exploiter directement les terres, donc les communes propriétaires ne peuvent pas les toucher non plus. Résultat : de nombreuses communes louent ou vendent les communaux aux gros exploitants qui en ont les

(3) Woof est un réseau mondial de fermes bio qui accueillent des personnes pour apprendre et participer aux travaux de la ferme contre le couvert et l'hébergement. Contact : www.wwoof.fr.

(4) Subvention à l'hectare sur les "surfaces toujours en herbe".



DR

▲ *La ferme de* Provision

moyens, et qui, eux, pourront ainsi avoir droit aux subventions. Catastrophique pour les petits paysans en autosubsistance.

QUELLES PERSPECTIVES D'AVENIR ?

La réalité incontournable, c'est que le village se dépeuple de ses paysans, et se peuple de résidences secondaires. Le gros agriculteur du coin est en train d'accaparer toutes les terres disponibles et de pratiquer une agriculture intensive. Pas de jeune pour continuer un mode de vie non choisi, en voie de disparition rapide. Que faire pour tenter de revitaliser le village ? Le projet *Provision*, créé au départ pour faire partager à des citadins sur-saturés un retour vers la simplicité et le savoir faire soi-même, a donc évolué vers la question "Est- il possible d'attirer de jeunes paysans ? De prouver qu'une petite structure peut être viable ?"

Après avoir beaucoup appris des villageois, il est temps maintenant de partager les savoirs et de montrer d'autres possibilités. Lars et Robyn ont donc consacré plusieurs mois, délaissant pour quelques temps Alunisu-Magyarókereke, à se former eux-mêmes à la permaculture, en France. Depuis leur retour, en août 2015, ils travaillent à convertir leur petite ferme. Alors que les villageois pensent qu'il est judicieux de vendre le cheval pour faire appel au tracteur, Lars veut tenter de promouvoir la traction animale.

Des petits projets sont tout à fait envisageables. Puisque les jeunes du village s'en vont, il faudrait attirer de jeunes citadins roumains (mais oui, les néo-ruraux existent ici aussi !) ou même des personnes venant d'autres pays. Cluj, la deuxième plus grande ville du pays, ne se trouve qu'à 60 km. Dans cette ville étudiante, très vivante, beaucoup de gens prennent conscience de l'importance de la qualité de la vie, de la qualité de la nourriture.

Concrètement : un jeune couple roumain, parti travailler en Angleterre pour financer son installation, a déjà acheté une petite ferme ici et va venir s'installer dans un an pour faire du maraîchage en bio.

CRÉER DES RÉSEAUX DE SOUTIEN

Pour Lars et Robyn, le choix définitif de rester à Alunisu-Magyarókereke s'est effectué en 2015. Cela s'est concrétisé par l'achat de deux maisons qui serviront de logement aux stagiaires et wwoofers. Agrandissement du terrain pour les cultures, plantation de nouveaux arbres fruitiers… Lars et Robyn recherchent des bénévoles pour un stage approfondi de plusieurs mois, voire un an. Ce qui leur permettrait de libérer du temps pour leurs autres activités dans diverses associations. Il est très important pour eux d'entretenir des liens d'une façon plus large avec des associations et des ONG qui puissent apporter un soutien au minimum moral. Autre projet de *Provision :* créer autant que possible des petites oasis de biodiversité dans le paysage de grandes cultures qui menace de s'installer dans la région.

Avec Dan et Adela, des activistes de Cluj, Lars et Robyn ont monté une association *Economie circulaire.* Ils adhèrent également à *Ecoruralis,* le "Via Campesina" roumain. Provision joue également un rôle dans le mouvement *Nyéléni,* dont le "Forum pour la souveraineté alimentaire" va justement avoir lieu à Cluj, fin octobre 2016. *Provision* participe activement à l'organisation de ce forum.

Anne et Oswald ■

Nyéléni

La lettre d'information *Nyéléni* tire son nom de la Déclaration de Nyéléni qui a posé les bases politiques d'un large mouvement de défense de la Souveraineté Alimentaire au niveau mondial. De nombreuses organisations comme *Grain, Via Campesina, Marche mondiale des femmes, Les Amis de la Terre* en sont partie-prenante. La prochaine rencontre internationale se tiendra en octobre 2016 à Cluj en Roumanie.

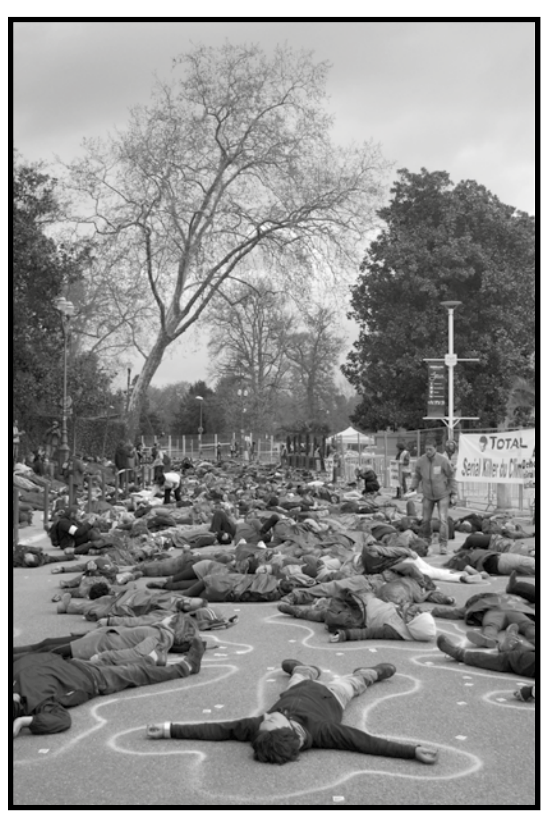
Informations sur www.nyeleni.org.

Tête de mulet

Anne et Oswald sont partis courant 2014 depuis l'Indre pour un périple en roulotte à travers l'Europe, tractés par leurs juments Océane et Noé. A travers les routes de France, d'Italie, de Slovénie, de Hongrie et de Roumanie, ils ont rencontré de nombreux projets et personnes inspirant-e-s et ont réalisé des échanges de semences paysannes. On peut suivre leur périple sur www.tete-de-mulet.org.uk.

Silence est partenaire de leur projet.

"Si les océans meurent, nous mourrons"



A la clôture du congrès, plusieurs centaines d'activistes réalisent un die-in (s'allonger par terre pour simuler la mort). "500 morts selon la police, 4 milliards selon les organisateurs"



Des activistes munis de protection franchissent les barrières de la police et pénètrent sur le terrain où se tient le congrès des pétroliers. Certains versent de la peinture sur eux-mêmes pour être plus difficilement maîtrisables par les forces de l'ordre.

Sommet pétrolier perturbé à Pau

La mobilisation pour le climat se poursuit après la COP 21. Plus de 400 activistes non-violent-e-s et déterminé-e-s venu-e-s de toute la France ont réussi à fortement perturber un congrès international sur la prospection des hydrocarbures en eaux profondes, le MCEDD, à Pau, du 5 au 7 avril 2016. Ce dernier réunissait des professionnels de la prospection pétrolière et gazière off shore à l'invitation de Total. A défaut de bloquer entièrement cette rencontre qui se proposait d'améliorer la rentabilité de la prospection des hydrocarbures en mers profondes, le harcèlement continu a réussi à "plonger ce sommet dans l'anormalité".

Patrick Piro – Politis

Des banderoles symboliquement enflammées annoncent un réchauffement de 9° si on laisse faire les fossoyeurs du climat. En effet, l'exploitation de toutes les énergies fossiles disponibles sur la planète provoquerait un réchauffement de 9°C selon Michael Greenstone, professeur à l'Université de Chicago et ancien chef économiste de la Maison Blanche.



Un congressiste enjambe les opposants pour se rendre aux réunions.



Beaucoup de participant-e-s aux actions endurent coups de matraques et gaz peu hilarants.

Sauf mention contraire, photos DR

Les activistes ont bloqué plusieurs heures les accès du congrès ainsi que la sortie des hôtels le matin, perturbé le sommeil des congressistes par des sirènes. Trois faux congressistes sont parvenus à rentrer, à s'enchaîner sur la scène du congrès et à interpeller les participant-e-s durant plusieurs minutes… La recherche du dialogue avec les congressistes a également permis de nombreux échanges.

Revendiquant une action non-violente radicale et déterminée, les activistes étaient basés au "camp sirène" situé dans la proche communauté d'Emmaüs Lescar-Pau.

Dès le lendemain du blocage du sommet, la ministre de l'environnement Ségolène Royal a annoncé à l'occasion de la deuxième conférence nationale de l'océan, un "moratoire immédiat sur la recherche d'hydrocarbures en Méditerranée" et déclaré qu'elle n'accorderait "plus aucun permis d'exploration, ni dans les eaux territoriales, ni sur le plateau continental". Pour le quotidien Le Monde du dimanche 10 avril, cette annonce "sonne comme une réponse aux préoccupations (...) des militants écologistes" qui ont bloqué le sommet de Pau.



Shizuo Kamboyashi

Au Japon, à chaque printemps, la tradition veut que l'on se promène au milieu des cerisiers en fleurs. Dans la région de Fukushima, la tradition se maintient difficilement !

Qui ne préfèrerait pas entendre que tout s'arrange ?

Entretien avec Yayoï Hitomi, une militante antinucléaire de Koriyama, sa ville, à 60 km de la centrale de Fukushima, à l'occasion de sa venue, pour le cinquième anniversaire de la catastrophe, à l'invitation de plusieurs associations en Suisse, en Angleterre et en France.

Etiez-vous déjà militante antinucléaire avant l'accident ?

Oui, notre collectif dénonçait l'implantation de la centrale sur un piton instable avec de l'eau en dessous, ainsi que l'utilisation de Mox (mélange d'oxydes) dans des réacteurs non prévus pour recevoir ce combustible hautement toxique. Autant dire que nous nous attendions à un accident.

Avez-vous réagi plus vite et plus efficacement que les autres habitants à l'annonce de la catastrophe ?

Non. Les réactions ont été diverses. Des militants ont fui sur l'heure, des femmes surtout, avec leurs enfants. Les hommes étaient abattus, tiraillés entre responsabilité familiale et professionnelle. Moi j'étais figée sur place, ce qui se passait me semblait irréel. Après le premier choc, j'ai décidé de rester, j'allais atteindre les 50 ans, je n'étais pas dans la tranche de population la plus sensible. Il fallait s'occuper en priorité des enfants et veiller au respect des précautions élémentaires. Nous avons commandé des dosimètres. Figurez-vous que quand le tremblement de terre a ébranlé ma maison, les premiers livres qui se sont répandus sur le sol ont été ceux qui traitaient du nucléaire et de l'état des centrales ! C'était comme un signe, si bien qu'après avoir appris l'explosion des 4 réacteurs, j'ai pensé : je n'en aurai plus besoin, je vais les jeter. J'étais certaine que cette semonce signait l'arrêt du nucléaire.

Avez-vous perçu des conséquences physiques suite à l'irradiation que vous avez reçue ?

Oui. Le quotidien est devenu plus difficile. La fatigue s'est installée dans nos corps. Chacun de nous a été atteint sur son point faible : la peau couverte de taches noires pour les uns, les voies respiratoires avec saignements de nez ou problèmes de thyroïde pour les autres, etc. Les examens médicaux ont révélé nos forts taux de radiations internes.

J'ai lu que vous organisez des vacances sanitaires avec l'association "Sauvons les enfants de Fukushima".

Nous sommes très loin d'atteindre notre objectif dans ce domaine ! Tout d'abord, nos moyens sont limités, car le gouvernement n'accorde pas de subvention puisque, selon lui, il n'y a pas de contamination. Ensuite, l'information ne passe pas dans les médias japonais (pour la même raison). Et il est difficile de



DR

⮝ *Yayoï Hitomi*



DR

⮝ *Stockage de sacs contenant des matériaux radioactifs provenant des sites de décontamination*

dénoncer un ennemi invisible. Enfin, l'idée de vacances spécifiques pour les enfants, comme cela existe en France avec les colonies de vacances, est inimaginable ici. Les enfants ne quittent jamais leur mère, laquelle, dans la majorité des cas, suspend son activité professionnelle pour les élever. Résultat, le séjour sanitaire se réduit à 2 ou 3 jours hors de la région, un temps trop court pour une décontamination.

Peut-on dire qu'une grande partie de la population ne croit pas au danger ?

Tous les moyens sont déployés pour persuader les gens que nous sommes sortis du cauchemar. Qui ne préfère pas entendre que tout s'arrange et se réfugier dans le rêve de lendemains qui chantent ? Des médecins sont appelés par le gouvernement pour appuyer des campagnes destinées à rassurer tout le monde. Les Jeux olympiques approchent... Des brochures de BD distribuées gratuitement soutiennent que l'irradiation à faible dose ne présente aucun danger ; elles vous instruisent même sur les bons côtés de la radioactivité : efficace pour soigner les cancers (radiothérapie) et pour conserver les aliments en améliorant leur qualité hygiénique, etc. Mieux ! les autorités n'ont pas hésité à faire appel aux enfants pour le nettoyage de la route nationale n° 6 qui longe la centrale. Avec ce dispositif de choc, le gouvernement provoque l'hésitation... Mais finalement, non ! Aujourd'hui, 70 % des Japonais demandent l'arrêt du nucléaire. Avant l'accident il y en avait moins de 40 %.

Que se passe-t-il pour les habitants qui refusent de rentrer dans les villages soi-disant décontaminés ?

Ceux qui en ont les moyens vont construire leur maison ailleurs. Ceux qui n'ont pas été évacués sur ordre, surtout s'ils sont propriétaires, vont probablement rentrer sous la contrainte économique, surtout s'ils continuent de payer le crédit sur leurs biens abandonnés.

Les Etats-Unis avaient demandé aux ressortissants américains d'évacuer au moins jusqu'à 80 km. Le gouvernement japonais quant à lui ne l'a jamais été fait. Cette revendication est-elle encore d'actualité ?

Pas sous cette forme, mais des procès sont en cours pour demander une évacuation ici ou là, hors des zones actuelles.

Les habitants de Tokyo ont-ils conscience qu'ils vivent maintenant en permanence dans un environnement radioactif ?

La plupart des Tokyoïtes l'ignorent, c'est à dire : ne cherchent pas à le savoir, pourtant des taches de léopard(1) en attestent dans différents quartiers de la ville.

Comment s'organise la contestation contre le seuil de contamination acceptable qui a été remonté de 1 à 20 mSv ? Y a-t-il une censure ? Ou le mouvement est-il trop faible ?

Nous n'avons pas de preuve tangible d'une censure des médias japonais sur ce sujet, mais le silence et l'ignorance générale à ce propos posent en effet problème...

Propos recueillis par **Monique Douillet**
Avec l'aide de la présidente de l'association "Nos voisins lointains 3.11" **Kurumi Sugita** ■

(1) Taches de léopard : ce sont les dépôts irréguliers de produits radioactifs provoqués par la variation des zones de pluie.


DR

Clément, Chacha, Nicolas, Noémie et Sabrina

Devenir agriculteurs-cueilleurs, un projet collectif

Partis à la rencontre des "néo-paysans", Gaspard et Lucile nous font rencontrer cinq personnes qui se sont associées dans une activité de cueillette et de récolte. Une organisation collective qui leur a permis de s'installer plus facilement et de se dégager du temps.

DANS LE SEAU LES BAIES ROUGES S'ACCUmulent au rythme du geste vif de Nicolas qui les cueille trois par trois. "Après la première gelée, il ne faut pas tarder sinon elles sont toutes mangées par les oiseaux." Le cynorrhodon est communément appelé "gratte-cul" pour ses poils à l'intérieur du fruit occasionnant de fortes démangeaisons. Mais le gratte-cul n'est pas sans vertus : cette petite baie comporterait vingt fois plus de vitamine C que l'orange.

"Je suis cueilleur-agriculteur, je vis autant de cueillettes sauvages que de mes propres plantations", explique le trentenaire qui progresse le long des arbustes. La discussion réchauffe l'humidité du mois de novembre. "Je connais bien l'endroit ici, je sais où il y a de quoi cueillir !"

Nous sommes à la limite des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle. Vallons, sous-bois, cours d'eau, forêt, Nicolas porte dans son regard une conscience du paysage et avec elle la connaissance fine de sa flore. Seules les heures passées à parcourir la lande et les reliefs font ce qu'il appelle "un bon cueilleur".

CINQ À LA FERME

Comme ses associés Noémie, Sabrina, Clément et Chacha, Nicolas voit un revenu convenable tomber sur son compte à chaque fin de mois. A cinq, ils vivent avec une surface agricole de deux hectares seulement. "40% de cueillette sauvage, 60% de récolte sur nos propres plantations cultivées en bio", précisent-ils.

Ail des ours, bluet, camomille, calendula, arnica, verveine, certaines se reconnaissent plus facilement que d'autres, les yeux fermés. "Travailler son odorat fait partie du métier" d'après Clément qui allume le séchoir de la ferme pour déshydrater le cynorrhodon fraîchement récolté.

70% de la production est vendue directement à la ferme, située à 100 mètres de la route la plus passante des Vosges, à deux pas de Gérardmer. Le magasin à l'entrée est une variante de la caverne d'Ali Baba. Une légère odeur de thym citronné accueille le visiteur. Sur les étals en bois, des tisanes mauve ou monarde, du pesto à l'ail des ours, du baume au calendula ou à l'arnica. Sous les bouquets de fleurs séchées accrochés au plafond, de la compote de bluet, du sirop aux fleurs



DR

Cueillette de cynorhodon

de bouillon blanc entre deux eaux florales de carotte sauvage.

La boutique donne directement sur les grandes vitres de l'atelier de distillation qu'on appelle "l'aquarium" parce qu'on nous regarde comme des poissons ! Chacha, ancien électricien, s'affaire auprès de l'alambic, les manches de son pull retroussées. "Le département compte en majorité des fermes de polyculture-élevage. Pour la Chambre d'agriculture, nous fabriquons des produits exotiques !" Pourtant évoquer l'exotisme revient à mal connaître le coin. "On fait tout ce qu'il y a de plus typique !" sourit Chacha près de l'alambic qui délivre goutte par goutte une huile essentielle de sapin pectiné.

De l'autre côté de l'aquarium, Sabrina n'a pas l'air de buller. Elle prépare des huiles aromatisées aux plantes. "Tous les lundis à la réunion d'équipe, on se répartit le travail. Noémie et moi, nous nous occupons davantage de la partie transformation. Mais en été et automne, les récoltes nous mobilisent tous entièrement." La réunion du lundi, fort conviviale, est parfois animée, "nous avons beaucoup de choses à apprendre : le groupe actuel s'est formé voici deux ans." La ferme elle, a été bâtie il y a une dizaine d'années, par un couple de Lorrains ayant déménagé depuis, et Chacha qui est désormais le doyen de l'équipe.

LE COLLECTIF, UN LEVIER POUR ACCÉDER AU MÉTIER ET LE TRANSFORMER

Parmi les cinq, aucun n'a grandi dans cette ferme. Les derniers arrivés, Clément et Sabrina, ont cherché pendant plusieurs années des terres avant de poser bagage ici. "Quand on ne reprend pas la ferme des parents, quand on n'est pas issu du milieu agricole, il existe de fortes barrières à l'entrée de la profession." Le foncier agricole se transmet encore aujourd'hui par héritage familial, ou le cas échéant, il se retrouve dans les mains du voisin agriculteur qui désire s'agrandir.

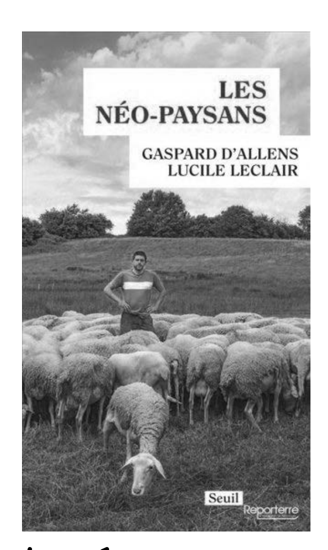
S'associer en Gaec (1) apparaît alors comme une voie possible pour qui veut devenir agriculteur sans être du sérail, avec un apport en capitaux trois à quatre fois moindre que pour une installation agricole qui, en moyenne, s'élève à 125 400 €. Travailler à plusieurs permet de mieux répartir le coût de l'outil de travail et d'offrir aux nouveaux arrivants une stabilité d'emblée : "On a pu toucher un revenu dès le premier mois" explique Sabrina. "Si on avait repris une ferme à deux, notre taux d'emprunt aurait été bien supérieur, et on n'aurait pas pu dégager de revenu immédiatement."

Mais le collectif allège aussi les décisions, prises en commun, et le temps de travail. La "ferme du bien-être" porte plutôt bien son nom car ici on prend trois semaines de vacances par an et on ne travaille pas plus de quarante heures en moyenne par semaine.

"Nous n'avons pas la mentalité de travailler sans jamais s'arrêter, fortement ancrée chez nos pairs" raconte sereinement Nicolas, qui perçoit aussi son origine non agricole comme un atout : "Je ne suis pas fils d'agriculteurs, et je me fiche de ce que pensent les gens du cru. C'est une chance parce qu'on amène d'autres manières de voir le métier."

Un regard extérieur nécessaire pour transformer le milieu agricole et renouveler ses effectifs. Chaque année, on compte en moyenne 20 000 départs en retraite pour 13 000 installations. Les enfants d'agriculteurs ne constituent plus un vivier suffisant pour prendre la relève. Elle se fera aussi en dehors des familles d'agriculteurs. Les "néo-paysans" représentent déjà à eux seuls 40% des installations agricoles aujourd'hui.

Gaspard d'Allens
Lucile Leclair ■



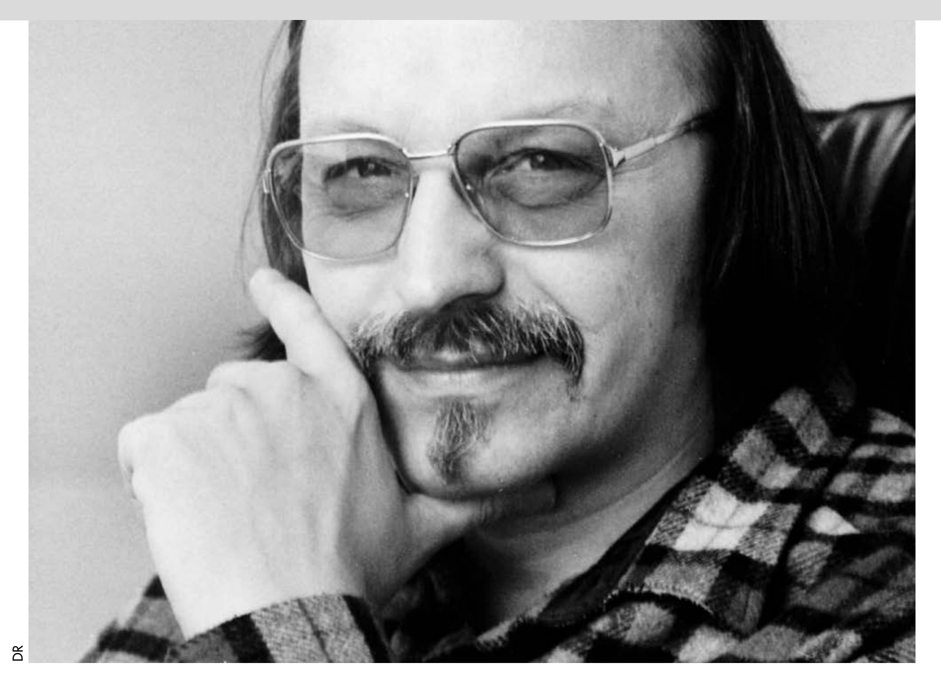
Les néo-paysans

Les auteurs de cet article ont écrit *Les néo-paysans* (Seuil, 2016). Alors que le monde agricole se débat dans la crise et que des milliers d'agriculteurs abandonnent chaque année leur métier, des jeunes et moins jeunes gens venus de la ville, sans ancrage familial dans la paysannerie, choisissent de travailler la terre et s'installent ici et là, aux quatre coins de la France, en maraîchage, élevage, culture. Succès, échecs, difficultés, bonheurs : peu à peu, ils renouvellent l'activité et apparaissent comme le ferment d'une agriculture en mouvement, écologique et pleine d'espoir. Une série de portraits vifs et denses.

La ferme du bien-être,

tél. : 03 29 61 40 85,
fermedubienetre88400@orange.fr.

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun.



DR

Didier Daeninckx, chercheur de pépites politiques

Dans ses livres, une centaine, dont beaucoup de romans policiers, Didier Daeninckx, 66 ans, a choisi d'introduire la critique sociale. Un travail de recherche pour rendre visibles des faits qui ont leur importance dans la compréhension du monde d'aujourd'hui.

Comment concevez-vous le polar ?

Didier Daeninckx : Pour moi c'est mettre en avant les petites gens. Il y a tout un tas d'univers de gens qui ont influé de manière millimétrique l'histoire. Mais ce côté millimétrique multiplié par des millions fait que ça pèse véritablement.

JE TOMBE SUR UNE PÉPITE ET JE DÉVELOPPE LE FILON

Concevez-vous la littérature comme un moyen de formation, d'éducation ?

Ce serait présomptueux de se mettre à écrire pour ça, ce serait la meilleure manière de ne pas écrire une ligne.

Quand j'écris c'est l'étonnement. Je fais des recherches, j'essaie et d'un seul coup la réflexion que j'ai c'est "mais ce n'est pas possible, pourquoi personne ne l'a jamais raconté ?". Je suis un peu chercheur d'or littéraire. Je tombe sur une pépite et après je développe le filon.

Récemment j'ai écrit *Mortel Smartphone*. J'étais tombé sur des informations sur le fait que les smartphones ont pu être miniaturisés grâce à un matériau rare, le Coltan, qui permet de faire passer l'électricité sans chauffer. Avant il fallait des téléphones très épais pour disperser la chaleur sinon on se brûlait l'oreille.

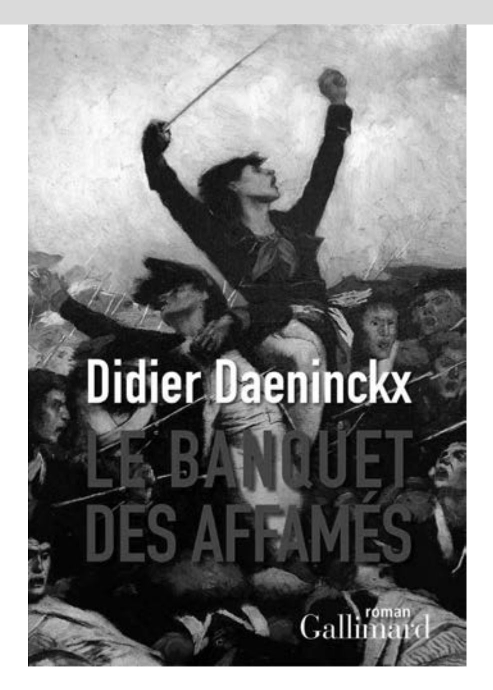
Le Coltan provient principalement du Congo, de la région du Kivu aux mains de milices de fous furieux qui ressemblent à Daesch. Ils ont mis en esclavage des dizaines de milliers d'enfants qui récoltent ce matériau. J'ai écris une histoire sur un môme qui va par une volonté farouche arriver au cœur de l'Europe et essayer d'alerter le monde.

Pour les diamants du Sang en Sierra Leone on a réussi à mettre une traçabilité au niveau mondial et les guerres se sont arrêtées. Pourquoi n'arrivons-nous pas à le faire avec le Coltan et le pétrole ?

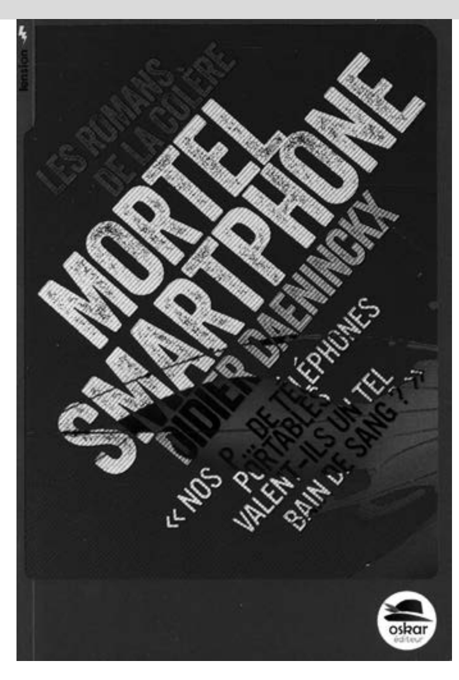
Auteur de l'actualité mais aussi de faits historiques ?

Il y a énormément de choses qui viennent du passé et qui nous sont nécessaires pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Par exemple, si des attentats effroyables s'abattent sur la France; il y a eu aussi Karachi, Bamako, Beyrouth... C'est la même chose dans plein d'endroits du monde !

J'ai aussi écrit un roman sur la commune de Paris, *Le banquet des affamés.* Le personnage principale est un comédien libertaire extraordinaire qui, à partir de 1885, quand son théâtre dégage des bénéfices, organise







des grands repas pour les exclus de la société dans le quartier Montmartre. C'est le banquet des affamés. Un siècle avant Coluche il invente les restos du cœur !

Il y a une certaine innocence à cette période, on pense que le progrès ne sert qu'au progrès de l'humanité. C'est la guerre de 14 qui va mettre un sens interdit quand le progrès va être domestiqué par la pulsion de mort.

J'ai replongé là dedans, une époque incroyable. De 1880 à 1910, jusqu'à l'exposition universelle, on pense que l'intelligence humaine va instaurer le paradis sur terre.

IL FAUT RECONSTRUIRE DES BULLES D'UTOPIE

Ne trouvez-vous pas que nous nous retrouvons dans la même situation, une époque d'insouciance ?

Il y a des bulles d'insouciance. Les trente glorieuses par exemple. Mais il y a en même temps la guerre d'Algérie, la décolonisation, l'exécution de Lumumba. On s'aperçoit que dans certains pays, il y a une pulsion extraordinaire du genre humain qui va essayer d'instaurer un espace de bonheur. On veut y croire donc on construit, puis il y a des coups de massue qui font exploser la bulle, à chaque fois.

J'ai vécu une de ces bulles au milieu des années 60 jusque dans les années 70. On avait l'impression que le balancier de l'histoire nous conduisait vers plus de liberté : la liberté de monter des radios libres, la liberté de leur corps pour les femmes, la liberté sexuelle... tout une série de choses où l'on avait l'impression que la libre expression des individus gagnait en intensité chaque jour. Aujourd'hui, on vit une période où la liberté des individus ne cesse d'être contingentée, ne cesse d'être réduite. Le balancier est reparti dans l'autre sens.

Il faut reconstruire des bulles d'utopie les plus larges possible et peut être qu'à un moment il y aura une masse critique qui s'imposera au monde.

Nous, romanciers, nous avons cette responsabilité de dire oui c'est possible on peut arriver à museler le monstre. On le fait par petite touche, je n'ai jamais eu l'impression que d'un seul coup un personnage allait arriver et régler tous les problèmes.

TOUS LES TOTALITARISTES S'ATTAQUENT À LA POÉSIE

Vous essayez de donner espoir, de pousser les gens à participer à la construction de cette bulle ?

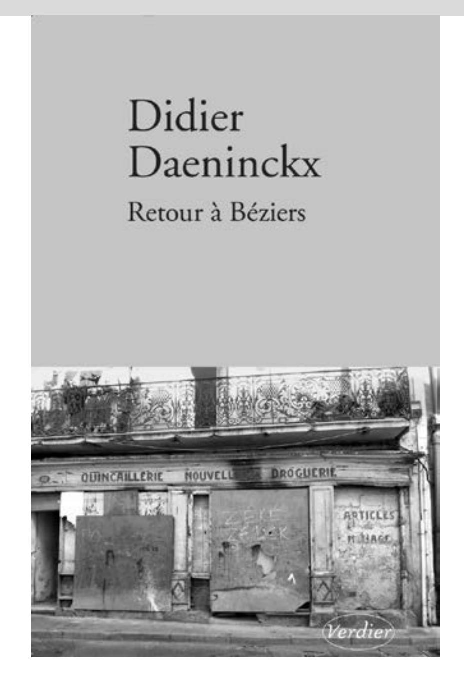
Pendant 30 ans je suis allé dans les collèges, les lycées, les universités, etc. pour parler de mes bouquins. À Lille, une libraire m'a dit "Je vous dois beaucoup, il y a 20 ans vous êtes venu dans ma classe au collège, après votre intervention je n'ai pas arrêté de lire et je suis devenue libraire". C'est fabuleux. C'est de la transmission, il y a une sincérité des rapports qui s'instaure et ça peut changer plein de choses.

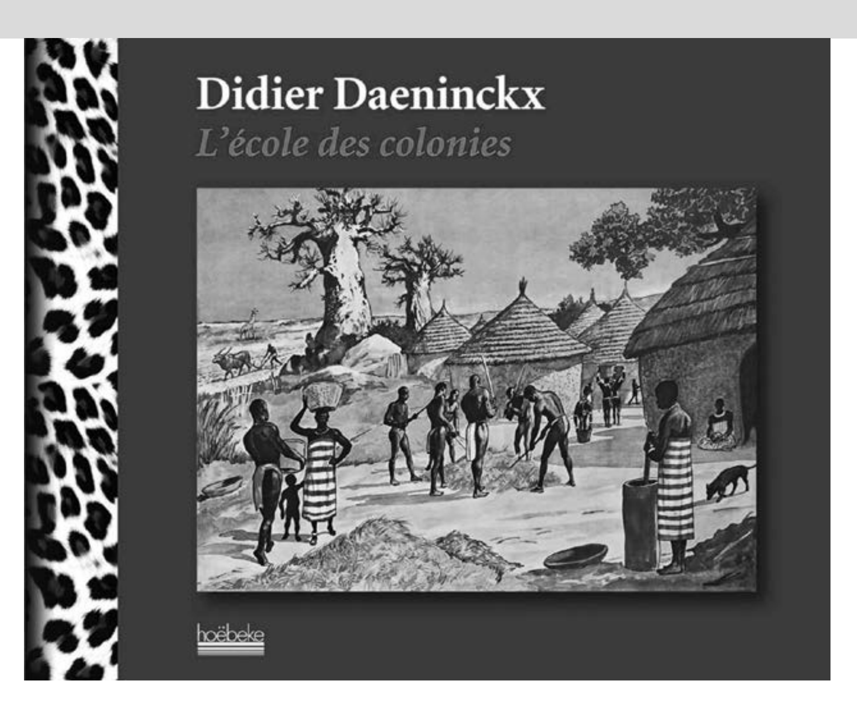
Le facteur humain est essentiel, dans la situation où l'on vit il faut plus de profs, plus d'éducateurs, plus de livres, plus de médiathèques. C'est la culture...

La secte des djihadistes s'attaque aux écoles maternelles, au musée juif, au Bataclan, à Charlie... que des lieux de cultures et de pensées. Des lieux de vie, de rencontres, des lieux où les mots ont des sens multiples. Pour eux les mots ne doivent dire qu'une seule chose. Tous les totalitaristes s'attaquent à la poésie. Franco fait fusiller Federico Garcia Lorca dès 1936, parce que la poésie, l'écriture c'est comme un diamant, vous lisez ça dix fois, vingt fois et ce sont des sens différents comme un diamant envoie des rayons dans tous les sens. C'est inépuisable.

Quelques ouvrages récents

- Le banquet des affamés (2012) les Restos du cœur peu après la Commune de Paris.
- La pub est déclarée (2013) comment le milieu publicitaire a profité de la guerre entre 1914 et 1918.
- Mortel smartphone (2013) derrière nos téléphones portables la guerre et l'esclavage
- Retour à Béziers (2014) comprendre comment le FN s'est implanté dans cette ville.
- Caché dans la maison des fous (2015), naissance de la contre-psychiatrie en temps de guerre.
- L'école des colonies (2015), comment dans nos colonies, les enfants apprennent à être français.





L'UTOPIE PEUT NAÎTRE MÊME DANS LA NUIT LA PLUS NOIRE

Comment vous vient l'inspiration ?

Des rencontres et des lectures, entre autres.

Pour mon dernier texte, *Caché dans la maison des fous,* je m'intéressais à Paul Eluard. Il est né à Saint-Denis, pas loin de chez moi, à 50 mètres du lieu des attentats du mois de novembre 2015, à quelques jours de l'anniversaire de sa mort.

Paul Eluard donc, a écrit sur la folie une série de poèmes *Souvenirs de la maison des fous.* Il a passé plusieurs mois avec sa femme, caché dans un hôpital psychiatrique en Lozère en 1943-1944, caché par un réseau de résistance car il était recherché par la Gestapo pour avoir écrit le poème *Liberté.*

Dans cet hôpital, il y avait des gens extraordinaires qui ont sauvé les fous de la famine. En plus de Paul Eluard, il y avait un philosophe, un historien du cinéma et une jeune femme qui a été une grande dame de la télévision, Denise Glaser qui a interviewé Ferré, Ferrat, Brassens... dans l'émission Discorama.

J'ai raconté l'histoire de cet hôpital psychiatrique et la rencontre de Paul Eluard et de Denise Glaser dans ce lieu où s'est créé l'art brut, où Jean Dubuffet a pris contact avec les malades internés qui faisaient de la sculpture, de la peinture, du tissage...

Pour moi c'est une histoire symbolique : dans les pires conditions de la nuit de l'Occupation, le froid de la Lozère, l'isolement le plus total, dans un hôpital psychiatrique, des gens inventent la psychiatrie moderne, l'art brut, l'art thérapie, un poète écrit des poèmes admirables. L'utopie peut naître même dans la nuit la plus noire. Dans les conditions les plus dures, les plus pesantes, on peut se projeter dans l'avenir, on peut bousculer, on peut être dans le bien commun. C'est le message envoyé par ces gens.

CRÉER DES ESPACES DE VIE, D'ÉMERVEILLEMENT, D'INTERROGATION

Pensez-vous que le mouvement culturel va suffisamment dans ce sens là, que nous ne sommes pas trop dans la société du spectacle, du divertissement qui permet de ne pas voir ce qu'il se passe ?

Tout à fait, nous sommes en plein dedans. Cette société on en voit les effets avec les télés à jets continus. Ce n'est pas la qualité de ce qu'ils font c'est le principe même : vous êtes devant ces chaînes, on vous annonce un fait extrêmement violent, deux heures après on vous le remet en scène. Vous avez une émotion considérable le première fois, la deuxième fois elle est émoussée, la dixième fois vous dites ils n'ont pas autre chose à raconter. L'émotion est domestiquée. Je ne sais pas comment on va s'en sortir mais il y a une logique et des moyens d'information qui font qu'on est en train d'atténuer la capacité de sentiment du public. On a l'impression que les yeux deviennent aussi insensibles que les écrans.

Je vois à travers toutes les rencontres, le spectacle live, cette émotion, on sait que ce ne sera pas joué deux fois de la même manière.

La seule solution serait de préserver et de continuer à créer des espaces où les individus se rencontrent, où devant eux se joue quelque chose d'unique. Je crois que c'est la seule réponse à cette technicité qui est autour de nous, que l'on ne changera pas, qui est là pour toujours.

Comme après les attentats, si on baisse les bras on fait entrer la mort en nous. Si on se retranche c'est notre propre mort que l'on fait rentrer dans notre vie. C'est une capitulation totale.

Il faut créer des espaces de vie, d'émerveillement, d'interrogation.

Entretien réalisé par **Jocelyn Peyret** ■

J'ai un doute

Les politiques palabrent, les médias palabrent.
Ils jettent des mots en pâture
Exode, invasion, déferlement, insécurité…
"Nous ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde"
Mais par contre on peut aider toutes les banques du monde
"Nous ne pouvons pas accueillir tous les migrants"
Par contre on peut accueillir tous les dictateurs du monde
Alors, je ne sais plus, j'ai un doute
J'ai un doute sur notre démocratie
L'un des plus grands bidonvilles d'Europe se situe à Calais
États d'urgence ? Urgences pour qui ? Pour quoi ?
Urgence de casser les luttes, de ficher encore plus
De casser les pauvres, de casser l'autre
Et pendant ce temps qui n'est pas encore celui des cerises
Le fascisme s'installe ici et ailleurs
Alors j'ai un doute
Joker, je pioche, merde c'est Sarko
Je repioche, merde, c'est Hollande
Je rerepioche, MERDE, là c'est trop !
Jean-Yves Torre
Corse

Elevage et changement climatique

Je souhaiterais répondre à votre petit article : "Réduire sa consommation de viande" (Silence n°442 p. 19), présentant une des affiches de L214, dont je ne suis pas opposée à la censure. Consommer un peu de viande ne rime pas forcément avec la disparition de la banquise… Je m'explique.
Il est vrai que les études scientifiques montrent un fort impact de l'élevage sur le réchauffement climatique (l'élevage représente bel et bien environ 15% des émissions anthropiques de GES à l'échelle mondiale). En effet, on consomme beaucoup de produits animaux et certains systèmes d'élevage d'aujourd'hui (dits "intensifs") ont été promus par certains politiques, commerciaux ou scientifiques durant des années, lorsque l'agriculture était vue comme une production dissociée de l'environnement. Aujourd'hui donc, une réduction de la production et la consommation de viande (et de fromages et d'œufs donc !) dans les pays occidentaux permettra de réduire l'empreinte carbone.
Mais l'élevage français ne se résume pas aux importations de soja brésilien, à la pollution des eaux et de l'air ou aux scandales récents de certains abattoirs. Beaucoup d'éleveurs travaillent avec l'environnement et dans le bien-être animal (c'est de toute façon plus rentable).
Les chercheurs mettent aussi en valeur l'importance du maintien de certains élevages sur nos territoires : ces animaux valorisent l'herbe de nos prairies et de nos montagnes (les prairies stockent du carbone !), les résidus de nos cultures, les grains déclassés… Ils recyclent nos coproduits (de meunerie, d'amidonnerie, d'huilerie…) et nos gaspillages pour produire des denrées alimentaires : du lait, de la viande, des œufs… mais aussi du cuir, de la laine et des fertilisations organiques pour les cultures. L'élevage contribue à préserver le paysage, et joue un rôle de cohésion sociale dans les zones rurales. Dans d'autres pays du monde, ils sont une véritable source d'alimentation. Le prix à payer pour la survie est un peu de méthane…
En France, on produit beaucoup. Produire moins et mieux serait favorable à l'environnement. Et puis, sommes-nous vraiment prêts à abandonner nos fromages AOP ? (Petit rappel : il n'y a pas de production de lait sans production de viande).
Ces paysans qui nous nourrissent, entretiennent nos terres et qui sont à la base de notre gastronomie française voient ainsi leur élevage associé à la disparition de l'ours polaire. A nous de soutenir l'agriculture que nous souhaitons par le choix de nos consommations. Ce qui ne veut pas forcément dire abandonner les produits animaux. Beaucoup d'éleveurs et de scientifiques sont depuis plusieurs années à la recherche d'alternatives, ne leurs collez pas cette étiquette de pollueurs… ! Merci pour eux.
O Tucano

Transition énergétique et énergie grise



ARTICLE | Soleil social et citoyen

La production électrique des photopiles installée sur les toitures va aider à l'installation de nouveaux agriculteurs

Vers un Larzac à énergie positive

La gestion collective de 8000 hectares via la SCTL, Société civile des terres du Larzac, et la SC GFA, société civile Groupement foncier agricole, a permis le renouveau d'une agriculture paysanne diversifiée. Cependant, le Larzac était, jusque récemment, peu novateur en matière d'énergies renouvelables. Quelques éoliennes artisanales dès les années 1970, de rares panneaux solaires, du chauffage au bois, et pas grand-chose d'autre.

Depuis quelques années, les choses changent. Pas du côté éolien, malgré un important potentiel, car la valeur paysagère du plateau (en partie classé au patrimoine mondial de l'Unesco, avec les Cévennes voisines), ainsi que la présence du camp militaire, de servitudes aériennes, mais aussi d'opposants virulents, ont pour l'instant bloqué toute implantation de grandes éoliennes.

En revanche, la filière bois-énergie se développe depuis plusieurs années. L'activité est coordonnée par l'association Les Bois du Larzac. Les chaudières à plaquettes forestières se multiplient (La Salvetat, Saint-Martin, Jassenove, Montredon…), mais pour reconquérir des parcours à brebis envahis par le pin sylvestre, il faudra que les collectivités et autres gros clients locaux s'équipent et absorbent au moins 2500 m³ de plaquette forestière du Larzac. Vivement que le prix du pétrole augmente à nouveau, et que l'on taxe sérieusement le carbone fossile.

DU SOLAIRE GÉRÉ COLLECTIVEMENT

Le soleil brille généreusement sur le Larzac. Ailleurs dans le sud de la France, les tarifs incitatifs de rachat de l'électricité solaire par EDF ont poussé des agriculteurs à construire des hangars surdimensionnés, voire totalement inutiles, pour profiter de l'aubaine d'une toiture qui paie le bâtiment. Telle n'est pas la démarche de la SCTL et du GFA Larzac.

Tout est parti, en 2014, d'un nouveau fermier de la SCTL qui souhaitait rénover une toiture en mauvais état et financer les travaux par du photovoltaïque. Le fonctionnement de la SCTL est atypique : le fermier bénéficie d'un bail de carrière (il peut rester jusqu'à l'âge de la retraite), il s'engage à effectuer les travaux d'entretien et de rénovation, sachant qu'il sera indemnisé, à son départ, suite au calcul d'une valeur d'usage. Comme la SCTL reste propriétaire des bâtiments, la réflexion au sein du conseil de gérance et avec les fermiers concernés a abouti à l'idée d'équiper plusieurs toits en photovoltaïque, et de consacrer les bénéfices, après remboursement des emprunts, à aider des fermiers à rénover leurs toitures, car le coût de réfection d'un toit caussenard, surtout quand il est en lauzes calcaires, est prohibitif.

Le montage financier laisse entrevoir des rentrées financières, dans une dizaine d'années, d'environ 52 000 € par an, qui serviront à préserver le patrimoine

30 Silence n°442 février 2016

J'ai beaucoup apprécié l'article de Thomas Lesay sur la transition énergétique du Larzac (Silence n°442 p.30). Ici, dans les Pyrénées-Orientales, de jeunes entreprenants, dans la même perspective, ont fondé CATNR, qui est une SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif). Ici aussi, on pose force panneaux photovoltaïques sur des toits de granges, mais aussi, malheureusement, comme dans ma commune du Soler, sur des dizaines d'hectares de terres nourricières. (…)
Je crains qu'il n'y ait très souvent une part de "greenwashing" dans le fait de se proclamer "territoire à énergie positive". La ville de Perpignan brandit cela comme une oriflamme après avoir équipé des hectares de toitures de sa zone commerciale et industrielle de Saint Charles. Mais on nous parle toujours de la consommation directe de ces 800, 3000 ou 100 000 habitants, c'est à dire de l'énergie qui chauffe les maisons, fait tourner les machines à laver, et mouliner les ordinateurs et autres quincailleries "high tech". Si l'on veut être responsable et exhaustif (mais le veut-on ?), il faut intégrer dans cette réflexion l'énergie grise, celle qui a servi à construire, équiper et meubler la maison, à assembler la voiture et l'électroménager, et à fabriquer toute l'électronique. (…) Cela peut représenter plusieurs fois l'énergie directe. Adieu, alors, l'autonomie autoproclamée. Un seul chiffre : certains bâtiments (voir du côté d'Ecobâtir) nécessitent pour leur construction 30 ans de l'énergie qu'ils consomment annuellement pour leur fonctionnement. (…) Combien de temps mettent les capteurs et les éoliennes à "rembourser" l'énergie grise qui a servi à les fabriquer et les installer ? (…)
Jean Monestier
Pyrénées-Orientales

Silence : *Il existe des études faites par les industriels sur internet (http://eolienne.f4jr.org/energie_grise_d_une_eolienne). On peut y lire qu'une éolienne rembourse son énergie de fabrication en 3 mois (en mer) et 2,6 mois (sur terre). Pour les photopiles, selon l'association Hespul (http://www.photovoltaique.info/IMG/pdf/PV_Fab_Envt_final_26082009.pdf), le temps de retour est de 1,9 à 3,3 ans selon les modèles.*

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Silence : Nous avons reçu plusieurs réactions à l'article sur le compteur Linky, qui toutes vont dans le même sens. Nous en avons sélectionnée une et nous y apportons quelques réponses.

Compteurs Linky

Je suis gravement choquée par l'article que vous avez fait paraître à propos du compteur Linky. Cet article à la première lecture se révèle un modèle d'impartialité, mais quand on connaît un peu le sujet, on comprend qu'elle est feinte. Quand on escamote ainsi des pans entiers de la réalité, comment appeler cela ?
Je détaille : comment peut-on parler de ce compteur sans évoquer les concentrateurs qui collectent leurs données ? Sans parler du Cos Phi, qui est certes une notion technique, mais incontournable dès que vous vous intéressez un peu à la question, et générateur de pollutions. Votre "enquête" maintient le sujet dans le flou, on ne sait pas comment elle a été réalisée, dans quelles conditions vivent les personnes qui ont répondu. Vous pensiez peut-être tomber sur un EHS, perdu au milieu de l'electrosmog lyonnais ? Il y a pourtant de graves conséquences ressenties par les détenteurs ou les voisins des détenteurs de Linky.
(...) Vous osez faire l'impasse sur le pouvoir des communes (pour combien de temps ? c'est là qu'il faut être alarmiste), propriétaires des compteurs... pourtant tous les sites l'évoquent. De plus, vous osez affirmer que les problèmes des EHS sont résolus par l'installation de câbles blindés... alors pourquoi doivent-ils fuir les villes, aller dormir en montagne, en zones blanches ? Et vous parlez d'électrosensibilité deux pages avant... un peu schizophrène tout ça.
(...)
Bref, faire un article court, c'est virer des infos. Donc on ne fait pas d'article. Sinon le résultat est celui-là : je vois des avantages certains (très bien présentés, félicitations), et des inconvénients flous... mon opinion est faite ! Voyez la malhonnêteté dans laquelle vous vous êtes engagé (...).
Marie-S. Labesse
Pyrénées-Atlantiques

La réponse de Michel Bernard : Je vais vous faire une réponse personnelle. Ma femme étant électrosensible, nous n'avons pas de téléphone portable dans notre appartement et nous avons essayé à plusieurs reprises différentes box internet sans succès, ma femme ne supportant pas les ondes émises.
Nous avions donc les plus grandes craintes quand il y a maintenant 5 ans, on nous a proposé d'installer le compteur Linky à propos duquel nous n'avions comme information que celles d'associations que nous connaissions (Robin des Toits, Priartem, Next-up...).
Je suis intervenu auprès de notre régie pour demander que le nouveau compteur reste sur le palier et non dans l'appartement. Cela a été accepté. Ma femme ne ressent absolument rien provenant de ce nouveau compteur.
Cela m'a plus qu'interrogé et j'ai commencé à douter des informations que je recevais en tant que journaliste.
J'ai pris contact avec un électricien présent dans le salon écolo Primevère : Jean-Noël Antoine, Volthelios (www.volthelios.fr) qui est venu chez nous pour mesurer les champs électromagnétiques : il a fait des mesures autour du compteur Linky et comme on peut le voir sur une vidéo présente sur le site de Next-Up, effectivement, au-delà de 2,5 m, on ne mesure plus rien.
Nous avions pris une box internet pour la tester. Jean-Noël Antoine a mesuré les champs de cette boite et nous a proposé de mettre la boite dans un voile métallique relié à la terre. Nous avons acheté ce voile spécial à une jeune société de la région (Natur'Onde, contact@naturonde.fr, tél : 09 81 39 30 94). Il nous a aussi indiqué comment remplacer certains câbles électriques de la maison par des câbles blindés que nous avons achetés dans un magasin informatique pour les câbles ethernet (à LDLC.com, 22, rue de la Gare, 69009 Lyon). Il y a effectivement une erreur dans l'article : les câbles électriques et les multiprises ont été achetées en Allemagne par le biais de Volthélios.
Au total, pour mesures, conseils, installation et matériel, nous en avons eu pour 1500 €. Mais nous pouvons maintenant avoir internet chez nous et nous avons baissé les champs dans toutes les pièces (mais nous n'avons toujours pas de téléphone portable).
A ce moment-là, Jean-Louis Gaby, électrotechnicien à la retraite, administrateur du réseau Sortir du nucléaire, nous a proposé un article sur le Linky où il disait les quelques avantages qu'il peut avoir (permettre plus facilement certaines connexions dans le cas des énergies renouvelables, le compteur étant réversible contrairement aux anciens). N'étant pas technicien, je lui ai dit mes doutes sur les champs électromagnétiques et comme expliqué dans l'article, nous avons enquêté auprès d'un large fichier de Lyonnais pour connaître leur opinion ainsi qu'auprès des associations. Le résultat est dans l'article : à part l'exemple de l'ascensoriste qui travaille près des compteurs dans les cages d'escaliers, aucun autre témoignage spécifique au compteur Linky... Libre à vous d'estimer que l'enquête n'est pas satisfaisante...

Nous avons également reçu... 1/2

Essais

■ **Fragiles ou contagieuses, le pouvoir médical et le corps des femmes,** *Barbara Ehrenreich et Deirdre English, traduction de Maie Valera, éd. Cambourakis, 2016 [Etats-Unis, 1973], 150 p. 18 €.* Après avoir éliminé les sorcières, la médecine est devenue un outil du pouvoir masculin. Se substituant progressivement à la religion, le système médical est aujourd'hui le seul à pouvoir décider qu'une personne est saine d'esprit ou non. De là à déclarer les femmes militantes comme contagieuses, il y a un pas qui a été souvent franchi par le passé. Un livre qui rappelle les dérives historiques et sexistes de la médecine masculine. La postface d'Eva Rodriguez interroge sur ce que le féminisme a réussi à modifier depuis 40 ans.

■ **Les enfants peuvent bien attendre,** *Unicef, 2015, 180 p. Gratuit sur internet,* 25 experts pour analyser ce qui s'est passé depuis 25 ans que la France a signé la Convention relative aux droits de l'enfance. Elle a encore de quoi faire !

■ **Ecolonomie, entreprendre sans détruire,** *Emmanuel Druon, préface de Rob Hopkins, éd. Actes Sud/Domaine du possible, 2016, 192 p. 20 €.* L'auteur, patron d'une entreprise de 120 salariés, poursuit ici sa réflexion entamée dans son précédent ouvrage Le syndrome du poisson-lune. Une démarche intéressante qui pourrait inspirer de nombreuses entreprises, même si l'auteur n'aborde que peu les limites que cela implique.

■ **Au-delà de la rareté, l'anarchisme dans une société d'abondance,** *Murray Bookchin, traduction de Helen Arnold, Daniel Blanchard, Vincent Gerber et Annick Stevens, éd. Ecosociété (Montréal), 2016 [1965-1970], 280 p. 20 €.* L'auteur a été un des premiers à étudier le lien entre anarchisme et écologisme. Critiquant une vision marxiste qui dans une société de consommation n'arrive jamais à satisfaire les besoins, il propose au contraire une société d'abondance où l'on développe du bien-être dans les limites que nous fixe la planète. Les bases théoriques de l'écologie sociale.

■ **Cerveaux en danger, protégeons nos enfants,** *Philippe Grandjean, traduction d'Odile Demange, éd. Buchet Chastel, 2016, 304 p. 22 €.* Professeur de médecine environnementale au Danemark et aux Etats-Unis, l'auteur nous alerte sur la montée rapide des maladies neurologiques chez les enfants. Le cerveau, dès la grossesse, est agressé par des polluants (métaux lourds, pesticides, PCB...) qui menacent le développement normal du cerveau. Après une longue présentation des connaissances scientifiques, il montre comment l'industrie essaie de discréditer les chercheurs pour continuer à polluer. Enfin, il propose de ne pas mettre sur le marché de nouveaux produits sans faire les études d'innocuité avant.

■ **Alimentation & santé au quotidien : les idées fausses,** *Philippe Mathelet, éd.La Vallée heureuse (Toulouse), 2016, 80 p. 7,90 €.* Le livre survole une vingtaine d'affirmations pour assurer que certaines sont vraies, d'autres fausses avec seulement quelques références à chaque fois. C'est trop court.

■ **Changer le monde en deux heures,** *Pierre Chevelle, 2015, 116 p. 14,90 €.* Présentation d'une dizaine de projets qui, selon l'auteur, peuvent changer le monde. Cela peut sans doute donner des idées d'engagements, mais manque totalement de sens critique. Le "tout positif" a aussi ses limites.

■ **Le bio Grow Book,** *Karel Shelfhout et Mig, dessins de Pic Lelièvre, traduction Karima Horvath, éd. Mama, 2016, 560 p. 39 €.* Un énorme pavé présente avec de nombreuses photos et dessins (50 % de l'ouvrage), l'agriculture biologique, avec explications scientifiques de ce qui se passe dans nos sols, de ce qu'apporte le compost, le terreau, ce que prennent les cultures. Mais après avoir présenté les nombreuses variantes de la bio (biodynamie, permaculture...) les auteurs partent dans le délire des cultures hors-sol, sous éclairage artificiel et de vanter les fermes-usines... Une propagande pour l'artificialisation de la bio totalement anti-écologique.

Les saboteurs du climat

Nicolas de la Casinière



Une étude parue en novembre 2013 dans la revue scientifique Climatic Change identifie 90 entités (entreprises et états) responsables de 63 % des émissions industrielles de CO2 et de méthane qui se sont accumulées dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle. Il apparaît clairement que la crise climatique que nous traversons a été principalement causée par les producteurs de pétrole, de gaz et de charbon, qui ne représentent pas moins de 83 entités sur les 90 pointées du doigt, les restantes étant productrices de ciment. Nicolas de La Casinière, journaliste indépendant et correspondant à Nantes de *Reporterre* et de *Libération*, gratte le vernis de greenwashing sous lequel se dissimulent ces entreprises, livre des chiffres et donne des noms… Pour enrayer le changement climatique, il faut empêcher de nuire les saboteurs du climat et bien connaître ses ennemis ! PM.

Ed. Seuil en partenariat avec Reporterre, 2015, 144 p., 10 €.

Anticapitalistes, une sociologie historique de l'engagement

Florence Johsua



C'est une sociologie des militant. e. s trotskystes dont il est question ici. S'appuyant sur une quarantaine d'entretiens, sur ses propres observations, sur de nombreuses analyses statistiques sans oublier un interrogatoire titanesque des talons de cartes d'adhérent. e. s (plusieurs milliers !), l'auteure dresse une étude sociologique de la LCR puis du NPA. Elle s'intéresse au processus de transformation de l'une à l'autre. Elle s'arrête notamment sur la recrudescence d'adhésions au parti après l'élection présidentielle de 2002 et sur la baisse des effectifs dans les années qui ont suivi. On peut regretter un vocabulaire universitaire qui ne facilite pas la lecture. Le travail de Florence Johsua, aussi intéressant soit-il, ne reflète guère la diversité du courant anticapitaliste. PM.

Ed. la découverte, 2015, 280 p. 23 €.

Le travail Histoire d'une idéologie

Guillaume Borel



L'évolution de la notion de travail n'est pas seulement due aux progrès technologiques, mais aussi aux désidératas des pouvoirs politiques et religieux. En effet, selon les besoins en main-d'œuvre, les interprétations du clergé et les exploitations industrielles modelèrent hommes, femmes et sociétés à leurs volontés. De la Révolution française à la révolution industrielle jusqu'à la récente révolution informatique, l'idée de travail et de non-travail n'a servi qu'à travestir l'exploitation au profit d'une classe dirigeante. L'auteur défend entre autres un changement de paradigme adapté à notre époque de chômage, en proposant que ce ne soient plus les salaires qui soient taxés, mais le capital.
Cette Histoire d'une idéologie permet de comprendre comment, depuis la fin du nomadisme, s'est peu à peu installé un pouvoir construit sur les surplus de production, l'oppression des peuples et son pendant, une société sécuritaire. JP.

Ed. Les éditions Utopia, 2015, 90 p. 6 €

Coopératives contre capitalisme

Benoît Bornits



L'auteur nous présente les intérêts et les enjeux des coopératives de production, les SCOP. À la différence des coopératives de consommation, elles ont pour but de répartir le pouvoir et les décisions entre les coopérateurs, c'est-à-dire les salarié-es et non les actionnaires.
En temps de crise économique, quand les profiteurs quittent le navire, la coopérative peut-être la solution pour la survie de l'activité et des emplois. Benoît Bornits regrette que peu de coopératives soient créées au départ de l'activité plutôt qu'en situation de crise. Plusieurs exemples viennent étayer les arguments de l'auteur, qui sait fort heureusement faire la part des choses et pointer autant les échecs que les réussites de ces initiatives.
Vous ressortirez de cette lecture avec une autre compréhension des possibilités du travail collectif, hors de la compétitivité agressive de l'économie de marché. JP.

Ed. Syllepse, 2015, 190 p. 10 €

Mon enfance sauvage

Djalla-Maria Longa



Dans les années quatre-vingt, un couple de hippies s'installe dans les montagnes ariégeoises. Ils y élèvent leurs huit enfants, en autarcie : ni eau courante, ni électricité, ni lit, ni plastique, ni école… Djalla y grandit, un peu écartelée entre sa famille (la conformation grégaire), sa vie solitaire ("sauvage") dans les montagnes, et son autonomie. Elle imagine que le mode de vie urbain pourra mieux satisfaire ses besoins. Parfois rebelle, elle fait à petits pas – enfant, puis jeune femme – le chemin inverse de ses parents, pour connaître ce monde "d'en bas" qu'elle a idéalisé. Actuellement écrivaine et éditrice – elle qui n'est jamais allée à l'école ! – elle goûte au meilleur des deux mondes. Avec verve, elle raconte son enfance parfois rude, mais si authentique. Elle témoigne également, avec franchise, de son itinéraire singulier, celui d'un être conscient qui explore le monde, y cherche sa place et se construit. Émouvant, passionnant, inspirant. JPL

Ed. Glénat, 2015 (2011), 303 p., 19,99 €.

La révolution de proximité

Bernard Farinelli



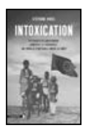
Spécialiste du développement local, Bernard Farinelli montre ici tout l'intérêt du mouvement néo-rural autour de nouveaux concepts que sont la relocalisation de l'économie, le ralentissement volontaire, la coopération. Ceux-là peuvent-ils répondre à trois problèmes majeurs actuels : la destruction de la nature, la raréfaction du travail salarié, et les changements provoqués par le numérique ? La relocalisation, donc la proximité, doit nous ouvrir sur d'autres formes de solidarités et de démocratie. Un livre qui alterne avec bonheur entre réflexions philosophiques et actions concrètes. FV.

Ed. Libre & Solidaire, 2015, 256 p. 15,90 €

Intoxication

Perturbateurs endocriniens, lobbyistes et eurocrates : une bataille d'influence contre la santé

Stéphane Horel



Suite à son livre *Les Médicamenteurs,* à ses films *La Grande Invasion* et *Endoc(t)rinement,* l'auteure, Stéphane Horel dévoile ici la façon dont les lobbies s'y prennent pour faire pression sur les fonctionnaires des institutions européennes et contenir les législations qui pourraient nuire à leurs profits. Trois ans de recherches minutieuses pour mettre à jour les mécanismes à l'œuvre à l'ombre des lois ainsi que le travail sans relâche de celles et ceux qui résistent à leur action afin que ces lois protègent davantage les intérêts publics plutôt que ceux des groupes privés. Derrière un discours de façade, les industriels usent de tous leurs pouvoirs pour préserver leurs bénéfices. PM.

Ed. La Découverte 2015, 300 p. 19 €.

Précaire !

Mustapha Belhocine



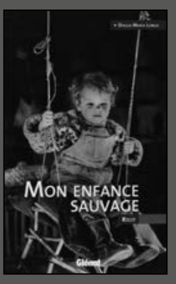
Le parcours du chômeur en fin de droits et à la recherche d'un travail est ici narré avec humour noir et réalisme. Deux qualités essentielles à la survie quand il s'agit d'aller quémander un emploi. Il s'agit de savoir se taire et accepter des outrages et des réprimandes dans le seul but de décrocher ou de conserver le contrat en or qui vous verra devenir manutentionnaire ou nettoyeur. La violence des rapports humains, des petits chefs qui craignent eux aussi pour leur emploi, des directions insultantes qui vous savent aux abois, l'absence de tout respect font partie du quotidien que décrit ici Mustapha

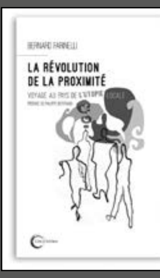


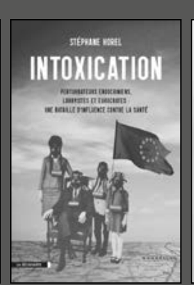





















B.D. DU MOIS



Qui descendra les poubelles ?

Nat Mikles

Que faire lorsque votre grille-pain tombe en panne ? En racheter un autre ? C'est le plus simple, mais pas le plus léger pour la planète. Heureusement Lao Tseu, puis d'autres grands philosophes vont venir conseiller le héros anonyme de ce livre et lui faire découvrir que l'on peut recycler ou réparer les objets. Commence alors un voyage dans le monde du déchet puis des alternatives que l'on peut mettre en place. Notre héros arrivera-t-il à supprimer totalement ses poubelles ? C'est l'enjeu du livre réalisé avec les conseils du réseau associatif Zero Waste. Le graphisme sans case et très stylisé surprend un peu au début, mais l'humour, les citations de nos grands penseurs et une vivacité du trait vous emballeront vite. MB.

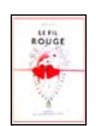
Ed. Rue de l'Echiquier, 2016, 176 p. 19,90 €

Belhocine. De petits boulots en tâches ingrates, il nous présente son parcours dans les méandres de plusieurs entreprises, dont Pôle Emploi. De CDD en fin de contrats il n'est qu'un exploité, un déchet à jeter à la moindre égratignure verbale envers ses supérieurs. Le travail, non merci dirait Bob Black ! JP.

Ed. Cent mille signes (pour Agone), 2016, 144 p. 9,5 €

Le fil rouge
Manuel de tes premières lunes

De Anna L'Am



Un livre à offrir à toutes les jeunes filles à l'occasion de leurs premières règles. Ouvrage richement illustré de dessins symboliques, plein de réflexions sur le rôle des menstruations et sur une tradition qui voulait qu'autrefois, les femmes prenaient le temps des règles pour en faire une retraite spirituelle et réfléchir à leur vie. FV.

Illustrations de Marie Yamoona, traduction de Blandine Swingedauw, éd. Le temps des lunes (www.lunafemina.com), 36 p. 13 €.

Vous êtes ici !
Pourquoi les hommes sont capables d'aller sur la lune et se perdent dans un parc

Colin Ellard



Ce spécialiste de la psychogéographie, nous propose à traves de nombreuses anecdotes et retours scientifiques d'ouvrir notre réflexion sur notre environnement géographique, urbain ou non. L'humain parmi la multitude d'espèces animales n'est pas le mieux outillé pour s'orienter et notre conception de l'espace dans lequel nous évoluons dépend de multiples paramètres dont le visible. Ce qui expliquerait en partie la volonté de transformer, détruire, ce qui nous entoure. Colin Ellard, appel à rendre visible et sensible la nature par une pratique régulière de celle-ci afin de se reconnecter avec la planète et l'urgence de la survie. Un livre qui nous ouvre certains champs de réflexions quant à notre positionnement dans le monde d'aujourd'hui. JP.

Ed. Seuil – 2015, 333 p. 21 €

Nanomatériaux et risques pour la santé et l'environnement

Association AVICENN



Les nanomatériaux (constitués d'éléments d'une taille inférieure à 0,001 millimètre) se multiplient et on les retrouve dans de nombreux objets de consommation… sans que l'on sache trop les conséquences de ces assemblages sur notre santé ou sur l'environnement. Ce petit livre fait le point sur les connaissances actuelles, sur les risques possibles (si on les respire, ils peuvent passer dans le sang), et sur le peu de mesures prises pour s'en protéger (le peut-on ?). L'association AVICENN fait un travail de veille démocratique sur le sujet depuis 2009 et publie ici l'essentiel de ce qu'il faut savoir sur le sujet. MB.

Ed. Yves Michel, 2016, 64 p. 7 €

La lutte non-violente
Pratiques pour le 21e siècle

Gene Sharp



Un livre entre théorie et pratiques historiques des luttes et actions non violentes qui vous permettra de faire un tour d'horizon des sources de la diversité de la non-violence au 20e siècle. L'auteur nous livre ces pratiques avec le but avoué de promouvoir le changement social et politique par l'exemple. Ainsi, de la place Tien Anmen à la lutte pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis, l'ouvrage est une somme partisane de stratégies et de préparation à ce type d'alternatives à la passivité et à la violence. JP.

Ed. Ecosociété, 2015, 480 p. 25 €

Romans

Le club du tricot

Maria Reimondez



Rebecca, Anxos, Matilde et quelques autres femmes se retrouvent chaque semaine au club du tricot. Autour de cette activité anodine et typiquement féminine, s'entrecroisent et se tissent leurs vies aussi banales que diverses : l'une est grenouille de bénitier quand l'autre est prostituée, l'une est une militante syndicale tandis que l'autre est une femme au foyer soumise en apparence… Autour de cette trame se profile une intrigue qui démarre doucement puis monte en puissance. En effet, d'étranges faits divers se produisent autour d'elles, des hommes mourant dans des accidents non élucidés. Une belle histoire de solidarité féminine et de lutte contre le patriarcat, contée avec subtilité à partir d'expériences très quotidiennes. GG

Ed. Solanhets, traduit du galicien par Vincent Ozanam, 2015, 312 p., 14 €.

Dans le désordre

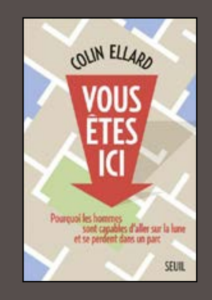
Marion Brunet



Jeanne et Basil se croisent dans une manif et c'est le coup de foudre. Avec cinq autres personnes, ils se lancent dans l'organisation d'un squat et rêvent de révolution. Ils préparent leur participation à un contre-sommet altermondialiste. Là, la manifestation dégénère… L'auteure mélange allégrement ambiance politique et vies intimes, le tout dans le monde d'aujourd'hui où les jeunes vivent de formations, de précarité et de petits boulots. Quel prix sommes-nous prêts à payer pour changer le système ? Entrainant. FV.

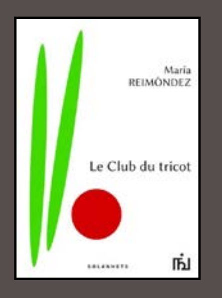
Ed. Sarbacane, 2016, 256 p. 15,50 €



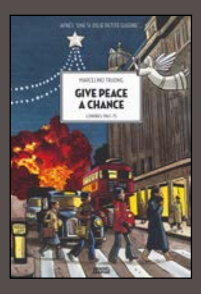












B . D .

Give peace a chance

Marcelino Truong



Après "Une si jolie petite guerre", l'auteur continue à nous raconter son histoire : il quitte le Vietnam en 1961 à 6 ans, en pleine guerre, et réside ensuite à Londres. Il fait ses études au milieu d'étudiants qui manifestent contre l'intervention américaine au Vietnam, se retrouvant lui, en porte-à-faux pour expliquer que le peuple du Sud ne veut pas passer sous le contrôle des communistes. Le livre se termine en 1975 avec l'invasion du sud et la fuite des boat-people. Chaque chapitre du livre s'ouvre autour d'une chanson emblématique de l'époque. La chronique familiale permet de bien comprendre les hésitations que l'on peut avoir sur le dossier vietnamien. FV.

Ed. Denoël Graphic, 2015, 280 p. 24,90 €

Je suis top ! Liberté, égalité, parité

Blandine Métayer, Véronique Grisseaux, Sandrine Revel



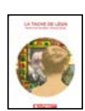
Catherine est arrivée "au top" de sa carrière de cadre dans une grande entreprise. Elle revient sur son parcours professionnel et sur toutes les difficultés qu'elle a rencontrées en tant que femme : plafond de verre, sexisme et machisme de ses collègues et de ses supérieurs, double journée de travail, discrimination à l'occasion de sa grossesse, salaire inférieur aux hommes, jugements sur le physique… Cet album a été réalisé à partir de témoignages recueillis auprès de nombreuses femmes. Une bonne synthèse pour prendre conscience de l'ampleur des blocages qui persistent. GG

Ed. Delcourt, 2016, 96 p., 15,95 €

Jeunes

La tache de Léon

Marion Le Hir de Fallois, Séverine Perrier



Dès 8 ans. Léon, 10 ans, a une tache rouge sur le visage. Il a bien du mal à s'accepter et à supporter les remarques des autres enfants. C'est à la fête foraine qu'il retrouve chaque année des artistes qui ont chacun leur particularité et qui vont l'aider à sentir que tout le monde peut être aimé tel qu'il est. Un roman illustré de collages surréalistes qui apportent une touche drôle et festive. GG.

Ed. Kilowatt, 2016, 48 p., 7,3 €.

La belle bleue

Marguerite Tiberti, Capucine Mazille



Dès 6 ans. Une découverte en images des richesses de la faune et de la flore océanes. A la fois beau panorama aux couleurs douces, présentation de nombreuses espèces et explications accessibles sur la diversité des milieux de vie selon que l'on est proche de la surface, dans les fonds marins, etc. Une plongée dans un écosystème à bien des égards merveilleux. GG

Ed. du Ricochet, 2015, 12,5 €

Musique

La Vida Loca

La Chose



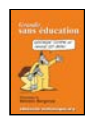
Après le Blues radical de Combo Quilombo, voici le Rap radical de La Chose, indicible, innommable et innommée ! Pacifistes, mais en guerre contre le système, les rappeurs de Millau posent leur flow sur des instrus jazz ou reggae en développant des thèmes anti-capitalistes, anti-militaristes et anti-sécuritaires sans épargner le consumérisme, les injustices et les inégalités nord-sud. Musicalement, le duo fait dans la finesse et la musique est plutôt douce comparée à d'autres productions du hip-hop conscient (mention spéciale à la flûte dans le titre 4 et au solo de guitare dans le suivant !). Finalement, le seul défaut de ce disque, c'est qu'il est trop court ! PM.

Label FlowerCoast, 6 titres

Films

Grandir sans éducation

Jean-Pierre Lepri



Déirdre Bergeron, une Québécoise née en 1981, n'est quasiment jamais allée à l'école. Ses deux sœurs cadettes Phèdre et Cassandre n'ont, elles, jamais voulu y mettre les pieds. Elles ont grandi à la campagne avec leurs parents, sans aucune scolarisation (même à la maison), en participant à différentes activités, découvrant librement le monde, faisant leurs apprentissages comme et quand elles l'entendaient. Avec aisance, naturel, et beaucoup d'humour, Déirdre Bergeron donne des aperçus de sa vie aux différents âges, de ses diverses expériences et découvertes, de son rapport au travail, à l'école, à ses parents, aux copains, à la recherche d'emploi, à la hiérarchie, etc. Le film est constitué d'extraits filmés de deux conférences, de photos et quelques courts extraits de films familiaux. Un dispositif très simple, cohérent avec le propos. Le résultat est fluide et plaisant, à la fois instructif et léger. XR

CREA, Apprendre la vie, education-authentique.org, 51 mn, 17 €

Nous avons également reçu… 2/2

Roman

■ **Raccourci, débrouillement de la société du temps,** *Jean-Christophe Barreau, éd. L'homme de quart, 2015, 52 p. 5 €.* Un tout petit recueil de réflexions sur les malheurs de notre monde.

■ **J'ai tué l'hiver,** *Kamal Benkirane, éd. l'Harmattan, 2015, 198 p. 19,50 €.* Une famille marocaine immigre au Québec. Alors qu'il vient de commencer à travailler, un des fils est accusé d'être en relation avec des islamistes qui préparent un attentat. La famille se mobilise pour essayer de savoir la vérité. Quelques dialogues intéressants sur les relations entre musulmans et non-musulmans, mais écriture peu agréable.

B . D .

■ **Capa, l'étoile filante,** *Florent Silloray, éd. Casterman, 2016, 88 p. 17 €.* Le célèbre photographe connu pour ses photos de la guerre d'Espagne, sa présence lors du débarquement, fondateur de l'agence Magnum, est mort jeune en marchant sur une mine au Vietnam. L'auteur retrace une vie de dangers et de risques… sans avoir eu le droit de reproduire les photos.

■ **Avoir vingt ans en 2020,** *MRJC et Pierrick Guigon, éd. Temps présent, 2016, 48 p. 5 €.* En voulant présenter les différents thèmes qui sont développés par le MRJC, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, on obtient une curieuse histoire assez dispersée autour de correspondant russes et de tomates industrielles qui pompent l'eau d'une rivière. Scénario un peu trop fourre-tout.

■ **En temps de guerre,** *Delphine Panique, éd. Misma (31410 Le Fauga), 2015, 112 p. 19 €.* Quand les hommes sont à la guerre, les femmes doivent s'organiser. Avec un dessin graphique surprenant, l'autrice propose de petites histoires (la plus intéressante étant la tentative des femmes de contrôler collectivement l'usine d'armement). Le parti pris absurde rend le propos malheureusement un peu trop léger.

■ **Retour à Bandung,** *Tita Larasati, traduction Philippe Touboul, éd. Ça et là, 2016, 120 p. 14 €.* Récit grandement autobiographique, Tita Larasati, Indonésienne, vient finir ses études supérieures aux Pays-Bas. Elle y reste sept ans, se marie, a deux enfants, avant de retourner avec toute la famille à Bandung, ville où elle a commencé à étudier. Enfants et mari découvrent le pays et cela donne lieu à toute une série de petites histoires, par exemple une pratique très différente des transports en commun ou du vélo. Agréable dessin.

Jeunesse

■ **La tornade,** *Arthur Geisert, Ed. des éléphants, 2016, 40 p., 17,90 €. Dès 5 ans.* On suit une famille de fermiers des Etats-Unis qui transporte du foin dans son camion alors qu'une tornade se prépare puis se déchaîne, mais aussi comment réagissent les animaux sous terre, sur terre et dans le ciel à ce changement météorologique. Des gravures sur cuivre d'un beau classicisme.

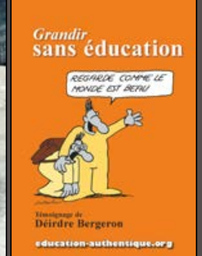
■ **Sous mes pieds,** *Emmanuelle Houssais, éd. Ricochet, 2016, 34 p., 16 €. Dès 5 ans.* On part à la découverte des bêtes qui vivent dans le sol, l'aèrent et le rendent fertile. Vers de terre, cloportes, fourmis, larves et taupes peuplent ce bestiaire naturaliste qui s'égrène au fil des mois et montre le travail invisible de ce peuple de la terre qui nous permet de nous nourrir.





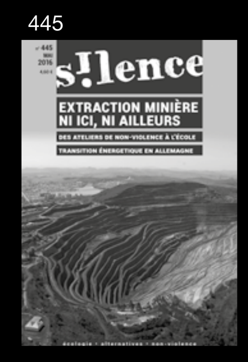






Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

445 

444 

443 

442 

441 

440 

Quoi de neuf ?

Que deviennent nos livres et nos revues ?

Silence reçoit en service de presse la plupart des livres que nous présentons, soit près de 400 livres par an. Que deviennent-ils ensuite ? Nous les conservons pendant deux ans au cas où nous aurions besoin de les consulter. Ensuite nous les donnons. Jusqu'en 2005, c'était à la bibliothèque municipale de Lyon. Depuis son ouverture, le CEDRATS, Centre de ressources sur les alternatives sociales — à moins de 500 m de chez nous, nous avons une convention avec eux — récupèrent nos livres (sauf les livres pour enfants que nous offrons à ATD-Quart-Monde pour leurs bibliothèques de rue). Ils sont donc consultables ensuite chez eux (27, montée Saint-Sébastien, Lyon 1er, tél : 04 78 29 90 67, l'après-midi)… Le Cedrats dispose actuellement de plus de 15 000 livres. Il conserve également les revues que nous recevons en échange de presse (plusieurs centaines de titres récents ou anciens disponibles).

Nuage de Fukushima

L'IRSN a publié en avril 2016, une simulation du nuage de Fukushima dans les jours qui ont suivi l'accident. Nous avons mis cette animation sur notre site internet, sur la page de notre chronologie de la catastrophe. Vous pourrez y constater que lorsqu'explose le troisième réacteur, les vents sont orientés nord-ouest et que l'essentiel du nuage radioactif vient sur Tokyo. Ce troisième réacteur était chargé en MOX, donc c'est du plutonium extrêmement toxique qui est retombé sur la capitale japonaise maintenant contaminée pour des siècles.

La Poste et l'inflation

Entre janvier 2008, date de nos derniers changements de tarifs, et janvier 2016, l'inflation en France est de 10,3 %. Par comparaison, sur cette même période, la Poste a augmenté nos tarifs d'envoi groupé des numéros de 19 % (après de multiples négociations), l'affranchissement individuel a lui augmenté de 43 % en métropole et de 59 % pour l'étranger… et cela s'accélère alors que l'inflation tend vers zéro. Concrètement, pour un abonnement pour 11 numéros, 8,47 € sont reversés à la Poste aujourd'hui.

Silence, c'est vous aussi…

Venez nous voir les 16 et 17 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **Prochaines expéditions : 18 et 19 août, 15 et 16 septembre, 13 et 14 octobre…**

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **15h30** les mercredis **22 juin** (pour le n° de septembre), **24 août** (pour le n° d'octobre), **21 septembre** (pour le n° de novembre)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat…), contactez l'équipe de Silence.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es… en fonction de vos envies !

Don'acteur : Silence est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net / rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmann.dutriez@wanadoo.fr
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance. 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 26, rue de l'Orme, 54220 Malzeville, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr, tél. : 01 43 57 20 83. Brig Laugier, 40, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 80 06 58 26, brig.gisors@gmail.com
- > **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Pascal Vuillaume c/o Agnes DUCA 8 les parichets 77120 Beautheil, pvuillaume75@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an. Envoyez-nous leurs adresses sur papier libre (ainsi que la vôtre) et un chèque de 100 €.

Partenaires



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



Silence est adhérent du Réseau "Sortir du nucléaire". www.sortirdunucleaire.org



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin, 07502 Guilherand-Granges. Tél. 04 75 44 54 96. www.impressions-modernes.fr

Médias libres *Silence est membre de la Coordination des médias libres. www.medias-libres.org*

439 438 437 436









Affiche



☐ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**
Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Commandes

Numéros disponibles

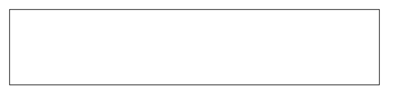
☐ 407 Vivre sans internet
☐ 409 Un autre cercle est possible
☐ 410 L'agonie du nucléaire
☐ 411 Déraciner le racisme
☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?
☐ 416 Les limites des écoquartiers
☐ 417 Transition et engagements politiques
☐ 418 Sortir de la démesure
☐ 422 Décolonisons nos luttes
☐ 426 D'autres formes de democratie
☐ 428 La forêt brûle
☐ 429 Que vivent nos 75 langues régionales !
☐ 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
☐ 432 Loi Duflot : pour mieux se loger ?
☐ 433 Renverser nos manières de penser
☐ 434 Militer en beauté
☐ 435 Sauver le climat par le bas
☐ 437 Energies renouvelables, un virage à prendre
☐ 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
☐ 439 Écologie et féminisme : même combat ?
☐ 440 Le renouveau de l'Éducation populaire ?
☐ 442 Océans, l'urgence méconnue
☐ 443 Nucléaire : Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?
☐ 444 Coopératives, question de taille
☐ 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
☐ 446 Quelle non-violence en temps de guerre ?

Numéros régionaux

☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
☐ 414 Ain
☐ 419 Picardie
☐ 430 Corse
☐ 436 La Réunion
☐ 441 Aude et Pyrénées-Orientales

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :



Livres

☐ **L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12 €**
A l'occasion de ses 30 ans, la revue *S!lence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.

☐ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €**
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devien- dra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

☐ **Un écologisme apolitique ? 80 p. - 7 €**
Dans ce court pamphlet, deux militants anglais, P. Chatterton et A. Cutler, proposent une critique constructive de la Transition. Ils soutiennent qu'elle aurait avantage à identifier ses "ennemis" politiques et ainsi renouer avec une approche de confron- tation qui caractérise d'ordinaire les mouvements sociaux. Pour les auteur.e.s, il ne faut pas perdre de vue qu'il faut lutter pour qu'adviennent les change- ments souhaités.

*Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4€ / ** 4,5€ / *** 2€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement automatique.*

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement 6 n° 20 €
☐ Particulier 1 an 46 €
☐ Bibliothèque, association… 1 an 60 €
☐ Soutien 1 an 60 € et +
☐ Petit futé 2 ans 74 €
☐ Petit budget 1 an 32 €
☐ 5 abonnements Découverte offerts 100 €

Groupés à la même adresse
☐ par 3 ex. 1 an 115 €
☐ par 5 ex. 1 an 173 €

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement 6 n° 27 €
☐ Particulier 1 an 55 €
☐ Bibliothèque, association… 1 an 68 €
☐ Soutien 1 an 60 € et +
☐ Petit futé 2 ans 85 €
☐ Petit budget 1 an 39 €

Abonnement en ligne :
www.revuesilence.net

Total de votre règlement :

Vos coordonnées (Merci d'écrire en majuscules)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

❍ Je désire recevoir la s!berlettre mensuelle.

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA *(Autorisation de prélèvement)*

RUM (sera rempli par Silence) :

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

☐ .... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débi- ter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéfi- ciez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Débiteur

Nom et prénoms :

Adresse :

Code Postal : Ville : Pays :

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence (adresse ci-contre).
Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Fait à : Le :
Signature :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Détruire la nature, c'est détruire la vie

Robin Wood, association de défense de la nature, une dissidence de Greenpeace, a réalisé en Allemagne une campagne publicitaire autour du slogan "détruire la nature, c'est détruire la vie". C'est l'agence Photoby&co qui a réalisé la campagne à partir de visuels réalisés par une équipe de graphistes thaïlandais Illusion.

Destroying nature is destroying life.
robinwood.de/stop-deforestation
ROBIN WOOD





www.robinwood.de